

Bulletin IPR n° 04, printemps 1998

SOMMAIRE

André Kaspi, p. 5-8

Éditorial

→ Le centre d'histoire nord-américaine,

CHANTIERS

Hélène Harter, p. 11-34

→ Les échanges techniques au XIX^e siècle : l'exemple du génie civil américain

Evelyne Payen, p. 35-48

Les relations d'affaire dans le capitalisme de Californie : l'exemple des chemins de fer et des services urbains, 1897-1917

Jean-François Boulanger, p. 49-66

→ L'aide américaine après la Grande Guerre vue de l'archevêché de Reims

Sébastien Fath, p. 67-97

→ Un pays de « christianisme presque éteint » ? La France et les baptistes américains, enjeu d'un échange missionnaire

Adrien Lherm, p. 99-116

→ La fête d'Halloween aux Etats-Unis

François Zuber, p. 117-133

→ La classe politique américaine et la France de l'année de l'Europe au traité de Maastricht (1973-1992),

Julie Thermes, p. 135-161

→ L'affirmative action : l'exemple de l'admission préférentielle pour les étudiants noirs à Harvard et Princeton, dans les années 1980,

VIE DES CENTRES

Centre d'histoire nord-américaine, p. 165-169

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, p. 171-175

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, p. 177-179

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, p. 181-185

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines, p. 187-195

LIEUX DE RECHERCHES

Jean-Michel Palayret, p. 199-209

Institut universitaire européen, archives historiques des Communautés européennes

COLLOQUES, MANIFESTATIONS, CONFÉRENCES

Anne Deighton, p. 213-223

→ [Les États-Unis, une puissance européenne,](#)

Michel Trebitsch, p. 225-227

Les intellectuels et l'Europe

André Kaspi, p. 5-8

Éditorial

→ [Le centre d'histoire nord-américaine,](#)

ANDRÉ KASPI

Le Centre d'histoire nord-américaine fait partie de l'Institut Pierre Renouvin. Ses liens sont de deux sortes: d'une part il anime l'une des options du DEA d'histoire contemporaine des mondes étrangers et des relations internationales; d'autre part, il poursuit des recherches en commun avec les autres centres de l'Institut dans le cadre du GDR 0956 qui a pour intitulé Histoire des relations internationales. J'ajouterai une particularité qui ne manque pas d'intérêt. Le CHNA est le seul centre d'histoire nord-américaine dans les universités françaises, et travaille à la fois sur l'histoire des États-Unis et sur celle du Canada.

Il est vrai que les difficultés ont surgi et continuent de surgir sur notre chemin. La plus importante touche aux distances. Comment accéder aux sources nord-américaines, alors que l'océan atlantique nous en sépare? Certes, il y a des archives françaises qui nourrissent l'histoire de l'Amérique du Nord. Elles relèvent de la politique étrangère de la France, de son évolution économique, de son rayonnement culturel. Il conviendrait d'ailleurs de ne pas oublier la dimension strictement scientifique que les historiens ont la fâcheuse habitude de passer sous silence ou de sous-estimer. Quand les sources n'existent pas en France, les chercheurs prennent l'avion et vont s'établir, le temps nécessaire, aux États-Unis ou au Canada. Il n'empêche, et personne n'exigera une plus ample démonstration, que l'historien américaniste et français ne choisit pas la voie de la facilité, qu'il éprouve des frustrations, qu'il aimerait bien disposer directement, sans recourir aux miracles de l'informatique, des richesses de la Bibliothèque du Congrès, des Archives nationales de Washington et de bon nombre d'universités.

Voilà pourquoi le CHNA accomplit d'incessants efforts pour inciter les étudiants, débutants et avancés, à la recherche. Le séminaire de DEA et de doctorat porte sur les échanges culturels entre

l'Amérique du Nord et la France. Le thème est relativement neuf. Il donne lieu à des communications originales et suscitera des travaux dont j'attends beaucoup. Un colloque s'est tenu, en mai 1996, à Reims, en collaboration avec le département d'histoire de l'Université, sur le temps des reconstructions, celles d'après 1918, celles d'après 1945, dans un cas comme dans l'autre soutenues par des Américains, individus et fondations. Les communications seront bientôt publiées.

Les textes qui suivent sont issus du séminaire. Ils ont été élaborés et rédigés par de jeunes chercheurs. De ce point de vue, ils méritent de retenir notre attention, d'autant plus qu'ils démontrent qu'une génération nouvelle surmonte l'obstacle de la langue, de la distance, de la différence culturelle pour aborder, sans complexes, avec talent, l'histoire nord-américaine.

Hélène Harter a commencé son initiation à l'histoire des États-Unis, il y a quelques années. Son mémoire de maîtrise, puis son mémoire de DEA témoignent de son excellente connaissance des sources disponibles à Paris. Elle prépare une thèse de doctorat sur les ingénieurs municipaux américains entre 1870 et 1910. C'est un sujet particulièrement mal connu. La période est délaissée par la plupart des historiens de notre pays, et c'est bien regrettable. Le thème semble trop technique, alors qu'il touche à l'un des aspects fondamentaux de l'histoire de la civilisation américaine, une civilisation en partie mécanicienne, technique, tournée vers le progrès industriel. L'article d'Hélène Harter aborde le sujet des échanges entre la France et les États-Unis. Il pose la question suivante: dans quelle mesure les ingénieurs américains se sont-ils inspirés d'un modèle français pour acquérir un savoir-faire national?

Evelyne Payen, agrégée d'histoire et ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, a longuement vécu aux États-Unis, plus précisément sur la côte Ouest. Elle en rapporte une thèse de doctorat, qui viendra bientôt à soutenance, sur l'histoire politique des services publics à Oakland en Californie de 1890 à 1931. Elle y analyse la transformation du libéralisme américain, dans cette période marquée successivement par le mouvement progressiste, l'entrée des États-Unis dans la Grande Guerre et les années de prospérité. Dans une certaine mesure, Evelyne Payen établit une prosopographie des hommes d'affaires du nord de la Californie, de leurs activités politiques et sociales, en un mot de leur rôle dans la cité.

L'article de Jean-François Boulanger nous entraîne à Reims, à la fin de la Grande Guerre. L'aide américaine est alors décisive pour la reconstruction de la ville. L'archevêché suit les événements avec beaucoup d'attention, car il ne s'agit pas seulement d'une présence matérielle de nos "associés" d'outre-Atlantique. Leur influence culturelle inquiète ou ravit; elle ne laisse pas indifférent, surtout dans un pays catholique qui redoute le prosélytisme protestant.

On retrouve un thème proche avec la communication de Sébastien Fath, allocataire moniteur normalien à l'Ecole pratique des hautes études. Fath suit, pour sa thèse de doctorat, l'implantation baptiste en France dans les années 1810-1950. Il nous ouvre les yeux sur une réalité que nous connaissons mal. C'est que les baptistes, sans être très nombreux, jouent un rôle non négligeable dans notre pays, au XIXe siècle comme dans la première moitié de notre siècle. Ils s'implantent en France, un pays de "christianisme presque éteint", pensent-ils, progressent de manière significative et font partie des 500 000 évangéliques qu'on dénombre aujourd'hui dans notre pays.

Adrien Lherm, agrégé d'histoire et ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure de Cachan, a décidé d'étudier la fête de Halloween dans les pays britanniques et nord-américains du XVIIe siècle à nos jours. Il prépare une vaste synthèse, diachronique comme l'indique l'intitulé de sa thèse, et centrée sur

la notion de passage transatlantique. Il vient d'achever un long séjour aux États-Unis, où il a amassé une documentation considérable. Sa curiosité le pousse vers des territoires que l'historien ne fréquente guère, ceux de l'ethnologue et de l'anthropologue, parfois du psychologue. En tout cas, la réflexion qu'il poursuit devrait nous instruire sur "l'esprit américain" et sur la notion de fête.

François Zuber entreprend une analyse difficile et utile. Il tente de cerner la classe politique, composée des décideurs et de ceux qui tâchent de les influencer, pour mieux comprendre l'évolution des relations franco-américaines. Immense défi, d'autant plus que la période qu'il traite est toute proche, que les archives sont presque toujours inaccessibles. Heureusement, les documents ne manquent pas. Ce qui permet à François Zuber de détruire le mythe du consensus, y compris au sein d'un seul parti comme le Parti Républicain.

Enfin, Julie Thermes, qui fut trois années durant allocataire de recherche au CHNA, étudie le recrutement des étudiants dans les universités américaines de la côte atlantique. Sa thèse porte sur la politique d'*affirmative action* en faveur des étudiants noirs à Harvard, Yale et Princeton de 1960 à 1990. Elle aborde ainsi une période, exaltante et exaltée, au cours de laquelle bien des Américains ont pensé qu'ils parviendraient, en le voulant avec détermination, à résoudre le problème des relations interraciales, si du moins les établissements d'enseignement, tout particulièrement les universités prestigieuses de l'Ivy League, s'en donnaient la peine. Julie Thermes va plus loin. Elle pose la question du reflux de la politique d'*affirmative action*. Du coup, sa thèse revêt un caractère d'actualité, d'autant plus passionnant que la réflexion sur le temps présent repose sur la connaissance précise d'hier.

Je voudrais, en terminant cette introduction, exprimer un regret. D'autres travaux mériteraient d'être connus. Faute de place, ils ne sont pas publiés dans le présent numéro du bulletin de l'Institut Pierre Renouvin. Ils paraîtront, dans un numéro postérieur, et porteront témoignage du dynamisme de la recherche présente dans le domaine des études nord-américaines.

Hélène Harter, p. 11-34

→ [Les échanges techniques au XIX^e siècle : l'exemple du génie civil américain](#)

HÉLÈNE HARTER

À l'occasion de l'exposition universelle de 1893, le maire de Chicago accueille la délégation française des travaux publics en ces termes:

"Messieurs, je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux ingénieurs français auxquels on doit tant de beaux travaux, tels que le canal de Suez, le Saint Gothard (...). Vous avez montré la voie aux ingénieurs américains, mais aujourd'hui ils font aussi bien que vous et je compte qu'ils vous battront prochainement".

La révolution industrielle triomphe de part et d'autre de l'Atlantique en cette fin de XIX^e siècle, tandis que l'Amérique connaît une urbanisation sans précédent. 25% des Américains sont des citadins en 1870. En 1910, alors qu'ils sont désormais 46%, New York devient la deuxième ville du monde

derrière Londres. Pour répondre aux besoins croissants de leurs habitants, les métropoles développent leurs infrastructures et notamment les services vitaux comme l'approvisionnement en eau potable ou l'évacuation des égouts. Les travaux publics deviennent la principale priorité urbaine.

Pour améliorer la gestion de ces services, les édiles américains les "municipalisent" et confient leur gestion, à des experts : les ingénieurs des travaux publics. Grâce à eux sont réalisés des travaux de première importance comme le pont de Brooklyn, l'adduction d'eau de Los Angeles ou encore le canal sanitaire de Chicago. L'"Art de l'ingénieur" s'impose dans toutes les métropoles américaines, comme il l'a fait quelques années plus tôt en Europe. Dans un environnement technique qui se mondialise, quelle est la nature des contacts et des échanges qui se nouent alors avec l'Europe et le reste du monde? Quel regard les ingénieurs américains portent-ils sur les réalisations des autres pays et comment eux-mêmes sont-ils perçus à l'étranger ?

L'"Art de l'ingénieur" aux Etats-Unis: entre modèles européens et construction d'un savoir-faire national

Un enseignement sur le modèle français : l'exemple de West Point

Dans l'Amérique du XIXe siècle, le génie et l'armée sont étroitement liés. Il existe dès la guerre d'Indépendance un corps embryonnaire d'ingénieurs militaires, prémices de l'"U.S. Corps of Engineers" constitué en 1802. Cette même année, le gouvernement crée l'académie militaire de West Point afin de former les cadres de l'armée et notamment les ingénieurs du génie dont ce jeune pays a tant besoin. Elle demeure pendant de nombreuses années encore la seule école d'ingénieurs du pays¹.

Afin de supprimer les faiblesses de la formation apparues lors de la guerre de 1812 contre l'Angleterre, une réorganisation de son fonctionnement s'impose. Le pays n'ayant pas de tradition technique propre, les Américains décident de s'inspirer de la longue expérience des pays européens. Leur choix se porte plus particulièrement sur la France. Une France que l'on admire pour l'aide qu'elle a apportée dans la lutte pour l'indépendance, mais surtout pour son indéniable avance technologique en matière de génie civil.

C'est dans cette optique que Swift, premier surintendant de West Point, envoie deux officiers en France en 1815. Chargés d'étudier les pratiques européennes, ils ramènent de ce périple des centaines de livres et la certitude de la validité du modèle français. L'un de ces officiers, Sylvanus Thayer, est nommé surintendant de West Point à son retour. Présidant à ses destinées de 1817 à 1823, il transforme l'académie en une grande école scientifique dont les deux piliers sont dorénavant les mathématiques et le français.

Dès 1817, l'enseignement du français devient obligatoire car il est considéré comme la base de tout enseignement. Le français est aussi la langue des manuels que le professeur Claudius Crozet, un ancien Polytechnicien, ramène de son pays natal. Détenteur de la chaire de mécanique appliquée de 1816 à 1823, il introduit les mathématiques françaises en Amérique et notamment l'œuvre de Monge. Il est lui-même l'auteur d'une *géométrie descriptive* qui demeure un modèle du genre aux Etats-Unis tout au long du XIXe siècle. L'enseignement de West Point est résumé dans le néologisme d'une

¹ Les meilleurs de chaque promotion sont d'ailleurs affectés dans le génie.

culture "polytechnicienne", copiée sur le modèle de l'école Polytechnique parisienne qui a été créée en 1794.

Les nouveautés éducatives européennes sont toujours suivies avec la plus grande attention. Des instituts techniques comme Rennselaer proposent dès les années 1830 des formations en génie civil sur le modèle des instituts polytechniques allemands. Les ingénieurs américains éprouvent le besoin de confronter leur expérience à celle de leurs confrères étrangers. L'association professionnelle des ingénieurs américains réalise en 1874 une étude comparative sur les formations existant de part et d'autre de l'Atlantique; ceci afin d'améliorer les pratiques américaines. L'immigration d'ingénieurs européens contribue elle aussi à introduire les nouveautés technologiques étrangères. C'est donc grâce à ses différents apports européens que se forge dans un premier temps l'expérience américaine en matière de travaux publics.

Les expositions universelles, vitrines de la technologie des travaux publics

Les travaux publics deviennent de plus en plus sophistiqués alors que la révolution industrielle triomphe. Pelleuses à vapeur, pompes aspirantes et valves d'auto-régulation s'imposent sur les chantiers. Ces techniques sont aussi glorifiées par les expositions universelles qui donnent aux contemporains l'occasion d'admirer un panorama complet des activités humaines les plus novatrices de cette fin de siècle. Eu égard à leur indispensabilité dans la société industrielle, les ingénieurs des travaux publics y disposent bien souvent de leurs propres pavillons d'exposition ou sont associés aux secteurs les plus dynamiques de l'économie. Ainsi à Paris en 1900, ils constituent le groupe numéro six avec les transports. Ces expositions représentent donc une formidable vitrine pour les travaux publics. Des millions de visiteurs s'y pressent, friands de pouvoir découvrir les maquettes de ponts spectaculaires ou des dernières réalisations portuaires. En 1889 on se bouscule même pour visiter les égouts souterrains de Paris².

Au delà d'un réel engouement populaire, les expositions suscitent de nombreux voyages d'ingénieurs étrangers, et notamment américains. Près de deux cent cinquante d'entre eux participent à celle de 1889³. Ils relayent ensuite l'information dans leurs pays à travers les compte-rendus qu'ils rédigent pour leurs services municipaux et pour les revues de travaux publics, et à travers les communications qu'ils font à l'occasion des congrès de génie civil. Ainsi à la suite de l'exposition viennoise de 1873, les ingénieurs de la délégation japonaise rédigent un monumental rapport conçu comme une synthèse de toutes les technologies qu'ils ont pu observer en Europe. Ces quatre-vingt-seize volumes allaient permettre au Japon de l'ère Meiji d'assimiler un grand nombre de connaissances techniques nouvelles et de développer considérablement sa puissance industrielle⁴.

En outre, chaque exposition donne lieu à des rapports officiels⁵ qui offrent une description complète des objets exposés et des connaissances de l'époque sur ces sujets. On peut citer notamment celui du Polytechnicien Alfred Picard en 1900 ou encore celui de Grille et Laborde à l'occasion de l'exposition de 1893. Dans ce dernier on trouve notamment des informations documentées sur le système de purification des eaux usées de Chicago, ou encore sur le pont tournant de la troisième avenue à New York.

² BELHOSTE (Bruno), MASSON (Francine), PICON (Antoine), *Le Paris des Polytechniciens: des ingénieurs dans la ville 1794-1994*, Paris, Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 1994, 300 p.

³ *Le temps*, 24 juin 1889, "Les ingénieurs américains à la tour Eiffel".

⁴ Guide officiel de l'exposition d'Osaka, 1970.

⁵ Par exemple en 1893, *Les travaux publics aux Etats-Unis*, Paris, Bernard, 1893, 2 volumes, 238 p. et 112 planches.

Ces expositions jouent un rôle déterminant dans la circulation de l'information technique. Elles concourent aussi à imposer certaines villes comme des références en matière de travaux publics; des modèles qui inspirent les villes des pays jeunes comme les Etats-Unis. Jusqu'au début des années 1870, l'Europe domine seule le génie. Les deux pôles majeurs en sont Londres, qui a accueilli la première exposition universelle de l'histoire en 1851, et Paris. En effet, en raison de la précocité de sa révolution industrielle, la capitale anglaise doit résoudre ses problèmes de travaux publics cinquante ans avant les autres. Par exemple, elle crée dès 1850 un "bureau général de la santé" chargé de coordonner les systèmes d'eau et d'égouts. En 1854, l'ingénieur parisien M.Mills visite les chantiers de ce bureau et de retour à Paris propose d'y appliquer les méthodes londoniennes. Londres devient aussi un modèle pour les Américains. Ainsi lorsque les ingénieurs du génie créent leur association professionnelle, l'A.S.C.E., ils s'inspirent tout naturellement des statuts de la société des ingénieurs civils anglais.

Néanmoins, Londres voit de plus en plus son hégémonie technique contestée. L'exposition universelle de Paris de 1867, tout comme par la suite celle de 1878 et celle du centenaire en 1889, braque les projecteurs sur les travaux publics parisiens. Sous le second empire et sous les débuts de la Troisième République, ils atteignent une renommée mondiale. Les ingénieurs Auguste Mille, Alfred Durand-Claye ou George Bechmann, deviennent des experts internationaux. Ce dernier est sollicité à Turin (1890), au Caire⁶, (1892), à Athènes (1900), ou bien à Bucarest (1903)⁷ tandis que Belgrand oeuvre comme conseiller jusqu'à Buenos Aires (1873).

Les travaux publics français et anglais s'imposent comme des références incontournables dans la constitution des services techniques municipaux américains. Les transferts de techniques européennes s'y font aussi par l'intermédiaire d'ingénieurs-conseils venus d'Europe. Mais cela reste néanmoins une pratique moins développée que dans les pays d'Afrique ou d'Europe méridionale qui ont un niveau technique beaucoup plus faible que celui des Américains.

Les Américains s'approprient les technologies européennes

Le temps des voyages d'études

Les expositions ne constituent pas les seules occasions données aux ingénieurs américains de découvrir les nouveautés technologiques internationales. Dans la deuxième moitié du siècle, ils sont de plus en plus nombreux à traverser l'océan Atlantique pour se rendre à Paris ou à Londres. Ils peuvent ainsi observer et étudier de visu les progrès réalisés, comparer les techniques et enrichir leur propre expérience. Ces visites de travail, bien vite appelées voyages d'études, se multiplient en dehors des expositions .

Ces voyages coûteux sont d'ailleurs rarement le fait d'ingénieurs isolés. Ils sont organisés par les villes qui les emploient, de concert avec les villes d'accueil. Une des premières expérience a lieu en

⁶ Le Khédivé l'invite au Caire afin qu'il crée de toutes pièces un bureau des travaux publics sur le modèle européen. .

⁷ LORTIE (André), *Paris s'exporte: Architecture modèle ou modèles d'architectures*, Paris, Éditions du Pavillon de l'Arsenal, 1995, p. 47

1855. Chicago, qui envisage de moderniser son réseau d'égouts, envoie Ellie S. Chesbrough l'ingénieur en chef des égouts de la ville en voyage d'études en Europe. Son rapport bien que destiné à la seule commission locale des égouts, devient un classique de la littérature sanitaire américaine. A une époque où aucune ville américaine ne dispose d'un réseau d'évacuation des effluents cohérent, il inspire notamment la conception des nouveaux égouts de Boston, New York et Philadelphie. Les séjours se multiplient par la suite à l'image de celui de l'ingénieur en chef de Boston, Joseph Davis, qui se rend quatre mois en Europe en 1877 dans le but d'étudier les systèmes d'égouts.

Ces voyages d'études constituent parfois l'occasion pour les ingénieurs américains de compléter leur formation dans des établissements européens. Si certains ne suivent que quelques cours à l'occasion d'une exposition universelle, d'autres comme Denis Hart Mahan, professeur à West Point, font des séjours plus longs. A la suite d'un cursus de quatre ans à la réputée académie de Metz, il publie même le premier manuel américain sur les travaux publics: *An Elementary Course of Civil Engineering for the Use of the Cadets of the U.S.M.A.*. Ce livre vendu à 15000 exemplaires s'impose comme un texte de référence pendant plus de cinquante ans. L'enseignement européen conserve donc, en dépit des indéniables progrès réalisés par les Américains, une réputation d'excellence. Réputation qui incite d'ailleurs de jeunes Américains à y suivre une formation plutôt que dans leur mère patrie. C'est notamment le cas de D. Lowber Smith, futur éminent ingénieur new-yorkais, qui entre à l'école des Mines de Paris en 1867. De même William Watson, diplômé de la "Lawrence Scientific School" de Harvard en 1857, suit les cours de l'école polytechnique des Ponts et Chaussées en 1859, puis ceux de l'université de Léna où il obtient son doctorat en 1862. Ces voyages ont un écho qui dépasse largement le nombre restreint d'ingénieurs concernés. Ils permettent de multiplier les contacts humains de part et d'autre de l'Atlantique mais surtout les échanges techniques.

La nécessaire adaptation des inventions européennes

L'importation de technologie européenne n'est pas une nouveauté en Amérique. Samuel Slater en s'installant à Pawtucket en 1789 n'a-t-il pas amené d'Angleterre la technique de la machine à filer le coton? Dans la deuxième moitié du siècle ces échanges s'accroissent. Des métropoles comme Boston adoptent, tels quels, les égouts à forme ovoïde de Paris⁸. James Kirkwood, chef ingénieur de Brooklyn, crée à son retour d'Europe le premier système américain de filtration des eaux de grande capacité qui ne soit pas à sable⁹. Par ailleurs, les ingénieurs de Boston décident en 1876 de rejeter le produit des égouts dans l'océan Atlantique à partir de l'île de Moon, située à huit kilomètres de la rive. Ils s'inspirent de Londres, où le rejet s'effectue dans la Tamise à trente quatre kilomètres de la ville pour éloigner le plus possible les risques de contamination.

Chaque chantier est cependant unique et demande une adaptation spécifique des grands principes du génie. Si New York se situe à la même latitude que Rome, son port est pris par les glaces certains hivers. Ces conditions climatiques différentes supposent le recours à d'autres techniques. Ainsi, les ingénieurs allemands Ende et Boeckman inventent en 1864 une nouvelle façon de traiter le mortier qui permet de généraliser la construction en hiver à Berlin¹⁰. *L'American Architect* se fait l'écho de cet article tout en faisant remarquer que les conditions de la côte est sont pires et par conséquent nécessitent une modification des techniques décrites par les Allemands.

⁸ Des égouts conçus par G. Bechmann l'ingénieur des eaux de Paris.

⁹ Ce système de filtration des eaux de l'Hudson, à Poughkeepsie, est mû par la force du flux inversé; ceci afin d'emporter les impuretés.

¹⁰ L'article paraît dans la revue *Deutsche Bauzeitung*.

La nécessité d'adapter les découvertes européennes aux réalités locales, encourage la recherche chez les ingénieurs américains. Ceux de Boston testent pas moins de 2800 échantillons de ciment afin de trouver le dosage le plus approprié aux conditions climatiques locales¹¹. Les difficultés du site permettent de mettre au point de nouvelles techniques de construction sur les sols meubles gagnés sur les marais¹² et sur les sols granitiques new-yorkais. Les nombreux sites d'estuaire de la côte est sont aussi à l'origine des recherches sur les ponts mobiles. Alors que le premier est construit en 1835 sur la Charles, Joseph Ross l'améliore en 1849 en introduisant le centre pivot. Albert Fink, Squire Whipple ou J. Roebling, spécialistes des ponts, déposent de nombreux brevets. Ces brevets, qui permettent la diffusion de l'information et stimulent la concurrence, ne sont pas que le propre du génie. Plus d'un million cinq cent mille brevets sont déposés entre 1865 et 1925 soit 24000 par an à partir des années 1880. Ingéniosité et pragmatisme sont donc les qualités premières des ingénieurs américains, des qualités qui correspondent à celles nécessaires à celui qui tente l'aventure du Nouveau Monde.

Les villes constituent un milieu particulièrement favorable à l'innovation¹³. En sus des inventions individuelles, une politique de recherche est mise en oeuvre au sein même des équipes municipales. Les ingénieurs se livrent à des expériences sur l'évaporation différentielle des réservoirs de bois et d'étain¹⁴ pour lutter contre les déperditions d'eau. Ils travaillent aussi en collaboration avec les laboratoires universitaires. Ainsi lorsqu'une des sources de Boston est contaminée en 1876, on recourt aux conseils du Dr. Farlow, professeur de botanique à Harvard, pour déterminer les causes de cette pollution. L'étape suivante est la mise en oeuvre de laboratoires d'état, tels le "Lawrence Engineering Laboratory" du Massachusetts créé en 1886 ou celui du Michigan constitué en 1887. Par la suite, les villes créent leurs propres laboratoires municipaux, telle Philadelphie en 1895, Baltimore en 1896 ou encore Boston en 1898.

Grâce à une politique de recherche dynamique, les ingénieurs des travaux publics américains se libèrent progressivement de la tutelle technique européenne, sans pour autant rompre tous les contacts. Par exemple, lors du débat égout séparé¹⁵ contre égout combiné qui secoue le monde des ingénieurs et des hygiénistes, c'est tout naturellement vers l'Europe que l'on se tourne pour obtenir un avis éclairé. L'association américaine pour la santé publique charge donc en 1881 l'ingénieur Rudolph Hering d'une enquête in situ sur les systèmes européens. Le rapport Hering fait date car il place enfin la construction des égouts sur un plan rationnel. Il démontre que techniquement et du point de vue sanitaire les deux systèmes se valent, mais que le système combiné est plus économique dans les zones densément peuplées tandis que le séparé l'est plus dans les zones moins peuplées¹⁶.

Si l'Europe s'est imposée comme une référence, la technologie américaine ne naît pas cependant d'une copie servile des réalisations européennes. Le Rond, un ingénieur français visitant les Etats-Unis en 1889, ne s'y trompe pas en affirmant que "quoique les ingénieurs se soient largement inspirés dans leurs travaux de l'expérience et des méthodes de leurs confrères européens, leur oeuvre n'en

¹¹ Département des travaux publics de Boston, 1878, p. 38.

¹² On installe les égouts sur des structures en bois plus résistantes.

¹³ HIGGS (Robert), "American Inventiveness 1870-1920", *Journal of Political Economy*, Mai-Juin 1971. FELLER (Irwin), "Determinants of the Composition of Urban Inventions", *Economic Geography*, vol. 49., n°1, Janvier 1973, p. 47-58.

¹⁴ Département des travaux publics de Boston, 1876, p. 34-36.

¹⁵ Les "anti-contagionistes" pensent à l'image de l'ingénieur Waring que les eaux usées stagnantes à ciel ouvert contaminent l'atmosphère; on parle de la théorie du "sewer gas". Ils sont partisans de l'égout séparé qui conserve les eaux de pluie pure séparées des matières organiques que l'on trouve dans les égouts.

¹⁶ En Amérique, la théorie du "sewer gas" est bientôt supplantée par la théorie des germes. Une telle chose est rendue possible grâce aux découvertes sanitaires européennes et notamment celles de Koch qui isole le bacille du choléra.

porte pas moins le cachet d'originalité qui caractérise l'art (de l'ingénieur) américain: on en peut citer comme exemple les beaux travaux de dérochement à l'entrée du port de New York¹⁷. Les travaux publics américains naissent d'une confrontation avec leurs homologues européens. Ainsi Joseph Davis donne comme but à son voyage d'études, de "combinaison des meilleures pratiques du génie de ce pays et de l'Europe"¹⁸.

Les travaux publics américains s'inscrivent dans de nouveaux réseaux d'échanges

Les expositions universelles à l'origine d'un nouveau regard

Pour de nombreux Européens, l'Amérique est perçue à la veille des années 1870 comme un pays en retard du point de vue technique et donc étroitement dépendant des réalisations de l'Ancien Monde. Or les Etats-Unis sont un pays en pleine croissance, tant du point de vue économique que technologique. C'est aussi le premier pays non européen à organiser une exposition universelle. Philadelphie, berceau de l'indépendance américaine, deuxième ville du pays après New York et puissant centre industriel, devient le centre du monde pour quelques mois. En cette année 1876, le monde entier a les yeux fixés sur les sensationnelles réalisations américaines: machine à vapeur de Corliss, téléphone de Graham Bell, frein à air comprimé de Westinghouse, télégraphe en duplex d'Edison, ou encore le fameux pont de Saint Louis.

Les visiteurs étrangers sont tous impressionnés par l'avancée technologique américaine. Ainsi l'ingénieur français Louis Simonin conclut de sa visite que "l'Amérique apprendra à se passer de plus en plus de l'Europe et l'Europe ne pourra plus se passer d'elle"¹⁹. De même le marquis de Chasseloup-Laubat, ingénieur de son état, fait le portrait d'une "civilisation matérielle très avancée, infiniment plus avancée que partout ailleurs". Le préjugé condescendant des Européens à l'égard des Américains s'estompe. Par ailleurs, grâce à la réussite de l'exposition les Américains, et notamment les ingénieurs, prennent conscience de leur rôle international. Ils se libèrent des complexes qu'ils entretenaient à l'égard des Européens qui avaient pour eux l'antériorité des découvertes. L'exposition les stimule dans leur volonté de faire mieux qu'eux.

Les départements municipaux du génie y exposent photographies, maquettes, rapport et plans de leurs réalisations les plus spectaculaires. En 1900, c'est le cas du bureau des rues de Cambridge, de celui du métro de Boston, du département des travaux publics de Philadelphie, ou encore du district métropolitain de Boston présentant des plans de ses parcs, de ses égouts et de son adduction d'eau. New York quant à elle fait sensation avec une série de cartes topographiques de la ville, dont la plus vieille date de 1700.

Les associations professionnelles d'ingénieurs sont aussi très présentes, et notamment l'A.S.C.E. qui dispose de son propre stand²⁰. En 1878, elle expose à Paris pas moins de 46 travaux qu'elle juge

¹⁷ LEROND (L.), Les travaux publics de l'Amérique du Nord, Volume 1, Ponts et viaducs, chemins de fer et génie municipal: ouvrage publié à la suite d'une mission, Paris, J. Rothschild ed., 1896, p. 22.

¹⁸ Département des travaux publics de Boston, 1877, p. 39.

¹⁹ SIMONIN (L.), "Le centenaire américain et l'exposition de Philadelphie", *Revue des deux mondes*, 15 octobre 1876.

²⁰ Exposition universelle de 1876, rapport sur les travaux publics américains, p. 488.

représentatif de l'art américain de l'ingénieur, comme les ponts de l'East River et de Louisville²¹. Sont aussi présents lors des expositions, des revues professionnelles comme *Engineering News*, des compagnies privées de travaux publics, sans oublier le gouvernement fédéral. Ainsi à Vienne en 1873, ses ingénieurs militaires exposent des modèles des excavations pratiquées à Hallett's Point dans le but d'améliorer le chenal d'accès au port de New York.

Les Américains s'imposent un peu plus à chaque exposition. En 1889, ils sont les premiers étrangers avec près de 1500 exposants, et se voient attribuer pas moins de 1044 récompenses! En 1900, ils jouent un rôle majeur dans la classe 29, celle des "modèles, plans et dessins de travaux publics". Sur 720 récompenses possibles, ils s'en voient attribuer 29, contre 493 pour la France et 35 pour l'Allemagne. Sur 36 états, ils arrivent troisième, juste derrière la France -pays organisateur- et l'Allemagne, et devant le Royaume-Uni.

Leurs réalisations font l'admiration du monde entier, en dehors même du cadre des expositions et du cercle des spécialistes. Les étrangers admirent des chantiers réalisés à des échelles inconnues en Europe, à l'image du canal sanitaire de Chicago ou du pont de Brooklyn, inauguré le 24 mai 1883. Conçu par John Augustus et Washington Roebling, il se dresse à l'entrée de l'East River et enjambe le fleuve sur deux kilomètres à quarante mètres de hauteur. Avec ses 523 mètres de portée entre les deux pylônes de pierre, ses câbles de suspension en acier, son tablier métallique qui accueille deux voies routières et ferroviaires, et sa passerelle surélevée pour les piétons, il permet enfin de réaliser une liaison terrestre entre Manhattan et Brooklyn. Plus grand et plus haut pont suspendu du monde, il devance les réalisations européennes. Bientôt il en est de même en ce qui concerne l'équipement des villes²². A taille équivalente, les cités américaines sont beaucoup mieux pourvues en adduction d'eau ou d'égouts que celles de l'Ancien Monde.

L'image du génie américain en Europe s'en trouve valorisée. Ainsi Le Rond affirme en 1889²³ qu'"il n'y a peut être pas au monde un pays où l'étude de cet art (de l'ingénieur) ...soit plus instructive et intéressante qu'aux Etats-Unis". Le rapport français sur le génie rédigé à l'occasion de l'exposition de 1893 parle des "grands ouvrages qui ont acquis très justement aux ingénieurs américains une réputation universelle d'audace et d'habileté". L'ingénieur Trasenster reconnaît quant à lui²⁴ que "les Etats-Unis offrent des sujets d'étude d'un intérêt exceptionnel à l'ingénieur". Les ingénieurs américains se voient donc enfin accorder la reconnaissance internationale qu'ils méritent. Désormais il existe deux pôles technologiques majeurs dans le monde: l'Europe et les Etats-Unis; deux pôles entre lesquels les contacts et les échanges techniques sont très nombreux.

La révolution des communications intensifie les échanges au sein du monde des ingénieurs

Les associations professionnelles, principaux vecteurs de l'information à l'échelle nationale

²¹ MORISON, *American Engineering as Illustrated by the A.S.C.E. at Paris Exhibition, 1878*, New York, A.S.C.E.

²² Cité par Teaford (J. C.) dans *The Unheralded Triumph: City Government in America 1870-1900*, Baltimore, The Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science, 1984, vol 1, p219, tableau 2.

²³ LEROND, *op. cit.*, p. 22.

²⁴ TRASENSTER (Paul), *Aux États-Unis: Notes de voyages d'un ingénieur*, Paris, Auguste Ghio ed., 1885, p. 22.

Les ingénieurs sont très interdépendants les uns des autres au niveau technique. Ils ont donc besoin d'un accès rapide et fiable à l'information technique. Celle-ci circule à travers les contacts informels tissés d'un chantier à l'autre. Une importante correspondance s'échange entre les ingénieurs. Par exemple celle de l'ingénieur américain Octave Chanute inclut des lettres à Alexander Holley sur la fabrication des canalisations d'égouts, à Ellie Chesbrough sur le réseau d'eau de Peoria, à Charles S. Smith sur l'armature des ponts, et à William McAlpine sur les fondations pneumatiques²⁵.

La création d'associations professionnelles facilite et renforce ces échanges. La "British Institution of Civil Engineers" est créée en 1818, son équivalent hollandais l'est en 1843, l'allemand en 1847, tandis que la Société des ingénieurs civils de France voit le jour en 1848, et l'"American Society of Civil Engineers" en 1867. L'A.S.C.E. se donne pour finalité d'encourager "les progrès en matière de génie civil tant du point de vue théorique que pratique, l'acquisition et la diffusion des découvertes expérimentales".

Un tel but est atteint grâce aux conventions annuelles. Néanmoins tous les ingénieurs ne pouvant y assister, il est décidé dès 1867 de faire paraître des articles techniques décrivant les dernières découvertes et les grands chantiers en cours. Ils donnent lieu à partir de 1873 à des publications régulières de l'A.S.C.E. appelées *Proceedings* et *Transactions*. L'A.S.C.E ne constitue pas un cas isolé. Après les années 1850 une presse professionnelle américaine voit le jour avec des revues nationales, comme le *Journal of the American Waterworks Association*, *The Engineering Magazine*, ou *The Engineering News*. Localement, paraissent aussi des journaux comme ceux de la "New England Waterworks Association" ou de la "Western Society of Engineers".

Il en est de même en Europe, avec le *Génie civil* en France, *Der Civil Ingenieur*, publié à Leipzig ou encore *Tijdschrift Der Openbare Werken Van Belgie* en Belgique. La presse joue dès lors un rôle considérable. A travers la correspondance d'O. Chanute on apprend qu'il achète le journal *Engineering*, qu'il souscrit un abonnement à *Van Nostrand's Electric Engineering Magazine*, au journal du "Franklin Institute", à la revue anglaise *Engineering* et que lorsqu'il est confronté à un problème il écrit à D. Van Nostrand pour que celui-ci lui envoie la littérature technique correspondante²⁶.

David Van Nostrand, un ancien ingénieur, fonde à New York la revue qui porte son nom avant de créer une maison d'édition spécialisée dans les techniques. Elle accueille les écrits des ingénieurs; oeuvres qui se multiplient dans le dernier quart du siècle. W. R. Hutton rédige en 1890 un ouvrage sur le pont qu'il vient de réaliser sur la rivière Harlem, tandis que Edward Wegmann consacre un ouvrage à l'adduction d'eau²⁷ ou que J. C. Trautwine fait paraître en 1874 son célèbre *livre de poche de l'ingénieur civil*. L'engouement d'un vaste public d'ingénieurs, d'hygiénistes, de réformateurs, et de paysagistes contribue à en faire des succès éditoriaux.

Face à cette multiplication des publications, l'A.S.C.E. cherche à constituer une mémoire commune en regroupant tous les ouvrages parus en un seul lieu facilement consultable. Cette bibliothèque, située au siège new-yorkais de la société, collecte les rapports municipaux ayant trait aux travaux

²⁵ MERRITT (Raymond H.), *Engineering in American Society 1850-1875*, Lexington, The University Press of Kentucky, 1969, p. 105.

²⁶ MERRITT, *op. cit.* p. 60.

²⁷ WEGMANN (Edward), *Conveyance and Distribution of Water for Water Supply: Aqueducts, Pipe-lines and Distributing Systems: A Practical Treatise for Waterworks Engineers and Superintendants*, New York, D. Van Nostrand Cie, 1918, 663 p.

publics. Elle reçoit aussi des donations documentaires comme les archives privées de l'ingénieur William J. McAlpine en 1873. En 1892 elle rassemble déjà 22000 volumes et près de 89000 en 1916. La circulation de l'information technique entre ingénieurs américains est donc grandement facilitée par l'action de l'A.S.C.E.

Les échanges humains se multiplient de part et d'autre de l'Atlantique

Ces échanges d'informations ne s'arrêtent pas d'ailleurs aux frontières nationales. Ainsi pour être membre de l'A.S.C.E. aucune condition de nationalité n'est requise; ce qui explique qu'en 1873 la société accueille²⁸ des ingénieurs canadiens, sud-américains, européens, indiens, et même japonais. Les contacts techniques transnationaux s'intensifient en cette fin de siècle.

Longtemps la circulation de l'information s'est faite à un rythme très lent, notamment en ce qui concerne les liaisons transatlantiques. Il faut quatre-vingt jours pour faire Philadelphie-Paris en 1790, contre douze dans les années 1870, neuf dans les années 1890, sept au début du XXe siècle et enfin plus que cinq et demi sur le paquebot Lusitania en 1910. La révolution des transports, tout comme la multiplication des câbles transatlantiques, révolutionne la circulation de l'information technique, en permettant son intensification.

Les voyages d'études en sont facilités. S'ils sont toujours le fait d'ingénieurs américains s'intéressant aux innovations européennes, la réciproque est de plus en plus fréquente. Le 8 mai 1870, le ministre des travaux publics français décide qu'un ingénieur serait envoyé en mission aux Etats-Unis. Une telle décision est prise car il "se préoccupe du peu de renseignements que l'on possède en France sur les grands travaux exécutés depuis trente ans en Amérique". M. Malézieux, l'ingénieur désigné, précise "qu'il y avait là une lacune à combler dans le cadre de notre enseignement professionnel" et "des idées nouvelles dont nous puissions tirer profit"²⁹. Ce rapport dresse un état des lieux des travaux publics américains et propose une description détaillée des techniques dignes d'être réemployées en Europe: pont de Brooklyn et ses caissons à air comprimé, ports maritimes de Boston, distribution d'eau de Philadelphie. Nous sommes confrontés à un retour de situation manifeste. Le génie américain qui jusque là s'inspirait des méthodes européennes, devient à son tour un modèle pour les Européens.

Faire un voyage d'étude en Amérique devient un must pour les ingénieurs européens. Certains des livres écrits à ces occasions deviennent même des classiques de la littérature spécialisée à l'image de ceux des ingénieurs Denys, Lavoigne et Malézieux³⁰. Il en est de même pour les ingénieurs américains. Hering multiplie les articles sur les égouts à son retour d'Europe³¹.

²⁸ Rapport du secrétaire de l'A.S.C.E. lors de la convention annuelle de 1873.

²⁹ "Les travaux publics des Etats-Unis d'Amérique en 1870, rapport de mission de M. l'ingénieur en chef Malézieux", *Annales des Ponts Chaussées*, 1872.

³⁰ MALEZIEUX, *Les travaux publics des États-Unis d'Amérique en 1870*, Paris, Ponts et Chaussées, 1873, 2 volumes.

³¹ HERING (Rudolph), "Sewerage Systems", A.S.C.E., *Transactions*, novembre 1881, p361-386

La circulation de l'information s'intensifie donc à l'échelle internationale. D'individuels les voyages d'études deviennent de plus en plus souvent collectifs³². Ils donnent surtout lieu à des échanges institutionnalisés de part et d'autre de l'Atlantique. En ce qui concerne les ingénieurs américains, les premiers ont lieu en 1874 lorsque l'association des ingénieurs et architectes autrichiens invite les membres de l'A.S.C.E. à visiter son quartier général viennois. L'A.S.C.E. accepte et rend la courtoisie lors de l'exposition de 1876.

Les expositions universelles fournissent les occasions privilégiées de ces échanges; notamment à l'occasion des congrès internationaux de génie civil qui s'y tiennent. Elles permettent de tisser des liens individuels et collectifs avec les confrères étrangers, et en premier lieu les Anglais de l'I.C.E.³³. Lors de l'Exposition de 1889, 52 membres de l'A.S.C.E. font partie d'une délégation qui visite la France, l'Allemagne et l'Angleterre. Ce périple leur permet de visiter de nombreux chantiers de travaux publics. En Angleterre notamment, ils sont accueillis comme des hôtes de marque. L'I.C.E. donne en leur honneur un banquet au Guildhall. Non seulement ils sont reçus par l'archevêque de Canterbury et par le doyen de Westminster mais la reine Victoria les autorise à visiter ses châteaux de Windsor et de Londres. En 1900, elle les recevra même en personne. Un tel climat d'amitié se crée que non seulement l'I.C.E. invite les Américains à ses conventions, mais qu'elle leur propose de tenir la convention annuelle de l'A.S.C.E. à Londres en 1900.

Ces bonnes relations ne se limitent pas au monde anglophone. Les Américains bénéficient de l'hospitalité de la société des ingénieurs civils de France. En 1889, ces derniers organisent notamment pour eux la visite de la tour Eiffel en présence de son concepteur³⁴.

L'A.S.C.E. ne manque pas de donner la réciprocité aux ingénieurs étrangers. Comme l'explique³⁵ un membre de l'école des Ponts et Chaussées invité en 1876, l'A.S.C.E. veut exercer l'hospitalité professionnelle à l'égard des étrangers qui visiteront l'exposition. (Ainsi) elle nous adresse, par l'organe de son secrétaire, une invitation. (...) Elle aura d'ailleurs un bureau dans le palais même de l'exposition; et ce bureau comme celui de l'A.S.C.E. à New York, sera à la disposition des ingénieurs étrangers". En outre, les ingénieurs français sont invités à participer la huitième assemblée générale de l'A.S.C.E.³⁶.

Il en est de même à l'occasion de l'exposition de Chicago. Le séjour de la délégation française commence à New York par la visite du réseau d'eau commentée par A. Fteley son ingénieur en chef, puis par celle du pont de Brooklyn -pavoisé aux couleurs franco-américaines- en présence de M. Martin son ingénieur³⁷. M. Lordereau quand à lui se rappelle³⁸ avec émotion leur réception par G. Cleveland à la Maison Blanche... et "l'accueil tout fraternel que les ingénieurs américains ont bien voulu nous faire. (...) Grâce à leurs obligeances, pas un de nous n'a trouvé porte close, quelque fût l'usine qu'il désirât visiter". En effet les Américains mettent tout en oeuvre pour faciliter le séjour de leurs invités. A l'occasion du congrès du génie de St-Louis chaque visiteur se voit remettre par l'A.S.C.E. une lettre

³² Ils sont aussi sources de compte-rendus. REY (M.L.), *Compte-rendu du voyage fait aux États-Unis d'Amérique et au Canada par une délégation de la Société des ingénieurs civils de France en août, septembre et octobre 1893*, Paris, Société des ingénieurs civils de France, 1893, 40p.

³³ L'I.C.E est le nom abrégé de l'"Institution of British Civil Engineer"

³⁴ *Le temps*, 24 juin 1889, "Les ingénieurs américains à la tour Eiffel".

³⁵ *Annales des Ponts Chaussées*, avril 1876, chronique p498.

³⁶ *Annales des Ponts Chaussées*, juin 1876, chronique p631.

³⁷ REY, *op. cit.*, p5sq.

³⁸ LORDEREAU (Gabriel), *Du Havre à Chicago*, Lyon, Alexandre Rey, 1894, p41.

d'introduction tandis que des comités d'accueil sont organisés dans seize grandes villes. Quant à la visite de la délégation de l'I.C.E., elle se clôture par un dîner au célèbre restaurant Delmonico's³⁹. L'ambiance est à la fois professionnelle et chaleureuse.

L' A.S.C.E ouvre en 1905 les portes de sa bibliothèque, de son siège new-yorkais, et de toutes ses séances aux ingénieurs membres de sociétés étrangères. Pas moins de seize sociétés lui rendent la courtoisie. De même de nombreux ingénieurs américains en vue sont membres de ces associations professionnelles. William Watson de l'A.S.C.E. appartient aussi à la "société prussienne des ingénieurs industriels", et à la société des ingénieurs civils de France. Les sociétés d'ingénieurs américaines et européennes mènent une politique d'ouverture internationale.

La presse professionnelle s'internationalise

Une telle politique a pour support les hommes, mais aussi les revues professionnelles. Les publications américaines manifestent dès leur création un très net intérêt pour les réalisations européennes, qu'elles concourent à imposer comme des modèles. La réciproque est vraie quelques années plus tard. Dès les années 1870, des articles sur les travaux publics américains paraissent quasiment dans tous les numéros des *Annales des Ponts et Chaussées*, en dehors même des périodes des expositions. Le chantier du pont de Brooklyn donne lieu à des articles suivis tout comme les nouveaux ponts mobiles de Chicago. on trouve aussi des articles de synthèse comme celui de M.Cadart⁴⁰. Leur régularité prouve que le génie américain représente désormais une référence incontournable pour l'élite des ingénieurs français.

Les *Annales des Ponts et Chaussées* ne constituent pas un cas isolé. Les revues *le génie civil*, *le Moniteur des travaux publics*, ou la *Revue générale de l'architecture et des travaux publics* portent un grand intérêt aux nouveautés américaines qu'elles contribuent à faire connaître à travers les nombreux articles qu'elles leur consacrent⁴¹. Il en est de même de revues anglaises comme le *Civil Engineering and Public Works Review*, *l'Engineer*, *Engineering*⁴² ou le *Journal of Municipal and County Engineers*.

Les revues de part et d'autre de l'Atlantique réservent d'ailleurs une place croissante aux travaux publics étrangers. Alors que *The Engineering Magazine* se donne comme sous-titre *An International Review*, il devient possible de s'abonner à la revue anglaise *Engineering*⁴³ aux Etats-Unis pour dix dollars par an. Les revues européennes reproduisent des articles parus dans les publications de l'A.S.C.E, tandis que l'A.S.C.E publie des articles français et anglais. Les revues françaises n'hésitent pas à faire traduire des articles consacrés au génie américain et parus dans d'autres pays européens; notamment ceux de E. Pontzen considérés comme des références⁴⁴.

³⁹ A.S.C.E., *Proceedings*, novembre 1904.

⁴⁰ CADART, "Distribution de l'eau à Baltimore, Philadelphie et Chicago de 1854 à 1881", *Annales des Ponts Chaussées*, 1885, Volume 2, p. 236 sq.

⁴¹ Quelques articles du *génie civil*: "Travaux du canal de Chicago au bassin de l'Illinois", n°26, 1894-1895, p246-249; "Le pont à relèvement de Halsted Street à Chicago", n°28, 1895-1896, p 82-84.

⁴² *Engineering*, dans son numéro de 1880, consacre un article sur le réseau d'eau de Croton, page 50sq et sur le tunnel de l'Hudson p. 281.

⁴³ *Engineering*, 1880, p51.

⁴⁴ « Notes recueillies par M.E. Pontzen, ingénieur civil à Vienne, lors de son voyage aux Etats-Unis en 1873", *Annales des Ponts Chaussées*, 1875, 2ème semestre, p301-308, traduit de l'allemand par J. Hirsch.

A partir des années 1890, des chroniques régulières sont consacrées aux articles parus dans les publications étrangères. La revue américaine *The Engineering Magazine* dispose d'une rubrique "revue de la presse de génie civil", classée par pays. Quant au lecteur des *Annales des Ponts et Chaussées*, il peut par exemple en 1899 tout savoir de la nouvelle entrée du port de New York telle qu'elle a été dépeinte dans le revue *Engineering News* du 14 avril 1898. Il peut aussi mieux connaître le réseau d'eau de Chicago à travers les articles qui lui ont été consacrés dans l'*Engineering Record* des 21 mai et 25 juin 1898. L'intérêt pour le génie étranger ne se limite pas d'ailleurs au continent américain. Ainsi trouve-t-on dans les *Annales des Ponts et Chaussées* des chroniques sur des articles parus dans la revue espagnole *Revista de obras publicas*, ou dans le *Zeitschrift des Öster Ingenieur und Architekten*.

Les articles croisés et les échanges de revues deviennent aussi habituels au sein des associations professionnelles. Dès 1874 l'association des ingénieurs autrichiens propose un échange de publications à l'A.S.C.E.. L'I.C.E fait don des vingt premiers volumes de sa revue à la bibliothèque de l'A.S.C.E. en 1882, tandis que la société des ingénieurs civils de France offre à cette dernière la collection de ses travaux parus entre 1848 et 1892. L'A.S.C.E. procure aussi ses revues à l'école des Ponts Chaussées et lui donne les maquettes qu'elle a présentées lors de l'exposition de 1878⁴⁵.

Les livres étrangers se multiplient sur les rayonnages des écoles et des sociétés d'ingénieurs. Livres qui par ailleurs font l'objet de compte-rendus dans les revues étrangères. Ces ouvrages sont souvent rédigés avec le souci d'atteindre un public international. Ainsi peut-on lire dans la préface du *traité pratique de construction des égouts* de J. Hervieu, paru en 1887: "pour les étrangers (cette oeuvre) fera mieux connaître les réseaux parisiens; elle leur permettra, sans tâtonnement coûteux, d'essayer de l'imiter".

Les administrations contribuent aussi à ces transferts techniques. A Paris, un premier système d'échanges internationaux de rapports municipaux est mis en place sous la monarchie de Juillet⁴⁶. En 1871, après l'incendie de l'Hôtel de Ville qui détruisit la majeure partie des ouvrages conservés en ces lieux, l'administration municipale systématise cette pratique. Dans une lettre envoyée à de nombreuses villes étrangères le préfet de la Seine assure: "J'aurais grand plaisir et grand profit à consulter les documents officiels qui me permettraient de me rendre compte de l'administration de votre belle cité". En 1879, déjà près de 7000 volumes sont réunis, et notamment les rapports des départements des travaux publics des principales métropoles américaines. La municipalité de Boston reçoit par exemple en retour les plans des égouts de Paris; plans dont elle s'inspire pour réaliser son propre réseau. Ces échanges contribuent à une uniformisation de la présentation des rapports municipaux à l'échelle mondiale, tout comme elle tend à une uniformisation des pratiques.

La mondialisation des travaux publics

En effet ces multiples échanges techniques contribuent à une mondialisation des travaux publics. Celle-ci est accélérée par les expositions universelles qui mettent l'accent sur l'unité de la culture technique européenne et nord-américaine. Les congrès internationaux du génie qui s'y tiennent sont

⁴⁵ *Annales des Ponts Chaussées*, 1878, 2ème volume, p647-648.

⁴⁶ TILLIETTE (Pierre-Alain), "Le fonds étranger", *La bibliothèque administrative de la ville de Paris*, Agence culturelle de Paris, 1993, p40 sq.

l'occasion d'un brassage international d'hommes et d'idées. Le monde du génie se limite de moins en moins à la France, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. A l'occasion du congrès de Saint-Louis de 1904, des papiers sont présentés par des Hollandais, des Japonais, des Autrichiens, des Canadiens, des Danois et des Russes⁴⁷.

A travers ces échanges techniques multiformes tend à se dessiner une identité commune qui dépasse les nationalités. Cela est d'autant plus remarquable à une époque où l'on constate une résurgence du nationalisme. Ainsi à St-Louis, Alan Hazen de New York présente avec le français Georges Bechmann une communication conjointe sur la "purification de l'eau pour des usages domestiques". Plus globalement une coopération supranationale se met en place dans le domaine scientifique et technique à travers l'organisation de conférences internationales. L'une des premières de l'histoire se tient en 1851 et a pour objet la reconnaissance mondiale des brevets. D'autres ayant trait aux travaux publics suivent, comme celles sur le projet de canal de Panama. Les ingénieurs participent aussi à des conférences sur des sujets proches de leur domaine d'activité. Ainsi G. Bechmann est un orateur attendu du congrès sur l'hygiène et la démographie qui se tient à Budapest en 1896, tandis que le premier congrès international sur les villes accueille un grand nombre d'ingénieurs municipaux à Gand en 1913. L'ingénieur s'impose alors comme un expert d'envergure internationale.

Une complémentarité internationale

La confrontation internationale des expériences permet une multiplication des sources d'inspirations. Celles-ci transcendent les frontières nationales. Ainsi dans un article sur le canal de drainage de Chicago le *Journal of the Western Society of Engineers*, rappelle les réalisations des chantiers de Suez, Panama et Manchester⁴⁸ qui l'ont inspiré. Chacun adapte à son chantier les solutions mises en place ailleurs, sans renoncer pour autant à ses propres traditions. Par exemple, alors que les Américains développent une culture des automatismes, les Polytechniciens français optent pour le semi-automatisme car ils estiment que "rien ne vaut la vue directe".

Entre Amérique et Europe, ce ne sont qu'allers-retours où l'on s'enrichit mutuellement⁴⁹. M.Malézieux rappelle que "les ingénieurs américains sont les premiers à reconnaître la supériorité de la France en matière notamment de (...) construction et d'entretien des chaussées et des trottoirs; (par contre) les nombreux ponts tournants de Chicago, si légers de construction et d'une manœuvre si rapide seraient peut être à imiter dans plus d'un de nos ports de mer....Nous rappellerons encore ces forçages de puits qu'a exigé la distribution d'eau de Chicago (...); il y a là un procédé susceptible de nombreuses et importantes applications"⁵⁰. Ces échanges techniques traduisent une forte réceptivité de part et d'autre de l'Atlantique, une influence réciproque importante qui est marquée par une pénétration des idées d'Europe vers l'Amérique mais aussi de plus en plus de l'Amérique vers l'Europe.

⁴⁷ Compte-rendu du *Journal of the Western Society of Engineers* 1904, p8 et A.S.C.E., *Transactions*, 1904, vol 54.

⁴⁸ POTTER (W. G.), "Mechanical Methods of Rock Excavation Used on the Chicago Main Drainage Channel", *Journal of the Western Society of Engineers* avril 1896, p. 145 sq.

⁴⁹ Il en est de même en Europe. L'ingénieur en chef bruxellois se rend à Paris en 1864 pour étudier les travaux de Belgrand. Fin 1869 l'ingénieur parisien M.Durand Claye se rend à son tour à Bruxelles afin d'étudier les travaux effectués sur la Senne.

⁵⁰ MALEZIEUX, *op. cit.*, p185sq (Annales des Ponts et Chaussées).

Une complémentarité non dépourvue de rivalités

Les États-Unis semblent jouer un rôle moteur croissant dans ces échanges transatlantiques. Leur dynamisme est notamment à l'origine d'un fort courant migratoire qui prive l'Europe d'ingénieurs de valeur. Ainsi, de nombreux présidents de l'A.S.C.E sont des immigrés de la première génération: James Laurie, un Écossais, James B. Francis, un Anglais, Octave Chanute un Français, Albert Fink, un Allemand. Ce phénomène se retrouve dans l'ensemble de la profession. Rudolph Hering, auteur du célèbre rapport qui porte son nom, est né en Allemagne et est diplômé de l'école royale polytechnique allemande, tout comme John A. Roebling, le concepteur du pont de Brooklyn. L'émigration de ce dernier est motivée par l'échec de la révolution de 1830, mais surtout par le fait qu'en Allemagne dit-il "rien ne peut être accompli sans une armée de conseillers, de ministres et autres officiels qui discutent durant plus de dix ans, font de longues tournées d'inspections et rédigent de longs rapports"⁵¹. Gustav Lindenthal, concepteur des plans des ponts Manhattan et Queensboro de New York, étudie dans les instituts polytechniques de Brno -sa ville natale- et de Vienne avant de venir s'installer en Amérique en 1874. Quant à Leon S. Mosseff il quitte sa Lettonie natale pour New York en 1894.

Si l'immigration d'ingénieurs européens en Amérique est chose courante, l'inverse est exceptionnelle, à l'image de l'installation de Z. Colburn en 1861 à Londres⁵². Les États-Unis constituent un pays très attractif pour les ingénieurs. Par leurs réussites, les Américains se placent en concurrents directs de Londres et de Paris. Une concurrence parfois mal acceptée. Ainsi M. Le Rond constate⁵³ que "les travaux des ingénieurs américains sont l'objet de fréquentes attaques de la part des ingénieurs européens; critiques souvent rédigées avec plus d'animosité que de bonne foi". Quand aux Américains le temps des complexes vis-à-vis de l'Europe est révolu. Ainsi, à l'occasion de l'exposition de 1893, le maire de Chicago affirme: "Messieurs, je suis heureux de souhaiter la bienvenue aux ingénieurs français auxquels on doit tant de beaux travaux, tels que le canal de Suez, le Saint Gothard (...) Vous avez montré la voie aux ingénieurs américains, mais aujourd'hui ils font aussi bien que vous et je compte qu'ils vous battront prochainement"⁵⁴. Cette confiance en l'avenir est d'autant plus justifiée que leur expérience se diffuse en dehors même de l'Europe, et plus particulièrement sur tout le continent américain.

Les travaux publics états-uniens: Un expansionnisme technique sur le continent américain

Le Canada, entre ingénieurs anglais et américains

L'influence des travaux publics américains au Canada est loin d'être négligeable. En effet, les régions et les villes de part et d'autres de la frontière présentent une grande homogénéité géographique, économique, sociale, et urbaine, qui transcende les limites politiques. La frontière est

⁵¹ TRACHTENBERG (Alan), *Brooklyn Bridge: Fact and Symbol*, New York, Oxford University Press, 1979, p. 27.

⁵² Il y fonde la revue *The Engineer*.

⁵³ LEROND, *op. cit.* p.23.

⁵⁴ LORDEREAU, *op. cit.*, p.16.

perméable aux échanges techniques. Le Canada constitue une terre de départ pour des ingénieurs attirés par le dynamisme américain. Ceux-ci se fondent facilement dans la société d'accueil, car ils bénéficient d'une langue et une culture commune. C'est notamment le cas de John Alexander Low Waddell, l'homme qui a conçu et développé les ponts mobiles verticaux à large ouverture⁵⁵. Si le Canada n'est souvent qu'un pays de transit entre Europe et États-Unis pour de nombreux migrants, c'est rarement le cas pour les ingénieurs. Il est aussi très peu fréquent que des ingénieurs américains s'installent à titre définitif au Canada.

Par contre, le Canada accueille ces derniers pour une période limitée. La ville de Charlottetown s'assure en 1898 les services de Freeman C. Coffin, un ingénieur de Boston, afin qu'il modernise ses égouts. De même John F. Ward, chef ingénieur du système hydraulique de Jersey City, NJ est engagé par le service des eaux de Vancouver⁵⁶.

Une autre catégorie d'ingénieurs américains s'impose aussi au Canada, celle des consultants. Ils donnent leur avis sur des projets, jouent le rôle d'arbitre, font des enquêtes sur des malfaçons ou des erreurs techniques, servent d'experts dans des poursuites judiciaires. Constituant l'élite des ingénieurs américains, ce sont des voix écoutées. Ellie S. Chesbrough est engagé par Toronto en 1873 au moment où la ville municipalise le service des eaux. Hering est sollicité par Winnipeg en 1882, en 1897 puis finalement en 1913 pour le projet du lac Shoal. John Bogart, l'ancien chef des travaux publics de New York, dispense ses conseils à Toronto tandis que Georges Waring sillonne le pays en faisant des conférences sur les égouts unitaires.

La réciproque est rarissime, même si certains ingénieurs canadiens atteignent une réputation internationale à l'image de R. S. Lea, le concepteur des égouts de Vancouver. Le génie civil américain est d'une technicité supérieure à celle de son voisin du nord. Les Américains ne sont pas cependant les seuls ingénieurs étrangers à jouer un rôle important au Canada. Le pays n'a obtenu son indépendance qu'en 1867⁵⁷ et jusque-là l'ingénierie était étroitement liée à celle de la métropole. Ces liens se maintiennent bien après 1867. Ainsi en 1895 Toronto fait-il appel à James Mansergh, ingénieur-conseil établi à Londres, plutôt qu'à un Américain.

Les Américains cherchent à renforcer leur présence au Canada, et pas seulement en investissant massivement des capitaux. L'A.S.C.E. est ouverte aux ingénieurs canadiens⁵⁸ tandis que le Canada arrive en tête des pays accueillant ses conventions: Montréal en 1881, Québec en 1897, Ottawa en 1913. Les revues américaines y sont beaucoup lues même après la publication du *Canadian Engineer* en 1893. Le monde des ingénieurs canadiens tient cependant à préserver son identité. La "Canadian Society of Civil Engineers" est créée en 1887. La pratique des articles et des échanges croisés est alors instaurée entre les deux sociétés, sur le modèle des liens établis avec les sociétés européennes. Même si les ingénieurs américains tendent à supplanter l'influence de leurs confrères anglais au Canada, le monde du génie canadien lutte pour imposer sa propre identité comme les Américains l'ont fait quelques années plus tôt.

⁵⁵ Le premier est le pont de South Halsted Street à Chicago en 1893.

⁵⁶ CAIN (Louis P.), "Water and Sanitation Services in Vancouver: An Historical Perspective", *British Columbia Studies*, 30, été 1976, p30. Les travaux de J.F. Ward sont d'ailleurs un échec.

⁵⁷ L'acte de l'Amérique du nord britannique crée la confédération du Canada.

⁵⁸ Douze Canadiens sont ainsi inscrits sur les listes de l'A.S.C.E. en 1881.

Les ingénieurs américains en Amérique du sud

L'Amérique du sud est encore plus tributaire du génie civil américain que ne l'est le Canada à cette époque. Si le XIXe siècle est pour elle le temps de l'indépendance, il marque aussi une influence croissante des Etats-Unis. En 1898, alors que la flotte américaine est victorieuse à Manille et qu'Hawaï est annexée, la guerre contre l'Espagne ouvre la voie à l'instauration d'un protectorat sur Cuba en 1901. La mer des Caraïbes se transforme en un lac américain alors que les Etats-Unis deviennent une puissance mondiale. Les capitaux américains s'implantent en Amérique du Sud, et avec eux des ingénieurs des travaux publics chargés de combler le retard en matière d'infrastructures.

Nombreux d'ailleurs sont les ingénieurs américains à commencer leur carrière ainsi, avant de la poursuivre aux Etats-Unis. C'est notamment le cas d'Othniel F. Nichols ou de J. C. Trautwine qui est embauché en 1857 sur le chantier du chemin de fer inter-océanique du Honduras. D'autres comme Leffert L. Buck passe au contraire une grande partie de leur vie en Amérique latine. Jeune diplômé en génie civil, ce dernier commence sa carrière sur le chantier new-yorkais de l'aqueduc de Croton, puis se rend en Amérique du sud où il travaille pour des compagnies ferroviaires. On lui doit notamment sur la ligne de l'Oroya au Pérou le viaduc Verrugas, alors le plus haut du monde. Sa carrière n'est faite que d'allers-retours entre le nord et le sud du continent; à tel point que dans les années 1890 il appartient à la commission intercontinentale des chemins de fer en tant que représentant ... du Pérou et de l'Equateur.

D'autres ingénieurs américains obtiennent des responsabilités importantes. William M. Roberts, ancien président de l'A.S.C.E., est choisi en 1879 comme chef des travaux publics brésiliens. Les ingénieurs américains, et notamment les consultants, sont omni-présents sur les chantiers d'Amérique centrale et latine⁵⁹. A l'image de James D. Schuyler qui travaille sur les projets de réseaux d'eau et d'égouts de Monterey, on fait souvent appel à eux pour restructurer les départements municipaux du génie.

Cette supériorité technique américaine prend même parfois une tournure politique comme dans le cas du canal de Panama. Les Américains sont persuadés que le canal doit être "construit par des Américains sur un sol américain"⁶⁰. Après l'échec français, le colonel Goethals, du génie militaire américain, a la responsabilité du chantier⁶¹. Il est entouré d'ingénieurs civils américains en vue comme Thaddeus Merriman mais aussi de consultants comme W. R. Hutton ou William Barclay Parsons⁶². Par ailleurs, ces consultants sont souvent choisis comme représentants des Etats-Unis au sein de la "commission du canal".

Les ingénieurs américains sont omniprésents sur tout le continent. Dans cet état d'esprit est même créé un comité panaméricain pour "nouer des relations plus étroites entre les ingénieurs nord et sud-américains". Il y a là un parallèle intéressant entre la domination technique états-unienne et la volonté des Américains de considérer le continent comme leur "chasse gardée", tant du point de vue politique

⁵⁹ L'A.S.C.E. tient sa convention de 1907 à Mexico.

⁶⁰ FISCHER (Georges), *Les Etats-Unis et le canal de Panama*, Paris, Ed. l'Harmattan. VATTIER (Guy), *Les grandes heures de l'histoire de Panama*, Paris, ed.. Les productions de Paris.

⁶¹ Le canal est ouvert officiellement le 15 août 1914. Le colonel Goethals est alors nommé par le président Wilson, premier gouverneur américain de la zone du canal, la fameuse "C.Z."

⁶² W. B. Parsons supervise alors la construction du métro new-yorkais.

qu'économique. Il en est de même dans les autres régions du monde que les Américains dominent. Les ingénieurs des travaux publics américains s'imposent que ce soit aux Philippines ou à Hawaï.

Le génie civil américain est de plus en plus présent aux quatre coins de la planète, en dehors même des zones d'influence américaines. Grâce à l'ingéniosité et au dynamisme de ses ingénieurs, il est devenu en cette fin de siècle une référence admirée dans le monde entier. Ses talents sont unanimement reconnus et recherchés du Canada au Pérou, de l'Europe au Pacifique. Il devient même un sujet d'étude dans les prestigieuses écoles européennes qui ont si largement inspiré les ingénieurs américains de la première moitié du siècle. L'élève a dépassé le maître, ce qui préfigure l'incontestable supériorité technique américaine du XXe siècle.

Evelyne Payen, p. 35-48

Les relations d'affaire dans le capitalisme de Californie : l'exemple des chemins de fer et des services urbains, 1897-1917

pas d'article en ligne

JEAN-FRANÇOIS Jean-François Boulanger, p. 49-66

L'aide américaine après la Grande Guerre vue de l'archevêché de Reims

On sait l'importance qu'a revêtue la philanthropie américaine pour la reconstruction des régions françaises dévastées entre 1914 et 1918. L'impact de cette aide n'est pas seulement économique. Il est aussi culturel, dans la mesure où les liens tissés entre la France et les États-Unis pendant les combats trouvent là l'occasion de se prolonger et de s'approfondir.

C'est d'ailleurs l'une des raisons qui peut expliquer que cette aide, aussi appréciée qu'elle soit par ailleurs, suscite pourtant la réticence des milieux catholiques, qui y voient une menace pesant sur l'identité nationale française, définie comme catholique. Pour tenter de mieux comprendre ce regard particulier, nous nous placerons dans un observatoire privilégié pour le sujet qui nous concerne, Reims. Il nous faudra d'abord expliquer les raisons qui nous ont amené à choisir ce site. Nous envisagerons ensuite ce qui alimente les inquiétudes des milieux catholiques, avant de nous pencher sur une aide qui provoque d'autant moins la réserve de l'Église de France qu'elle lui renvoie une image valorisée d'elle-même, l'aide des catholiques américains.

La première raison pour laquelle le problème de l'aide américaine revêt à Reims une importance particulière réside dans les destructions que la ville a subies pendant la guerre. Occupée par les Allemands entre le 4 et le 13 septembre 1914, elle est ensuite reconquise par les Français. Cependant, le front se stabilise à sa proximité immédiate et la ville reste exposée aux obus allemands jusqu'en 1918. Un inventaire opéré par le directeur administratif de la police municipale dénombre 8600 maisons totalement détruites sur un total de 13 806 recensées avant la guerre. Il n'y a plus que

950 maisons considérées comme habitables⁶³. La ville a donc subi d'amples destructions que la littérature édifiante de l'après-guerre amplifiera encore dans les représentations collectives⁶⁴.

Reims n'est pas la seule ville à avoir subi d'importantes destructions. Verdun et Arras peuvent également faire figure de villes martyres. Mais aucune de ces cités ne peut comme Reims ajouter à cette situation matérielle déplorable un passé prestigieux qui l'autorisait à prétendre, avant même la Grande Guerre, au statut de "lieu de mémoire" de la nation⁶⁵. Reims est, bien sûr, la ville des sacres mais, plus encore peut-être pour les catholiques militants du début du XXe siècle, le "baptistère de la France", le lieu où s'est déroulé ce qui est, pour eux le mythe fondateur de la Nation, le baptême de Clovis.

Or, c'est justement le monument qui symbolise cette mémoire catholique française qui est devenu le symbole du martyr de Reims. Le 19 septembre 1914, la cathédrale Notre-Dame, bombardée, a été victime d'un incendie qui l'a considérablement endommagée. Dès lors, un contexte politique favorable - l'Union Sacrée - permet de faire de ce monument, qui paraissait relever d'abord d'une mémoire partisane, le symbole non seulement d'une ville bombardée mais, plus globalement, de toute une Nation meurtrie. En bombardant la cathédrale, c'est la France et donc la civilisation, que la "pseudo-kultur" des barbares allemands a voulu atteindre au plus profond d'elle-même. La force du symbole est telle qu'elle s'impose même à la prédication protestante. Ainsi, alors que le temple protestant de Reims a été détruit le même jour, c'est au sort de la cathédrale, assimilée pour l'occasion au Temple de Jérusalem, que nombre de pasteurs protestants consacrent leur prédication des dimanches suivants⁶⁶.

Un homme incarne ce lieu de culte et, avec lui, la résistance française à la brutalité germanique, c'est le cardinal Luçon. S'il est un personnage qui, avant 1914, semblait peu à même d'incarner l'Union nationale, c'est bien celui-là. Louis-Joseph Luçon est né à Maulévriers dans le Maine-et-Loire, là où Stofflet avait été garde-chasse avant de devenir un des chefs de la révolte vendéenne. C'est Mgr Freppel, chef de file du catholicisme intransigeant, qui le remarqua et l'envoya à Rome pour y poursuivre ses études théologiques. Ses sympathies pour l'Action Française ne sont pas un mystère⁶⁷. Absent de Reims au moment de l'incendie de sa cathédrale en raison du conclave, il revient le 22 septembre 1914 dans sa ville pour ne plus la quitter jusqu'au 25 mars 1918, date à laquelle les autorités militaires lui imposent l'évacuation. Pendant toute cette période, il partage la vie des Rémois sous les bombes, réconfortant les sinistrés, visitant les soldats blessés dans les hôpitaux et ceux qui combattent dans les tranchées. Chaque vendredi, il accomplit dans sa cathédrale dévastée un chemin de croix par lequel il prend en charge symboliquement le martyr de Reims. Jadis expulsé de son palais archiépiscopal, il est désormais reconnu par les plus hautes autorités de la République. C'est Raymond Poincaré en personne qui vient le décorer de la Légion d'Honneur le 17 juin 1917. Pendant et après la guerre, le cardinal Luçon est devenu, au même titre que sa cathédrale, un de ces symboles de la France blessée et qui exige des réparations, que l'on montre aux personnalités étrangères. L'archevêque de Reims joue ce rôle pour des délégations très diverses que lui envoie, entre autres, le chef des Services des Oeuvres françaises à l'étranger, Jean Giraudoux

⁶³ François Cochet, *Rémois en guerre 1914-1918: l'héroïsation au quotidien*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, pp. 160-161.

⁶⁴ Cf. François Chatelle, *Reims, ville des sacres*, Paris, Tequi, 1951, p.115. L'auteur arrive au chiffre de deux cents maisons saines et sauvées.

⁶⁵ Jacques Le Goff, "Reims, ville du Sacre", *Les lieux de mémoire. 2.La Nation*, Paris, Gallimard, 1986, vol. 1, pp. 89-115.

⁶⁶ Ainsi Jean Lafon au Havre le 4 octobre 1914, cité dans Paul Grojeanne, *Le Temple de l'Église réformée de Reims*, Reims, 1991, p. 5.

⁶⁷ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, coll. "Pluriel", 1985, p.53 et p. 116.

qui salue en lui "une grande voix française" 6 . À ce titre, Mgr Luçon reçoit fréquemment des Américains, du président Wilsson le 26 janvier 1919 au candidat démocrate à la présidence James Cox en 1920, en passant par diverses délégations à qui il faut montrer "les ruines dont nous avons à nous relever"⁶⁸. Le cardinal dispose par ailleurs d'une grande autorité morale dans l'Église de France. Pendant la guerre, il a partagé, avec le cardinal Amette, archevêque de Paris, la présidence d'honneur du Comité catholique de propagande à l'étranger. En novembre 1918, il préside la réunion des évêques des régions dévastées⁶⁹. Il faut dire que la province ecclésiastique qu'il dirige comprend, avec les diocèses de Châlons, Reims, Soissons, Beauvais et Amiens, une grande partie de l'ancienne ligne de front. Président de l'oeuvre de secours aux églises dévastées, il entre alors dans la dernière phase de sa vie, "celle des restaurations nécessaires"⁷⁰, restauration matérielle de son diocèse que les destructions imposent, restauration de la France chrétienne que le nouveau climat politique rend envisageable.

Un troisième facteur fait de Reims un lieu stratégique dans la perspective de notre sujet. C'est l'ampleur de l'aide américaine dont la ville bénéficie. "France et Amérique rivalisent pour embellir la ville martyre", titre *L'Illustré*⁷¹. Il est vrai qu'à un don de Rockefeller destiné à restaurer la cathédrale viennent s'ajouter l'édification de l'American Memorial Hospital⁷², destiné aux enfants, et la reconstruction de la bibliothèque municipale grâce à un financement de la fondation Carnégie⁷³. L'omniprésence américaine est telle que l'on appelle "le magasin américain" le local de l'oeuvre le Retour à Reims, pourtant dirigée par des notables locaux, mais approvisionnée par l'American Red Cross⁷⁴. Le symbole que constitue Reims n'est sans doute pas étranger à l'attention particulière portée par la philanthropie américaine à la ville.

Pour quelles raisons Mgr Luçon abandonne-t-il provisoirement son rôle de récitant de la Passion de Reims et de la France pour se préoccuper de l'aide venue d'outre-Atlantique? L'attention de l'archevêque de Reims est d'abord attirée sur ce sujet par les milieux catholiques américains. En juin 1919, le cardinal reçoit par câble le texte d'une résolution adoptée par les représentants des différentes paroisses du diocèse de New York, dénonçant "le projet que forment, en ce moment, diverses organisations protestantes d'envoyer de nombreux missionnaires américains et des sommes considérables d'argent américain dans le but de convertir les Français au protestantisme"⁷⁵. Les archives du cardinal contiennent par ailleurs un document signé Arthur Benington. Celui-ci affirme que "les Églises protestantes organisent en ce moment une campagne mondiale d'évangélisation" concernant notamment l'Europe catholique. Les circonstances de l'après-guerre favorisent l'application de ce plan en France. Ce serait pas moins de 3,2 millions de dollars qui seraient ainsi destinés non seulement à la reconstruction des temples protestants détruits mais aussi à "gagner aux sectes 20000000 de Français, n'appartenant essentiellement à aucune organisation religieuse". À ces Français éloignés de l'Église, les protestants "fourniront un évangile démocratique et dynamique"⁷⁶. L'inquiétude de Mgr Luçon est également alimentée par la lecture de *La Croix* qui

⁶⁸ Lettre de l'office national du tourisme au cardinal Luçon, ADM 7J 27.

⁶⁹ Pierre Liautey, *Le cardinal Luçon*, Paris, Plon, p. 233.

⁷⁰ Mgr Braudillard, *Éloge funèbre de S.E. le Cardinal Luçon*, Reims, 1930, p. 17.

⁷¹ *L'Illustré*, août 1925.

⁷² Françoise Ouzan, "Un exemple d'engagement: l'American Memorial Hospital de Reims (1919-1947)", Actes du colloque international *Les Américains et la France (1917-1947): engagements et représentations*, à paraître.

⁷³ Delphine Quereux, "La fondation Carnégie pour la paix internationale", *ibid.*

⁷⁴ *Le Courrier de la Champagne*, 14 mai 1919.

⁷⁵ ADM 7J 27.

⁷⁶ *Id.*

consacre deux séries d'articles au sujet en 1919 et en 1920. Leur contenu ne diffère guère de celui des documents présentés précédemment. On cite l'archevêque de New York Mgr Hayes, dénonçant au Carnegie Hall "le dessein sacrilège de ces sectes qui, profitant des malheurs de la France ensanglantée, s'apprêtent à lui ravir sa foi et à lui marchander l'âme de ses orphelins"⁷⁷. Ce projet est replacé dans une perspective plus générale: "Depuis la guerre (...) l'Amérique protestante semble vouloir assumer la direction spirituelle de l'univers, comme elle avait aspiré, l'an dernier, à sa direction politique"⁷⁸. L'instrument principal de l'ambitieuse entreprise? le Federal Council of the Churches of Christ in America. C'est en tant que représentant de cette organisation que le révérend Charles Mac Farland prend la parole lors d'une "assemblée générale du protestantisme" qui se tient à Lyon du 18 au 22 novembre 1922 pour déclarer qu' "il y a dans ce pays des multitudes qui, consciemment ou inconsciemment, cherchent la lumière de notre Évangile"⁷⁹. Selon *La Croix*, l'entreprise protestante ne négligerait pas les enjeux symboliques puisque "l'église que les protestants méditent de bâtir à Reims devra être de style gothique comme la cathédrale martyre et rivaliser avec elle d'esthétique et de bon goût"⁸⁰. Le thème du protestantisme tirant sa force de l'étranger n'est pas nouveau. Déjà en 1893, le libre penseur François de Mahy s'en prenait à la version protestante de l'ultramontanisme, "l'outre-manchisme"⁸¹. Simplement, le contexte lui donne une nouvelle résonance, d'autant que, dans le cas de Reims, la communauté protestante a fait preuve tout au long du XIXe siècle d'un dynamisme qui lui a permis de passer de cinq cents membres en 1850 à deux mille cinq cents en 1912⁸².

Pourquoi l'offensive protestante américaine prend-elle particulièrement comme cible la France? L'auteur anonyme de l'article de *La Croix* va chercher des éléments de réponse dans "un livre de propagande protestante" dont il a traduit un extrait pour le citer:

"Plus que nulle autre nation au monde, la France a montré au cours de son histoire qu'elle sait voir par delà les frontières et sympathiser avec tous les grands mouvements libérateurs. Cette connaissance profonde des besoins de l'humanité et ce génie universel si apparents en France ont trouvé leur plus haute expression dans le zèle des missionnaires. Dans le vaste champ des missions catholiques, la France est de toutes les nations liées au Saint-Siège celle qui a toujours tenu le premier rang (...) L'esprit de propagande est profondément enraciné dans l'âme française. Quand une vérité scientifique ou politique, économique ou religieuse s'est une fois logée dans l'esprit des Français, ils la prêchent partout où ils sont; la France fut toujours un colporteur d'idées"⁸³.

C'est donc ce don particulier de la France, qui a fait d'elle la Fille aînée de l'Église, qu'il s'agit de retourner au profit du protestantisme. La France, puissance catholique au grand rayonnement international constitue un enjeu stratégique de première importance dans une sorte de théories des dominos appliquée au domaine religieux. Pour appuyer l'idée, *La Croix* cite un discours prononcé par John R. Mott, "abasourdi" devant l'influence exercée par la France en Amérique Latine et le journal

⁷⁷ *La Croix*, 8 août 1919.

⁷⁸ *Ibid.* 12 août 1919.

⁷⁹ *Ibid.* 15 juillet 1919. Découpé, cet article figure dans les dossiers du cardinal Luçon.

⁸⁰ *Ibid.* 29 juin 1920. Le temple protestant de Reims a bien été reconstruit dans le style néogothique et selon un plan en croix latine. Ces caractéristiques semblent bien exceptionnelles dans l'architecture religieuse protestante selon Paul Grojeanne (*op. cit.*). Mais il semblerait qu'il s'agissait surtout d'inscrire le projet architectural dans la tradition de cet "art si français" qu'est l'art gothique. L'enjeu n'est pas négligeable pour une communauté dont les notables descendent de négociants allemands. De la même façon, Luther ne figure pas sur le vitrail consacré aux Pères fondateurs de la réforme. Au total, un monument plus proche de l'esprit de la High Church que de la tradition calviniste

⁸¹ Jean Baubérot, *Le retour des huguenots*, Paris, Cerf/Labor et Fides, 1985, p.105

⁸² Marc Walbaum, *Histoire du protestantisme à Reims. Le XIXe siècle*, Reims, 1966.

⁸³ *La Croix*, 15 juillet 1920

résume ainsi les propos du président de l'YMCA: "la meilleure façon de porter la foi protestante en Russie, en Afrique, en Asie, c'est de prendre la France comme intermédiaire et porte-flambeau"⁸⁴.

S'il en était besoin, un dernier document vient convaincre le Cardinal Luçon de la gravité du danger qui menace la France catholique. Daté du 5 novembre 1920 et signé du Cardinal Merry del Val, il émane de la Sacrée Congrégation du Saint-Office. Cette dernière veut attirer l'attention sur "certains agissements dirigés contre la foi par des associations non-catholiques". La vigilance du clergé doit être d'autant plus grande que ces associations

"offrent en abondance des facilités de toute nature qui, en apparence, ne visent que la culture physique et la formation intellectuelle et morale mais en fait corrompent l'intégrité de la foi catholique et arrachent des enfants à l'Église. (...) Parmi ces sociétés il suffira de mentionner celle qui ayant donné naissance à beaucoup d'autres, est la plus répandue (en raison surtout des services importants qu'au cours de l'affreuse guerre elle a rendus à une foule de malheureux) et qui dispose des ressources les plus considérables: nous voulons parler de la société dite Young Men's Christian Association (Association chrétienne des jeunes gens) par abréviation YMCA".

Le cardinal Luçon n'avait pas attendu les consignes de la Congrégation du Saint-Office pour mettre son clergé en garde contre le prosélytisme protestant. Il l'avait déjà fait à plusieurs reprises en 1919 et 1920 dans la confidentialité de diverses retraites pastorales et d'une réunion des doyens. L'intervention de Rome lui permet de donner un caractère plus officiel à ses avertissements. Par une lettre circulaire, il porte à la connaissance du clergé diocésain le texte de Rome. Datée du 12 mars 1921, cette lettre ne doit pas être lue en chaire. Dans ce texte, l'archevêque reprend les analyses de *La Croix* en les adaptant aux circonstances particulières de son diocèse. Composé du département des Ardennes et de l'arrondissement de Reims, ce dernier a été particulièrement touché par la guerre, directement le long de la ligne de front et indirectement dans les zones occupées, soumises aux réquisitions de l'ennemi.

"C'est sous prétexte de venir en aide aux pays dévastés par la guerre que ces légions de propagandistes se sont abattues chez nous. Pour se faire accepter dans les contrées où ils débarquent, ils se couvrent du manteau de la bienfaisance; et comme ils disposent de ressources considérables, ils cherchent par leurs dons en argent ou en nature à gagner les populations que la guerre a laissées dans la détresse et que la misère prédispose à prêter à leurs suggestions une oreille facile".

"Nombreux et variés sont leurs moyens d'action. Ils établissent des maisons d'oeuvre, des orphelinats, des nids, des colonies de vacances, des dispensaires, des cantines, des gouttes de lait, des écoles, des patronages, des cours sociaux, des clubs, des cercles, des foyers, des jardins, des maisons d'abri, des ouvroirs. Ils distribuent gratuitement et à profusion des bibles, des livres illustrés, des revues, des brochures, des tracts, des feuillets. Ils ouvrent et entretiennent des bibliothèques, des cabinets de lecture, des cinémas"⁸⁵.

Cette analyse prend appui sur quelques exemples rémois que le cardinal ne mentionne pas dans sa lettre circulaire, mais qu'il a eu l'occasion d'étudier attentivement. Le premier est celui du "Foyer civil". Cette oeuvre s'est installée entre la gare et la principale place de la ville, sur les Basses promenades. À la manière d'un placard électoral, une affiche énonce les principes qui l'anime: "Contre la démoralisation sociale, l'ignorance, l'affaiblissement de la race, l'alcoolisme, le vagabondage nocturne, la crise du chômage, la crise du logement, la vie chère". En face de la mention de chacun de ces fléaux dénoncés en gros caractères, figure en opposition le remède apporté par le foyer sous

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ ADM 7J 27

la forme d'une activité ou d'un service dont les horaires sont précisés. Une brochure de propagande permet de mieux saisir l'esprit de l'oeuvre. Le Foyer civil y est présenté comme

"le lieu de rencontre de la communauté sur le terrain social et moral, un lieu où les passions s'apaisent, où l'on peut se rencontrer sans rien perdre de son individualité, sans se croire obligé de se plier à une règle de pensée commune, dans une atmosphère de vraie et confiante fraternité basée sur le respect mutuel, ouvert indistinctement à tous (...) réunissant les hommes de toutes croyances politiques et confessionnelles (...) Le "Foyer" peut ainsi servir de ralliement à tous ceux qui veulent travailler à la reconstruction sociale et morale de la France"⁸⁶.

Pour atteindre ce but, l'oeuvre propose différentes activités: cours d'anglais, de français pour étrangers, "cours d'illettrés", solfège, TSF, technique automobile, boxe, escrime. Il met également à la disposition du public une bibliothèque, une salle de jeux, un restaurant où l'on sert des "consommations hygiéniques". Soucieux du sort des enfants, il organise une garderie, une troupe d'Éclaireurs de France et un camp de vacances auquel deux cent cinquante enfants ont participé. La tonalité générale du foyer est donc laïque. Il rencontre d'ailleurs la faveur de la municipalité radicale qui lui confie la gestion de l'asile de nuit. Ce n'est pourtant pas cela qui inquiète Mgr Luçon, mais la généalogie de l'oeuvre. En effet, le Foyer civil a été fondé par la Société des foyers de l'union franco-américaine qui poursuit l'oeuvre entreprise des foyers du soldat de l'YMCA.

Le foyer féminin attire également l'attention de l'archevêque de Reims. "Ce foyer a été jusqu'à présent le foyer de YWCA qui était de tendances nettement protestantes", affirme la princesse de Polignac dans une lettre non datée à l'archevêque de Reims⁸⁷. Il dépend désormais de l'oeuvre centrale des Foyers-cantines féminins, les protestantes américaines ayant passé le relais à une équipe française. Il se fixe comme but d'"offrir aux isolées de la vie un centre de réunion où elles trouveront une atmosphère familiale, de l'instruction, de la récréation, de l'amitié, procurer à celles qui ont une famille un élargissement de vie qui, loin de les éloigner de leur famille, les aidera à enrichir le foyer familial"⁸⁸. Elle propose à ses adhérentes des chambres meublées, une salle de lecture, une salle des fêtes, une salle de travail, des cours d'anglais, d'hygiène, d'économie domestique, de gymnastique, un piano d'exercice, une machine à écrire -louée à l'heure-, des bains chauds, des consultations médicales et un camp de vacances à Quiberon. L'accent est particulièrement mis sur le sport, le Foyer disposant d'un terrain où il est possible de pratiquer le tennis et aussi deux sports créés par des membres de l'YMCA, le basket-ball et le volley-ball. "Le foyer doit avoir une équipe bien entraînée"⁸⁹. Une pratique qui ne peut que susciter les réticences de l'Église qui, à Reims en particulier, s'inquiète des conséquences sur les moeurs du développement du sport chez les jeunes filles⁹⁰. Le foyer féminin pose par ailleurs un problème spécifique dans la mesure où il est l'occasion pour les dames de la haute société protestante locale de proposer aux dames d'oeuvres catholiques "de s'unir sur les questions de charité"⁹¹ ... Faut-il accepter cette offre? Dès 1912, dans un contexte différent, le cardinal Luçon avait pesé le pour et le contre. Ces oeuvres "ont l'inconvénient (...) de drainer la charité catholique au profit de nos adversaires". Mais se tenir à l'écart, c'est prendre le risque de voir le protestantisme en tirer tous les profits. Alors, "le peuple, même catholique, les estimera. Cette estime et cette sympathie tourneront à notre détriment. On nous reprochera de

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ ADM 7J 27. La princesse Henri de Polignac, dont le mari a été tué pendant la guerre, est alors une des principales dames d'oeuvres catholiques. Elle est à la tête de la maison de champagne Pommery

⁸⁸ Brochure sur le Foyer féminin, 7J 27

⁸⁹ *Id.*

⁹⁰ ADM 7J 153

⁹¹ ADM 7J 27, lettre de la princesse de Polignac au cardinal Luçon déjà mentionnée

bouder, d'être intolérants". Il est donc préférable d'y entrer, si cela est possible. "Nous pourrions faire quelque bien, obtenir quelques bonnes mesures. Empêcher quelque mal, des mesures regrettables"⁹². Pouvait-on faire autrement? Dans son raisonnement, l'archevêque de Reims ne prend pas en compte un élément qu'il ne peut cependant ignorer: la sociabilité qui associe à Reims notables protestants et notables catholiques. Lorsque les "dames américaines" qui fondent le foyer féminin arrivent à Reims, "les Georges Charbonneaux ont mis leur maison à leur disposition pendant un an"⁹³. Georges Charbonneaux appartient à une famille catholique qui possède une importante verrerie au sud de Reims. Il a fondé en 1912 un organisme d'HBM appelé le Foyer rémois, qui crée entre 1920 et 1922 une importante cité-jardin destinée aux familles ouvrières dans le quartier du Chemin Vert. Incontestablement, Georges Charbonneaux appartient à la tradition, si riche à Reims⁹⁴, du catholicisme social. Cependant, il entretient des relations suivies avec la haute société protestante locale. Ainsi, il associe Joseph Krug à la création du Foyer rémois. C'est par l'intermédiaire de ce dernier qu'il fait la connaissance du peintre Gustave-Louis Jaulmes, né à Lausanne d'un pasteur français et d'une mère britannique. Décorateur du temple protestant en 1923, se dernier se trouve ainsi appelé à participer, au coté d'artistes catholiques aussi éminents que Maurice Denis, à la décoration de l'église de la cité-jardin du Chemin Vert⁹⁵ l'exemple de Georges Charbonneaux, est révélateur d'une réalité plus générale: à la veille du premier conflit mondial, les protestants participent pleinement à la vie mondaine rémoise. Il sont également assez largement associées aux pratiques charitables des élites: Croix Rouge, dispensaires anti-tuberculeux, etc. Dans ce cadre, ils n'ont jamais tenté d'avantager leur confession, bien au contraire. De cette expérience, la princesse de Polignac tire la conclusion suivante:

"je ne crois pas qu'il faille au premier abord refuser l'offre que font certaines protestantes aux catholiques de s'unir dans les questions de charités. J'ai eu à Reims deux exemples de grande loyauté et sincérité de la part des protestants dans mes oeuvres. Je ne veux pas dire que tous les protestants soient aussi larges et qu'il ne s'en trouve pas faisant du prosélytisme, mais il y en a beaucoup qui ne nous sont nullement hostiles. A Reims, où le contact avec les protestants est journalier, mon impression est qu'il est impossible de les évincer, ce qui les met fatalement en état d'animosité et nous empêche d'avoir sur eux aucune action"⁹⁶.

La princesse de Polignac accepte donc d'entrer dans le comité d'honneur du foyer à condition que les activités de ce dernier ne nuisent pas aux patronages catholiques. Le Cardinal Luçon lui a donné son accord. Il faut dire que

"même les associations qui ont un rôle actif dans la propagande contre laquelle nous avons à nous défendre, ont rendu de réels et précieux services (...) Nous devons le reconnaître cordialement, en tenir compte, et éviter dans nos paroles publiques et privées, dans nos écrits, dans nos interventions, dans les rapports que nous pouvons avoir avec ceux-là même contre l'action desquels nous avons à protéger la religion de nos fidèles, tout ce qui serait de nature à les blesser. En les blessant d'ailleurs, nous ne ferions que les irriter. que nous leur sommes reconnaissants de l'aide qu'ils apportent à nos malheureuses populations, mais que nous les prions de ne pas s'en faire un moyen de pression sur les consciences, un appât pour attirer les âmes et les détourner de la religion qui fut celle de leurs ancêtres"⁹⁷.

C'est dans cet état d'esprit que le cardinal Luçon reçoit les responsables des oeuvres d'origine protestante américaine. Ce sont ces derniers, conscients de la méfiance de l'Église, qui demandent à

⁹² ADM 7J 153.

⁹³ ADM 7J 27, lettre de la princesse de Polignac

⁹⁴ On pense ici à l'action de Mgr Langénieux et surtout de Léon Harmel. Cf. Pierre Trimouille, *Léon Harmel et l'usine chrétienne du Val des Bois (1840-1914)*, Lyon, Centre d'Histoire du Catholicisme de Lyon, 1974

⁹⁵ Benoît Marillier, *L'église Saint Nicaise du Chemin Vert*, mémoire de maîtrise, Reims, 1996, p. 21.

⁹⁶ ADM 7J 27, lettre de la princesse de Polignac...

⁹⁷ Lettre circulaire du cardinal Luçon du 21 mars 1921, ADM 7J 27

être reçus. Venu à Reims le 9 mars, le responsable national des foyers issus de l'YMCA, Emmanuel Sauter, sollicite une entrevue⁹⁸. Le prélat reçoit en outre à une date qu'il ne précise pas le directeur du "Foyer franco-américain". Catholique, ce dernier assure son interlocuteur de ses bonnes intentions. Cependant, l'archevêque de Reims note que le foyer

"a une bibliothèque de plus de deux mille volumes (...) On ne peut pas croire que dans cette bibliothèque qui leur est fournie par l'Amérique, il n'y a pas de livres dangereux pour la foi d'un lecteur catholique et pour les moeurs chrétiennes"⁹⁹.

Le 20 mai 1921, c'est autour de miss Williamson, "américaine", et de Melle Lafontaine, "française", toutes deux responsables du Foyer féminin, de se rendre à l'archevêché. Relatant l'entrevue, le cardinal Luçon écrit:

"Nous nous sommes entendus sur les bases:

1° Nos oeuvres et patronages gardent leur autonomie; on ne cherchera pas à en détourner.

2° Le dimanche, on s'arrangera de manière à laisser aux jeunes filles la liberté d'aller aux offices - messe de dix heures et vêpres

3° Il n'y aura ni journaux ni livres contraires à la religion"¹⁰⁰.

Désireuse de montrer sa bonne foi, Melle Lafontaine propose d'intégrer à la commission bibliothèque du foyer des dames d'oeuvres catholiques. Ainsi une oeuvre d'origine protestante est-elle transformée en oeuvre "neutre" aux destinées de laquelle préside un comité réunissant des catholiques, des protestantes et des femmes de notables radicaux¹⁰¹.

Ainsi s'esquisse un premier niveau de riposte à l'échelon de la ville de Reims. Mais c'est l'ensemble du diocèse qui paraît menacé par la propagande protestante d'origine américaine. Mgr Luçon demande donc à ses curés d'être vigilants et de pratiquer une politique de présence dans les organismes caritatifs qui pourraient voir le jour. Un questionnaire est joint à la lettre circulaire déjà évoquée. Il porte sur les oeuvres fondées pendant et après la guerre. Le prélat veut connaître la nationalité et la religion de leurs fondateurs et de leurs animateurs¹⁰², "l'oeuvre générale à laquelle elles sont éventuellement rattachées -YMCA, Foyer franco-américain, Armée du Salut", savoir si elles sont un obstacle à la pratique par les horaires de leurs activités ou "par des faits particuliers d'hostilité à l'égard de la religion catholique".

La presse diocésaine est également mise à contribution pour mettre en garde les jeunes catholiques "contre la propagande doctrinale de l'YMCA"¹⁰³. Les publications locales des mouvements de jeunesse sont invitées à reproduire la condamnation du Saint-Office. Dès 1920, *Le Trait d'union*, qui s'adresse aux jeunes gens sous les drapeaux, avait attiré l'attention de ses lecteurs sur les Foyers du Soldat. Tout en reconnaissant leur utilité, il affirmait qu'"il ne faudrait pas cependant que, sous prétexte de moralisation du soldat, certains Foyers, dirigés par les Américains soient plutôt des foyers de propagande, de prosélytisme protestant (...) Les catholiques ne sauraient se résigner à accepter que leur foi soit la rançon des services rendus"¹⁰⁴.

⁹⁸ Lettre d'Antoine Martin, directeur du Foyer civil au cardinal Luçon, datée du 6 mars 1920, ADM 7J 59

⁹⁹ ADM 7J 27.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Ce comité est présidé par Mme Langlet, épouse du maire radical de Reims pendant la Grande Guerre

¹⁰² Question 76: "De quelle religion? (catholique, protestante, neutre, hostile?)"

¹⁰³ Bulletin du diocèse de Reims, 25 juin 1921

¹⁰⁴ *Le Trait d'union*, 1er octobre 1920

Dernier niveau de la riposte imaginée par Mgr Luçon, le niveau interdiocésain. Le 5 avril 1921 se tient l'assemblée annuelle des évêques de la province ecclésiastique. Les évêques de Châlons-sur-Marne, Beauvais et Soissons sont présents, ainsi que Mgr Neveux, évêque auxiliaire de Reims. Seul, Mgr Lecomte, qui vient d'être nommé à Amiens, est absent. "Les évêques présents ont longuement conféré ensemble de la propagande anticatholique signalée par la Lettre du Saint-Office du 4 novembre 1920 (...) Chacun d'eux exposa ce qu'il avait remarqué à ce sujet dans son diocèse". Or, "dans aucun des diocèses (excepté celui de Reims), on n'avait rien remarqué qui méritât d'être noté". L'assemblée en tire la conclusion que "pour le moment, aucun fait ne s'est produit dans les diocèses représentés à l'assemblée qui pût motiver un acte public collectif"¹⁰⁵. Cependant, afin de donner satisfaction au Saint-Office, on décide que chacun des évêques de la province ecclésiastique rédigera un rapport sur la question. Nous n'avons retrouvé que celui de Beauvais. Il montre que le nord-est du département de l'Oise est caractérisé par une forte densité des implantations philanthropiques américaines qui semble prolonger le réseau tissé par Anne Morgan dans l'Aisne autour de Blérancourt¹⁰⁶ : trois Foyers des campagnes installés dans des petits villages, deux foyers "nettement intitulés YMCA" et quatre Foyers franco-américains. Pourtant, l'évêque de Beauvais ne semble pas inquiet outre-mesure. Il y a plusieurs raisons à cela. Dans certains cas, l'YMCA ne s'intéresse pas à la population locale. Ainsi, le foyer de Ressons "n'apporte ses soins qu'à l'amélioration du sort des Chinois employés aux exhumations". Dans trois cas, les directrices "sont des catholiques qui donnent personnellement le bon exemple". Par ailleurs, selon le chanoine Lagneau, archiprêtre de N-D de Noyon, les activités proposées ont peu de succès. "On paraît peu goûter les boy-scouts et les enfants qui ne fréquentent pas les patronages catholiques, se montrent peu assidus aux cours complémentaires organisés par le Foyer de Noyon"¹⁰⁷. Tout au plus, certains curés se plaignent-ils de la mixité et des horaires des activités qui gênent la pratique religieuse.

Que faut-il conclure de ces enquêtes menées à différents échelons, de la paroisse à la province ecclésiastique? Le danger n'apparaît pas aussi important que l'imaginait Mgr Luçon. Dans sa bonne ville de Reims, le protestantisme, victime de la guerre, est en réalité sur le déclin¹⁰⁸. Ce n'est peut-être pas tant le prosélytisme religieux que craint le clergé catholique que la progression de l'indifférence religieuse et l'introduction de l'esprit de "neutralité" dans tout un pan du secteur caritatif qui restait contrôlé par l'Église. L'évêque de Beauvais pense que les nouvelles oeuvres sont "de nature, par la neutralité qui y est adoptée et par l'horaire des exercices, à entraver l'esprit religieux chez les fidèles et surtout chez les enfants". Cette analyse rejoint la conclusion d'un article consacré par *La Documentation catholique* à "La défense des pays catholiques contre la propagande protestante". Selon ce périodique, les résultats de l'action menée par l'YMCA et l'YWCA "en gain positif pour le protestantisme, sont presque nuls; mais en influence sur la pensée de certains milieux dirigeants et sur la vie chrétienne des pauvres gens secourus à profusion par l'or anglais ou américain, considérables. Ceux qu'atteint la propagande ne deviennent pas protestants, ils cessent d'être catholiques"¹⁰⁹. On peut se demander si ce que l'Église combat par protestantisme américain, ce n'est pas la sécularisation et la laïcisation de la société française, telles qu'elles sont à l'oeuvre depuis plus d'un siècle. Pour un épiscopat marqué par la tradition du catholicisme intransigeant, il n'y a pas de place pour une religion civile à l'américaine entre un laïcisme considéré comme hostile et le paradis perdu de la Chrétienté. Par ailleurs, l'événement oblige les dignitaires de l'Église à s'interroger sur la

¹⁰⁵ ADM 7J 27, notes manuscrites sur l'assemblée annuelle des évêques de la province ecclésiastique de Reims du 5 avril 1921.

¹⁰⁶ Évelyne Diebolt et Jean-Pierre Laurent, *Anne Morgan, une Américaine en Soissonnais (1917-1952)*, Soissons, Éd. AMSAM, 1990

¹⁰⁷ ADM 7J 27, rapport de l'évêque de Beauvais du 21 mai 1921.

¹⁰⁸ Marc Walbaum, *op. cit.*

¹⁰⁹ *La Documentation catholique*, 15 janvier 1921.

réalité de la victoire de 1918. La France catholique semble alors l'avoir doublement emporté. Elle vient de gagner la guerre face à un Empire luthérien et l'Union sacrée lui a permis de sortir de sa marginalité politique. Mgr Luçon peut être considéré comme un symbole de cette double victoire. Cependant, l'offensive protestante américaine oblige le clergé à s'interroger sur la fragilité des positions reconquises. Tributaire de l'aide américaine, la France ne sort-elle pas considérablement affaiblie de la Grande Guerre? Que vaut le rôle quasi officiel accordé au cardinal Luçon au regard des millions de Français éloignés de l'Église? Le regain de la pratique constaté durant le conflit est-il durable?

À cette image dérangeante que les États-Unis lui renvoient de la France, Mgr Luçon semble en préférer une autre, celle émise par une Amérique souvent catholique et toujours respectueuse de Rome et de la Fille aînée de l'Église. On a vu qu'il existait des relations entre le personnage emblématique du catholicisme français qu'est l'archevêque de Reims et les catholiques américains. Ce qui indignait Mgr Hayes dans les entreprises de ses compatriotes protestants, c'est qu'il y voit une bien mauvaise manière faite à un pays envers lequel les États-Unis ont, selon lui, une double dette. La première remonte à La Fayette. Le renfort apporté par l'armée américaine à partir de 1917 y répond. La seconde vient du soutien que le catholicisme apporta à l'Église américaine naissante. "La France catholique nous envoya d'abondantes aumônes et, qui mieux est, de vaillants missionnaires qui évangélisèrent ce pays au prix d'innombrables souffrances"¹¹⁰. Particulièrement révélateur de ce rapport entre les deux Églises, le pèlerinage que les Chevaliers de Colomb font en France en 1920. Leur périple doit les mener à Metz, redevenue française, pour l'inauguration d'une statue de La Fayette qu'ils ont financée par souscription. Ils sont à Reims le 18 août. Mgr Luçon leur remet une pierre de la cathédrale endommagée pour en faire une relique dans l'église Saint-Patrick de New York¹¹¹. L'archevêque marque ainsi l'aînesse de l'Église de France sur sa cadette d'outre-Atlantique.

La reconstruction fournit donc l'occasion pour les catholiques américains de payer la dette contractée auprès de l'Église de France. Le 19 juin 1919, le diocèse de New York s'engage "dans la mesure de (ses) pouvoirs et de (ses) ressources à aider financièrement (ses) Frères catholiques du Nord et de l'Est de la France à construire des abris temporaires pour la célébration des Saints Offices de notre Foi et à reprendre entièrement les Oeuvres de l'Église"¹¹². Un comité se met en place à Washington sous la présidence d'honneur des cardinaux Gibbons et O'Connor. Il promet une aide de cinq millions de dollars. Une grande quête est organisée dans le diocèse de New York le 29 juin 1919¹¹³.

Cependant, les espoirs des catholiques français seront partiellement déçus. L'aide venant d'Amérique se révèle moins importante que prévue. En août 1920, l'oeuvre de secours des églises dévastées des régions envahies demande au cardinal Amette, archevêque de Paris, de "tenter un nouvel appel en notre faveur auprès de Son Éminence le cardinal Gibbons qui va présider la prochaine réunion générale des évêques des États-Unis". La Croix constate que, malgré les appels pressants de Mgr Hayes, "les quêtes n'ont pas eu le rendement qu'on espérait"¹¹⁴. Il existerait en particulier un décalage entre la côte Est et le reste du pays, où la campagne de collecte a à peine commencé. Ces maigres résultats s'expliqueraient par l'image négative de la France aux États-Unis,

¹¹⁰ *La Croix*, 16 août 1919

¹¹¹ *Le Courrier de la Champagne*, 17 août 1920.

¹¹² ADM 7J 27.

¹¹³ *La Croix*, 16 août 1919.

¹¹⁴ *Ibid.*, 29 juin 1920.

celle d'un "croque-mitaine anticlérical, mangeur de curés et pourfendeur de nones". Ayant abandonné son destin historique de Fille aînée de l'Église, la France découragerait l'aide internationale.

Certains protestants américains se mettent également au service de l'Église. Dans sa lettre à son clergé du 12 mars 1921, le cardinal Luçon tient à préciser qu'il ne serait "pas juste d'envelopper dans une même méfiance tous les étrangers d'Angleterre et d'Amérique, dont le plus grand nombre sont pour nous des amis aussi désintéressés et aussi délicats que généreux. (...) La justice, la vérité, la gratitude nous font un devoir de reconnaître en particulier que la Croix Rouge Américaine a exercé la bienfaisance dans notre diocèse, avec une largesse, une discrétion, un respect des croyances religieuses dont nous n'avons eu qu'à nous louer"¹¹⁵. Ce jugement peut s'appuyer sur une expérience de plusieurs années. Les premiers contacts avec l'organisation qui agit alors sous le nom d'American Relief Clearing House datent de 1915.

"Le lundi 25 octobre, j'ai reçu la visite de M. Whitney Warren (le vice-président de l'association) et de sa femme. Ils m'ont fait les offres les plus généreuses et les plus spontanées pour m'aider à secourir les malheureux de mon diocèse et les soldats. D'Amérique, si je fais appel à leur charité, ils m'enverraient des effets pour les uns et pour les autres. (...) Ils ont même dit: Nous sommes protestants, mais je suis sûr que si vous faisiez appel à l'Amérique pour un objet spécial, bien déterminé(...) nos Congrégations (c'est-à-dire nos paroisses protestantes) diraient: nous nous en chargeons"¹¹⁶.

Après l'entrée en guerre des États-Unis, la Croix Rouge Américaine se substitue officiellement à l'American Clearing House. Elle concentre ses efforts après l'armistice dans les régions libérées ou dévastées, créant des dépôts à Reims, Laon, Mézières, Amiens, Lille et Verdun. L'American Red Cross est alors dirigé dans la Marne par Henry du Bellet. Sa personnalité contribue assurément au jugement favorable porté par Mgr Luçon sur l'organisme qu'il représente. Peut-on imaginer un Américain plus étranger à l'esprit yankee, tel que le prélat se le représente? Originaire de Louisiane, il a fait ses études en France. Consul des États-Unis à Reims avant la guerre, il revient dans cette ville après le conflit.

"Le 11 février 1919, S.E. le cardinal recevait la visite d'un officier de haute taille et d'un âge déjà avancé: c'était le capitaine du Bellet. Celui-ci, en arrivant, se mit à genoux devant Son Éminence et lui dit, après avoir baisé l'anneau et s'être relevé: "Éminence, j'ai l'honneur de vous informer que je suis nommé directeur de la Croix Rouge américaine à Reims; je viens pour vous servir, je suis à votre service". Et, en effet, dès ce moment, le capitaine, depuis commandant du Bellet, provoquait plus qu'il n'attendait, de la part du cardinal, les demandes de secours"¹¹⁷.

Cette aide prend des formes très diverses: vêtements, linge, objets de literie, de toilette, meubles, jouets, baraquements provisoires pour les écoles catholiques ou les églises, une bibliothèque, une cloche, etc. À la suite d'un accord avec la Croix Rouge Américaine des Ardennes, du Bellet peut venir en aide aux curés des arrondissements de Rethel et de Vouziers. Au total, 323 prêtres bénéficient de ses secours. La reconstruction achevée, Henry du Bellet propose au cardinal Luçon de fonder, avec les fonds qui lui restent, des "prix d'hygiène américains" dans quatre-vingt-cinq communes. Ils sont destinés à récompenser dans chacune des localités concernées "l'épouse légitime, âgée de vingt-cinq à trente ans, qui, par ses soins intelligents, son activité laborieuse, son dévouement, son constant souci de l'hygiène morale et physique (...) se sera le plus distinguée au jugement du curé et du

¹¹⁵ ADM7J 27.

¹¹⁶ ADM 7J 59.

¹¹⁷ *Bulletin du diocèse de Reims*, 1er novembre 1924.

naire »¹¹⁸. En 1923, M. du Bellet, qui mourra le 3 octobre 1924, décide de se convertir au catholicisme. C'est bien sûr à Mgr Luçon qu'il confie son abjuration.

Après la mort du commandant du Bellet, le bulletin diocésain, qui honore rarement les laïcs, lui consacre une longue notice nécrologique relatant cette histoire hissée au statut d'exemplum. Le responsable de la Croix Rouge n'est-il pas l'antithèse de ces protestants yankee qui semblent menacer le catholicisme latin? Par ses lointaines origines françaises, cet officier dont la famille est installée en Amérique depuis la fin du XVIII^e siècle, bat en brèche le mythe WASP. Il est la preuve incarnée de l'ancienneté du catholicisme américain que certains, à l'époque, assimilent à d'inquiétantes vagues d'immigration populaire. Certes, il était protestant, mais le retour sur le lieu des origines, la rencontre de la France catholique en la personne d'un de ses représentants les plus prestigieux lui ont permis de retrouver la foi de ses ancêtres. Directeur de la Croix Rouge Américaine, le commandant du Bellet possédait la puissance matérielle. A ce titre il est venu en aide à la France catholique, dont il a perçu très vite tout le rayonnement. Sa conversion est la preuve de la puissance spirituelle intacte de la Fille aînée de l'Église.

Ainsi, les États-Unis offrent à l'Église, et plus particulièrement au Cardinal Luçon, deux images opposées, celle d'un pays protestant tenté d'abuser d'une force récemment acquise et celle d'une nation cadette mettant sa richesse au service de son aînée. Ces représentations contraires sont en fait passées par le même prisme déformant de l'idée incertaine que l'Église se fait d'elle-même et de la France. D'une part, elle a le sentiment d'avoir accru son autorité morale à la faveur de la guerre. Ayant retrouvé le rôle de *defensor civitatis* qui avait été celui de ses plus anciens prédécesseurs, le Cardinal Luçon, que l'on visite tel un monument, toujours vigoureux malgré son âge¹¹⁹, semble incarner la force intacte d'un vieux pays catholique à qui l'on apporte une aide momentanée qui n'est que le paiement d'une dette antérieure. Dès lors, le diocèse peut s'associer au Memorial Day qui coïncide avec "la date fixée par la liturgie pour l'office de sainte Jeanne d'Arc"¹²⁰. Calendrier providentiel qui permet de placer le recueillement des Américains sous l'autorité de la nouvelle sainte française! Cependant, la France ne peut ignorer la fragilité de sa position. Elle sort affaiblie de la guerre et la paix de Versailles, inspirée par Wilson, apparaît protestante¹²¹. La guerre a provoqué un retour vers les églises, mais il n'a pas été durable. La faiblesse de l'aide apportée par les catholiques américains comme l'ambition de certains de leurs compatriotes protestants d'évangéliser vingt millions de Français sans appartenance religieuse précise sont autant de signes d'une réalité que les bénédictions solennelles de monuments aux morts ne peuvent masquer. Si la menace représentée par un protestantisme venu de l'étranger apparaît soudain plus grande, c'est sans doute en raison de l'accroissement des moyens mis en oeuvre, mais c'est aussi parce qu'elle oblige l'Église à discerner, derrière les apparences glorieuses, la réalité d'une France catholique affaiblie.

Sébastien Fath, p. 67-97

¹¹⁸ ADM 7J 56 (1).

¹¹⁹ "He is 80 years of age, but vigoures and strong and powerfull in style and delivery of speech", affirme le Denver Catholic Register qui relate le pèlerinage en France des chevaliers de Colomb. Conservé par le Cardinal Luçon dans ADM 7J 59 (B).

¹²⁰ *Le Courrier de la Champagne*, 22 mai 1920.

¹²¹ "L'effondrement de l'Allemagne a été un désastre protestant. Aussitôt, autour de la table de Conférence de Versailles, les Anglo-Saxons ont fait bloc pour le réparer, et ils ont malheureusement réussi à refaire une Europe à leur gré, où les forces catholiques ont impitoyablement combattues", *La Documentation catholique*, 15 janvier 1921.

Un pays de « christianisme presque éteint » ? La France et les baptistes américains, enjeux d'un échange missionnaire

SÉBASTIEN FATH

Le protestantisme français dans sa tendance dite "évangélique" est encore mal connu. Ses caractéristiques, marquées par l'importance de la conversion, de l'activisme, du biblicisme et du crucicentrisme¹²², auxquels s'ajoute une ecclésiologie généralement de type professante¹²³, sont porteuses d'un modèle de militantisme religieux qui tranche à maints égards avec la culture religieuse dominante en France, pays à très forte majorité catholique.

En revanche, les Églises protestantes évangéliques, en particulier les baptistes, constituent aux États-Unis une "sous-culture"¹²⁴ très influente, dont les traits principaux sont familiers à l'Américain moyen. L'étude de l'implantation baptiste en France peut constituer un bon analyseur de ce décalage (et des relations) entre les cultures religieuses des deux pays. Les premiers baptistes français, en effet, se sont trouvés assez rapidement soutenus par leurs coreligionnaires américains, dans une collaboration qui s'est poursuivie tout au long du XIXe, puis du XXe siècle. Cette intervention américaine en France, sur le terrain religieux, met en lumière, dès ses premières manifestations, l'écart culturel considérable qui sépare une tradition religieuse axée sur la liberté et l'individu (aux États-Unis), et une culture religieuse fondée sur la conformité et le groupe (en France). En braquant le projecteur sur les débuts de l'intervention baptiste américaine en France, il est possible d'éclairer les modalités concrètes et particulières dans lesquelles s'exprime (et se remodèle) ce décalage culturel. Dans cette démarche, il convient tout d'abord de rappeler ce qu'est le baptisme, et montrer ce qu'il représente aux États-Unis au moment où il se prépare à intervenir en France; ensuite, une description succincte de l'influence américaine sur l'implantation baptiste en France dans les années 1830 doit permettre de déboucher, sous un angle plus théorique qu'événementiel, sur quelques problèmes posés par cette question.

Présentation générale du baptisme

Aujourd'hui, le baptisme, branche particulière du protestantisme, n'évoque rien de précis sur la scène publique française, et si l'on interrogeait l'homme de la rue à ce sujet, il n'est pas évident que l'on arrive du premier coup à obtenir une quelconque réponse. Avec un peu de persévérance, on finirait peut-être par arracher les noms de Billy Graham, infatigable globe-trotter évangéliste, de Martin Luther King, ou encore de Bill Clinton, tous trois baptistes. Mais dans l'imaginaire national français, le baptisme ne fait pas référence, même si l'on compte aujourd'hui en France environ

¹²² Cette distinction est utilisée en particulier dans l'ouvrage, déjà classique, publié sous la direction de Mark A. Noll, *Evangelicalism, Comparative studies of popular protestantism in North America, the British isles and beyond, 1700-1990*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 6. Elle provient, au départ, de David W. Bebbington, *Evangelicalism in Modern Britain: A History from the 1730s to the 1980s*, London, Unwin Hyman, 1989, pp. 2-17.

¹²³ C'est-à-dire que dans cette conception, l'Église est considérée comme regroupant des convertis, admis sur profession de foi, au contraire des Églises dites "multitudinistes" qui ont tendance à admettre les enfants dans l'Église à la naissance.

¹²⁴ Pour reprendre une expression utilisée dans le titre de thèse de Daniel Zimmerlin sur les évangéliques aux États-Unis de 1970 à 1990, soutenue à l'École Pratique des Hautes Études le 9 avril 1997.

11.000 baptistes¹²⁵. Il en est tout autrement aux États-Unis. Aujourd'hui, les baptistes y constituent en effet la première dénomination protestante. Quelles que soient les sources que l'on consulte, cette prééminence est confirmée, le chiffre total des baptistes pouvant être compris entre 26 et 32 millions de personnes. Pour comprendre cet impact aujourd'hui si visible du baptisme aux États-Unis, il importe, en premier lieu, de remonter à ses origines.

Les origines et les principes du baptisme: John Smyth et Thomas Helwys

Pour schématiser, le mot "baptisme" exprime une doctrine chrétienne essentiellement définie par une ecclésiologie spécifique et une conception originale du baptême, les deux dimensions étant liées. Cette doctrine s'ancre étroitement dans l'histoire protestante. L'Église telle que les baptistes la conçoivent ne peut être que l'Église des croyants. Ceux qui croient, qui agissent en chrétiens et qui professent leur foi ont seul le droit de faire partie de l'Église. Le modèle ecclésiologique ainsi défini correspond au type que l'on peut qualifier d'"Église de professant" par opposition au type "Église de multitude". Il correspond aussi, pour les sociologues, à un fonctionnement de type sectaire selon la définition qu'en donne Max Weber. Rappeler cette définition permet, d'une part, de repréciser que la définition sociologique du terme de "secte" n'a rien à voir avec l'usage journalistique actuel du mot, et permet aussi de bien cibler le sujet, puisque Weber se sert précisément des baptistes pour définir ce qu'il entend par "secte". "La communauté religieuse, l'"Église visible", pour employer le langage des Églises de la Réforme, n'était plus considérée comme un *fidéiscommis* en vue de fins supraterrrestres, comme une institution incluant nécessairement le juste et l'injuste -que ce fût pour augmenter la gloire de Dieu (calvinisme) ou pour procurer aux hommes le moyen de leur salut (catholicisme et luthéranisme)- mais comme une communauté de croyants personnels et de régénérés, à l'exclusion de tout autre. En d'autres termes, non comme une "Église", mais comme une "secte". Voilà le principe, purement extérieur en soi, que devait symboliser le fait que seuls étaient admis au baptême les adultes ayant personnellement acquis et reconnu leur propre foi"¹²⁶. En reformulant un peu Weber, la secte constitue, au sens sociologique d'aujourd'hui¹²⁷, une association volontaires d'individus religieusement qualifiés (généralement par une expérience de conversion, ce qui est le cas pour les baptistes, c'est-à-dire d'expérience spirituelle déterminant un changement durable dans son rapport à la vie). Ce modèle s'oppose à l'Église-institution qui est davantage en compromis avec la société globale et qui n'affiche que des exigences religieuses et éthiques minimales à l'égard des membres ordinaires. En relation avec cette ecclésiologie spécifique, l'acte baptismal est considéré comme le signe visible, tangible par lequel le croyant manifeste sa volonté de s'agréger à l'Église. Il n'est donc pas effectué à la naissance (ce qu'on appelle le pédobaptisme), comme cela s'opère dans les Églises dites de multitude, mais il se pratique sur la personne de croyants qui manifestent, par leur baptême public, leur désir de s'engager dans une Église locale. on le voit, ecclésiologie et baptême sont étroitement liés, autour d'une doctrine demandant beaucoup de l'individu et qui s'appuie sur le

¹²⁵ Pour effectuer une comparaison avec les statistiques des Églises dites "de multitude", il faudrait multiplier ce chiffre au moins par trois, ce qui aboutit à 35 000 baptistes environ: les sociologues et historiens de tels groupes ont en effet coutume d'ajouter les enfants (qui fréquentent l'Église mais ne sont pas enregistrés comme membres) ainsi que des assistants réguliers du culte baptiste qui n'ont pas non plus le titre officiel de "membres", mais qui s'identifient à la communauté et peuvent être considérés comme tels de l'extérieur.

¹²⁶ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, pp.189-190.

¹²⁷ Voir, pour plus de détails, le dossier "sectes" de Jean Séguy dans *l'Encyclopédie du protestantisme*, Paris/Genève, Labor et Fides, 1995, pp. 1427 à 1421.

système congrégationaliste, qui accorde une très large autonomie de décision à l'Église locale¹²⁸. Ces principes ont été peu à peu popularisés à partir de quelques initiateurs qui les ont mis au point et défendus. Le baptême en tant que tel a pris corps au début du XVII^e siècle, en Angleterre. Il s'est développé pour la première fois avec ses caractéristiques doctrinales propres dans une communauté puritaine séparatiste, de type congrégationaliste. Celle-ci, exilée dans les Provinces Unies avec son pasteur John Smyth (1570-1612)¹²⁹ entra en relation avec une assemblée anabaptiste-mennonite dont elle adopta le baptême du converti. Les anabaptistes, acteurs, au XVI^e siècle, de ce que l'on a appelé la Réforme radicale¹³⁰, pratiquaient en effet à cette époque le baptême du croyant, en "rebaptisant" (par aspersion) les fidèles qui se joignaient à eux (d'où le nom d'anabaptistes), et ils peuvent être considérés comme des inspirateurs du premier baptême, même si il n'y a pas de filiation directe, et qu'aujourd'hui encore, les mennonites (héritiers des anabaptistes) et les baptistes cohabitent, mais le plus souvent sans fusionner. En contact avec ces assemblées, John Smyth, à Amsterdam, décide avec sa communauté puritaine exilée de faire du baptême du croyant le fondement de l'Église locale. Smyth se baptise lui-même pour commencer en 1608, puis d'autres le suivent. On peut considérer qu'en 1611, une première Église baptiste est fondée sur sol hollandais, "synthèse de deux dynamiques, l'aile radicale puritaine séparatiste et l'anabaptisme"¹³¹. Ensuite, une partie de la communauté revient près de Londres en 1612, fondant la première Église baptiste sur sol anglais autour de Thomas Helwys. Au départ, le baptême était pratiqué par aspersion du converti sur profession de sa foi, puis, dans les années 1640, le baptême par immersion se généralise, "comme signe emblématique d'ensevelissement et de résurrection avec Christ"¹³². Dans les marges puritaines du protestantisme anglais, ce nouveau type d'Église fait rapidement florès, puisque vers 1660, il existe déjà, à peine 50 ans après le début du baptême, plus de 300 communautés de ce type en Angleterre.

L'implantation baptiste aux États-Unis avec Roger Williams

Dans le contexte religieux particulier de l'Angleterre, où la couronne avait la haute main sur l'Église anglicane d'État et considérait d'un oeil très suspicieux les puritains contestataires, il n'est pas étonnant qu'au gré des persécutions dont les puritains furent victimes, il y ait eu des départs. Départs vers l'Europe continentale, notamment la Hollande, mais aussi vers les colonies du Nouveau Monde. Telle est la cause de l'arrivée des pères pèlerins du Mayflower en 1620. Or il semble assez probable que parmi les premiers émigrants anglais venus en Nouvelle-Angleterre, soit par le "Mayflower" lui-même, soit peu après 1620, il y avait quelques baptistes. Tout en coopérant avec les autres puritains, qu'ils soient congrégationalistes ou presbytériens, ces baptistes et d'autres minoritaires ont, dès le départ de la colonisation américaine, gardé et cultivé leur identité particulière. Rapidement, ils furent

¹²⁸ Congrégationalisme et baptême n'étant cependant pas interchangeables, comme le rappelle Jean-Paul Willaime, article "Congrégationalisme", *Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., p. 246: "Si les Églises baptistes sont congrégationalistes, toutes les Églises congrégationalistes ne sont pas baptistes".

¹²⁹ Voir John E. Stauffacher, article "Smyth, John", *Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., p. 1465, et sa thèse, *La vie et l'oeuvre de John Smyth, 1570-1612*, thèse de doctorat de Strasbourg, 1987.

¹³⁰ Voir Neal Blough, article "Réforme radicale", *Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., pp. 1289-1290, ainsi que le classique George Huntston Williams, *The Radical Reformation (1962)*, Philadelphie, The Westminster Press, 3^e éd., 1975, pour qui cette Réforme radicale, "emportant l'adhésion de paysans et de princes, d'artisans et d'aristocrates, de femmes dévotes et d'humanistes désillusionnés, constitua tout autant une entité propre que la Réforme elle-même et la Contre Réforme" ("Embracing peasants and princes, artisans and aristocrats, devout wives and disillusioned humanists, it was as much an entity as the Reformation itself and the Counter Reformation", p. 846).

¹³¹ John E. Stauffacher, article "Smyth, John", *Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., p. 1465.

¹³² Michel Thobois, article "baptême", *Encyclopédie du protestantisme*, op. cit., p. 96.

soumis à des difficultés liées à leur caractère groupusculaire. En effet, la majorité puritaine, tout en désapprouvant la contrainte exercée en Angleterre dans le domaine religieux, professait sur l'organisation de l'Église locale et de la Cité des conceptions qui s'inspiraient de la théocratie calviniste de Genève et des principes de l'Église d'État. En un mot, la même liberté de foi et de culte qu'ils avaient demandée pour eux-mêmes, les puritains anglais venus en Nouvelle-Angleterre la refusaient à autrui¹³³. Et dans chaque colonie, seuls les membres de l'Église principale avaient le droit de voter et de participer à la gestion des affaires publiques. Face à cette situation, une réaction se produisit, qui inscrit le baptême de façon tout à fait particulière dans l'histoire religieuse américaine. Cette réaction fut celle d'un homme de "forte personnalité", ¹³⁴Roger Williams, fils d'un marchand gallois et pasteur séparatiste à Boston. Il ne tarda pas, après son arrivée à Boston en 1631, à émettre des doutes sur l'organisation théocratique de la colonie. Accusé alors de visées anabaptistes, il fut sommé de prendre le premier bateau pour l'Angleterre. Au lieu de cela, Roger Williams préféra s'enfuir dans une région déserte, avec quelques amis. Après trois mois d'errance, ils se fixèrent dans une région qu'ils achetèrent aux Indiens, et qui fut à l'origine de la colonie puis l'État du Rhode-Island. Une Charte fut obtenue, précisant "que les lois s'appliqueront "uniquement dans le domaine civil"¹³⁵, et une Constitution adoptée, qui stipulait, pour la première fois sur le territoire américain, la pleine liberté religieuse laissée à chacun. A ce moment-là, Roger Williams, formé dans le giron anglican (pédobaptiste) n'était pas encore clairement baptiste, mais il ne tarda pas à le devenir, après avoir médité sur les relations entre pratique systématique du baptême des enfants et le système de l'Église d'État qu'il refusait. Et en mars 1639, une réunion de baptême conduisit une douzaine de croyants à fonder la première Église baptiste américaine, dans le nouvel État du Rhode Island. Ce "temps du commencement" pour le baptême anglo-saxon permet de dégager quelques traits récurrents. Depuis John Smyth et Thomas Helwys en Angleterre jusqu'à Roger Williams aux États-Unis, le baptême s'est caractérisé, dès ses origines dans l'ère anglo-saxonne, par deux éléments fondamentaux pour comprendre son itinéraire ultérieur: d'une part, le rôle important accordé à l'individu: c'est à lui de décider, par un engagement fort, d'entrer dans l'Église locale et de solliciter le baptême, après confession de sa foi, pour s'intégrer à la communauté; et, d'autre part, la liberté de conscience. Au Rhode Island avec Roger Williams, l'histoire de la liberté religieuse et l'histoire du baptême se confondent¹³⁶ en partie, ce qui fait de l'Église baptiste, plus que toute autre, l'Église paradigmatique du modèle américain de tolérance religieuse qui se met en place peu à peu pour aboutir à la Constitution fédérale de 1787. Ces caractéristiques expliquent l'accent mis par le théologien et sociologue Ernst Troeltsch, à la suite de Max Weber, sur le rôle considérable des baptistes, et plus généralement des *dissenders* (qu'il regroupe dans une entité qu'il considère comme un second protestantisme) dans l'émergence de la modernité occidentale, bâtie sur les ruines de la chrétienté¹³⁷. Pour lui, le protestantisme "professant", héritier de la Réforme radicale, refusant le conformisme des sociétés de type "chrétienté" contribua bien davantage à l'émergence de sociétés pluralistes et démocratiques que le premier protestantisme luthéro-calviniste, qui contesta la chrétienté catholique, mais reconstruisit des chrétientés protestantes. Il n'est pas étonnant, dès lors, de voir le baptême américain, moteur principal du protestantisme évangélique, professant, oeuvrer si énergiquement à la "lutte pour la

¹³³ "En Nouvelle-Angleterre, les congrégationalistes n'aiment que les congrégationalistes. Au XVIIe siècle, les quakers et les baptistes y ont été pourchassés, parfois condamnés à mort". Cf André Kaspi, *Les Américains*, T.1., Paris, Seuil, 1986, p. 82.

¹³⁴ André Kaspi, *Les Américains*, *op. cit.*, p. 50.

¹³⁵ Henri Blocher, article "Roger Williams", *Encyclopédie du protestantisme*, *op. cit.*, p. 1667.

¹³⁶ Plusieurs ouvrages soulignent cette imbrication, comme celui de Edwin Scott Gaustad, *Liberty of Conscience: Roger Williams in America*, Grand Rapids, Eedmans, 1992.

¹³⁷ Ernst Troeltsch, *Protestantisme et modernité*, Paris, Gallimard, 1992, p. 78, souligne ainsi: "Si, dans son orientation générale, le protestantisme moderne tend vers une liberté de culte indépendante de l'État et si, au sein des Églises, il a voulu ménager un espace de libre jeu de l'esprit (...), de telles finalités n'ont pas été le fait des grandes confessions, mais en partie du courant baptiste (...) et, pour une autre part, du spiritualisme mystique".

liberté religieuse"¹³⁸. Rien d'étonnant non plus à ce qu'il se développe rapidement une fois la démocratie américaine solidement installée. Dénomination valorisant la décision individuelle, le libre choix et le militantisme volontaire de chaque croyant, le baptisme ne pouvait que profiter d'une atmosphère pluraliste. Qu'en est-il de sa situation au XIXe siècle, vers l'époque où va se décider une intervention baptiste américaine en France?

Le baptisme américain au XIXe siècle

Au moment où les baptistes de Boston se tournent vers la France, en 1832, leur dénomination est encore sous le coup de profondes mutations nées des conséquences du grand Réveil du XVIIIe siècle. Ce *Great Awakening* fut un événement d'une portée religieuse considérable dans l'histoire de l'Amérique anglo-saxonne. Il a été à l'Amérique ce que le réveil wesleyen a été à l'Angleterre et ce que le piétisme a été à l'Allemagne. Constitué de plusieurs "réveils" successifs qui, du "début du XIXe siècle jusqu'à la Guerre civile, (...) tendent à prendre l'allure d'un phénomène permanent"¹³⁹, il est né au sein même des Églises pédobaptistes mais a eu de profondes répercussions sur les baptistes. Globalement, ces derniers s'étaient montrés méfiants vis-à-vis de ce mouvement revivaliste, mais de manière indirecte, ils en tirèrent les dividendes car de nombreuses Églises pédobaptistes, qu'elles soient de type congrégationaliste, presbytérien ou épiscopal (anglicanisme à l'américaine), se sont transformées en Églises baptistes à la suite de l'impact revivaliste. Ces nouvelles Églises baptistes, que l'on appelle les "New Light Baptists", ont considérablement gonflé les effectifs baptistes américains, et le XIXe siècle voit une progression véritablement exponentielle: d'environ 500 baptistes au début du XVIIIe siècle, ils sont 25000 en 1775 selon une étude citée par André Kaspi¹⁴⁰, 172000 en 1812, 815000 en 1845, et plus de dix millions un siècle plus tard. C'est dans ce contexte d'expansion considérable que le baptisme américain, au XIXe siècle, développe une stratégie missionnaire. Cette approche en terme de stratégie n'allait pas de soi pour les baptistes, très attachés au concept d'Église locale, et naturellement suspicieux à l'égard des organisations supra-écclésiales, qu'elles soient missionnaires ou non. Mais les efforts isolés des "*preachers*" baptistes, efficaces certes sur la frontière de l'Ouest américain, n'étaient guère concevables quand il s'agissait d'aller évangéliser à l'étranger. La barrière de la langue, la lourdeur des transports, la nécessité d'une formation spécifique, l'importance des relais nécessitaient une organisation qui puisse se donner les moyens de dépasser le cadre d'une Église locale. Ces impératifs jouèrent leur rôle dans l'émergence des premières structures missionnaires américaines, même s'il faut souligner que c'est de manière presque fortuite que la première organisation missionnaire baptiste vit le jour. En 1810, sur l'initiative des congrégationalistes "réveillés", avait été fondée une Société sans couleur dénominationnelle, l'*American Board of Commissioners for Foreign Missions*. En 1812, parmi les cinq premiers missionnaires congrégationalistes envoyés par ce comité à Calcutta, un jeune couple, Adoniram Judson et Ann Hasseltine, se rendit aux arguments baptistes en cours de traversée, à tel point qu'ils demandèrent à se faire baptiser dès leur arrivée aux Indes¹⁴¹. Ils furent suivis peu après par leur

¹³⁸ "Baptists in colonial America: the struggle for religious liberty", H. Leon Mc Beth, *The Baptist Heritage (based on primary source research)*, Broadman Press, États-Unis, 1987, p. 252; un thème récurrent dans l'historiographie anglo-saxonne du baptisme; voir par exemple Albert W. Wardin, *Baptists around the world: a comprehensive handbook, printed in USA*, Broadman Holman publishers, 1995, p. 3: "Baptists historically have been in the forefront of the struggle for religious liberty for all people and creeds".

¹³⁹ Régis Ladous, *Histoire du christianisme*, Paris, Desclée, 1995, tome 11, p.859.

¹⁴⁰ André Kaspi, *Les Américains*, op. cit., p.81.

¹⁴¹ Sur l'itinéraire exceptionnel du baptiste Adoniram Judson et de son épouse, à l'origine de milliers de conversions à la foi chrétienne en Birmanie, il existe un intéressant ouvrage en français, traduit d'un "Best

collègue Luther Rice. Devenus baptistes, ils se séparèrent alors de l'*American Board* et durent travailler par leurs propres moyens. Il fut décidé, dans cette situation, de renvoyer Rice en Amérique pour plaider la cause de ces nouveaux missionnaires baptistes auprès des Églises de leur nouvelle dénomination. A son appel, non seulement les baptistes de Nouvelle Angleterre, mais aussi tous ceux du pays s'engagèrent à soutenir les missionnaires en 1813. Un an plus tard, à Philadelphie, fut fondée la *General Convention Of the Baptist Denomination in the United States for Foreign Missions* (mai 1814). L'élan était donné. Tous les trois ans devait se réunir une Conférence Générale, appelée *Triennial Convention*, se tenant à Boston. C'est dans ce cadre que les bilans et les redéploiements missionnaires des baptistes américains s'opèrent. La mission baptiste unifiée porta vite le nom d'*American Baptist Foreign Mission Society* (ABFMS). Jusqu'en 1845, cette oeuvre missionnaire baptiste s'effectua dans l'unité, dans le cadre de la convention triennale de Boston. Après cette date, des dissensions causées en grande partie par la question de l'esclavage scindèrent les baptistes en au moins trois conventions baptistes distinctes. Celle du Nord, de Boston, dont la Société missionnaire prit alors le nom d'*American Baptist Missionary Union*, celle du Sud (*Southern Baptist Convention*, réunie en Georgie), puis, plus tard, la convention "nationale" pour les Églises baptistes noir-américaines. C'est la Convention triennale de Boston, unifiant tous les baptistes jusqu'en 1845, qui décida l'intervention en France. De cette "Nouvelle Angleterre", ancien bastion puritain de la "Plantation du Seigneur" en plein essor économique, où chaque crique abrite un chantier naval et où les grands clippers de légende battent des records, allait naître la décision d'intervenir dans le pays de La Fayette.

L'influence américaine sur les débuts du baptisme français

Cette intervention n'aurait pas été possible sans un terreau d'origine, qui permette aux missionnaires américains de cultiver des espoirs raisonnables pour des récoltes futures.

Le terreau d'origine en France

Avant l'intervention baptiste américaine en France, qui a lieu en 1832, le baptisme existe déjà en France, même si ses contours manquent encore de précision. Tout a commencé dans un groupe de paysans, près de Douai, dans la localité de Nomain, qui se réunissait dès le début du XIXe siècle autour d'un homme dénommé Caulier qui avait retrouvé "une petite Bible qui y était depuis longtemps ignorée"¹⁴². Peu après la bataille de Waterloo, en 1815, un soldat anglais de l'armée d'occupation connaissant le français (peut-être ont-ils été plusieurs?)¹⁴³, semble avoir animé ce groupe de départ au sein de quelques familles, enseignement qui dut obtenir un réel écho puisqu'un petit temple fut construit au hameau voisin de Lannay, accueillant parfois des visiteurs de passage. Un groupe de "néo-protestants" s'était ainsi constitué, profitant des "failles" du système d'encadrement des

Seller" américain: *Honoré Wilsie Morrow, Splendeur de Dieu* (traduit de l'anglais par Brigitte Barbey), Paris, Je Sers, 1937.

¹⁴² Henri Pyt, *Journal*, cité par Émile Guers, *Vie de Henri Pyt, ministre de la parole de Dieu*, Toulouse, 1850, p. 89.

¹⁴³ Émile Guers, *Vie de Henri Pyt, ministre de la parole de Dieu, op. cit.*, p.71, affirme ainsi que Pyt dut se rendre à Valenciennes "où, depuis le séjour qu'y avait fait, en 1815, l'armée anglaise, un réveil religieux semblait s'être manifesté".

paroissiens dans un contexte de désorganisation, sur les ruines de l'Empire. En décembre 1819, Henry Pyt, évangéliste suisse au service de la Société Continentale d'évangélisation¹⁴⁴, fut invité à s'arrêter à Nomain, après des visites épisodiques d'un pasteur, Jean De Visme, qui y diffusa de nombreux exemplaires du Nouveau Testament. Il ne devait soutenir, au départ, que les Églises réformées du Hainaut et du Cambrésis, mais il accepta néanmoins un séjour de quatre jours à Nomain. Il y resta plus d'un an... Homme de Réveil, il s'attacha, avec son épouse, à assurer un encadrement pastoral à cette communauté nouvelle. Un apport local puisant sa source dans une lecture populaire de la Bible, un apport lié au Réveil anglais et suisse: telles apparaissent les deux premières "bonnes fées" qui se sont penchées sur le berceau des lointaines origines du baptisme en France. Mais avant 1820, on ne peut à proprement parler encore de baptisme en France, même si cette communauté du Nord l'y prépare. C'est un journal d'évangélisation lu par quelques jeunes gens appartenant à la petite communauté qui précipita l'évolution vers l'institutionnalisation d'un groupe proprement baptiste. Dans ce journal, il était question de l'oeuvre accomplie par le "baptiste" Carey aux Indes. C'est seulement à cette occasion que le terme, apparut, pour la première fois, dans l'Église de Nomain, car quoiqu'Henry Pyt ait lui-même reçu le baptême par immersion du croyant, après témoignage de sa foi (pratique à la base de la spécificité baptiste), il avait évité, jusque-là d'en faire trop publicité, puisqu'il appartenait à une structure interdénominationnelle. S'étant fait expliquer le terme, l'ayant médité puis souhaitant mettre en pratique cette doctrine baptiste qu'ils découvraient, certains membres du groupe de Nomain demandèrent alors le baptême. Parmi les nouveaux baptisés, Louis Caulier, qui décida en 1821, après le départ de Pyt, de constituer une petite Église baptiste dans un hameau voisin. C'est là que Caulier baptisa quelques temps après ceux qui constituèrent les premiers membres de l'Église baptiste. Le petit groupe vécut pendant plusieurs années sur lui-même, assez isolé, tout en exerçant un prosélytisme qui se concrétisa par la formation de plusieurs petites communautés baptistes (comme l'Église baptiste de Bertry et celle de Reumont, au Sud-Ouest de Le Cateau). Jusqu'en 1832, sans soutien ni reconnaissance publique, le premier baptême français montrait un dynamisme encore bien fragile. Il faut rappeler que ce petit groupe baptiste évolue dans un contexte où le catholicisme concordataire est la religion hégémonique, où le protestantisme réformé et luthérien, en vertu des articles organiques, a désormais une place reconnue dans la société, mais très minoritaire, et où toute tentative de prosélytisme non-catholique est généralement considérée par les autorités civiles et ecclésiastiques, ainsi que par les populations, comme une provocation, une agression. Dans cette perspective, la présence de ce petit groupe baptiste apparaît comme une anomalie. Il prône la conversion de l'individu dans une société encore très communautaire, ou holiste¹⁴⁵, il évangélise à tout va dans une société où une liberté religieuse complète n'est pas encore entrée dans les faits, il désacralise le rite et l'observance coutumière pour mettre en avant la piété biblique personnelle: il tranche très fortement avec le milieu rural et catholique dans lequel il évolue, et, par là même, il apparaît comme particulièrement fragile. Après dix ans de survie, les petits groupes baptistes français avaient grand besoin de soutien extérieur, et celui-ci intervint en suivant deux directions. Cette apport se manifesta d'Angleterre, et, de manière presque concomitante et plus massive, des États-Unis. L'apport anglais se dessina en 1831 quand se constitua, en dissidence de la Société Continentale britannique, interdénominationnelle, la *Baptist Continental Society*. Sensibilisés par des lettres comme celle du baptiste anglais John Dear, qui, après un séjour de trois mois en Normandie, décrit les Français comme aussi éloignés du salut que

¹⁴⁴ La Société Continentale d'Évangélisation a été fondée en 1818 par des protestants anglais d'Églises diverses, notamment baptistes (Robert et James Haldane, deux ardents promoteurs de cette société, appartenaient à cette tendance) pour évangéliser le continent.

¹⁴⁵ Société où l'individu se définit non pas dans un processus distinctif (on se définit en se distinguant de sa famille, de son village, de sa paroisse), mais dans un processus cumulatif (on n'existe pas comme individu sans sa famille, sa paroisse, etc...): le "moi" n'a un sens que par rapport au "tout". Cf notamment Louis Dumont, *Essai sur l'individualisme, Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1983.

les païens de l'Inde¹⁴⁶, les baptistes anglais entament, pendant plusieurs années, une action d'évangélisation en France. C'est à la même époque qu'intervinrent les baptistes des États-Unis, à la suite d'un diagnostic sans appel formulé par quelques observateurs.

Le diagnostic américain: un "christianisme" français "presque éteint" ?

Britanniques comme Américains, à l'orée des années 1830, sont sensibles à l'évolution de la situation intérieure française. La Révolution qui a propulsé Louis-Philippe au pouvoir semble pour eux porteuse de bien des espoirs. En octobre 1831, en Angleterre, on transcrit ainsi avec bonheur les observations d'Henri Lutteroth, qui signale que l'année qui suit les journées de 1830 a vu le nombre des tracts distribués augmenter de 200 000 en France par rapport à l'année précédente¹⁴⁷. Le même constat est effectué aux États-Unis: le moment semble favorable à une intervention missionnaire. Les baptistes américains, très vite, vont supplanter les baptistes anglais dans le soutien porté aux "frères et soeurs" français. L'intervention américaine, en effet, est plus organisée et dispose de davantage de moyens. Elle est également caractérisée par une ligne doctrinale plus stricte: autant les baptistes anglais restent doctrinalement assez "larges" (souplesse dans les critères d'admission à la Cène, accord pour les opérations interconfessionnelles), autant les Américains vont définir, et tenter d'imposer, une ligne baptiste "stricte", permettant de fixer une identité baptiste tranchée face aux multiples tentatives d'absorption des baptistes par d'autres groupes religieux (en particulier les protestants concordataires). Mais avant de produire ses premiers effets, l'intervention américaine, pour réussir, devait parvenir à sensibiliser largement le public baptiste. Plusieurs missionnaires, après les événements de 1830, se chargèrent de cette tâche, et appelèrent vigoureusement à un soutien de l'oeuvre d'évangélisation en France. Ces vellétés se traduisirent par un rapport remis à la Convention Triennale de Boston par le pasteur Howard Malcom. Ce dernier, voyageant pour des raisons de santé, avait visité la France et en avait retiré maintes réflexions en terme d'action missionnaire. Ses conclusions, insistant sur le très bas degré spirituel et moral de la France et sur le nouveau contexte politique, jugé favorable, né de la révolution de 1830, mentionnaient l'existence des noyaux baptistes dans le Nord du pays, présence jugée extrêmement positive dans la mesure où elle constituait une tête de pont idéale pour une entreprise missionnaire baptiste d'envergure. Soulignant par ailleurs la détresse matérielle de ces petites communautés, privées de tout soutien extérieur, il invitait les baptistes américains à la solidarité, sur un plan spirituel, moral et financier. Le ton vigoureux et sans appel de ce rapport perce notamment dans cet extrait: "Il y a une grande nécessité d'une telle mission. Le christianisme est presque éteint... La population française pourrait être divisée en trois classes, les infidèles, les superstitieux, et ceux qui sont en recherche. (...)Ceux qui sont en recherche constituent, heureusement, une part considérable. Trop intellectuels et réfléchis, d'un côté, pour adopter les frivolités d'un rituel absurde, ou, d'un autre côté, l'irrévérence ou l'infidélité, ils aspirent à quelque chose de meilleur. Mais il n'y a personne pour les conduire sur les chemins de la vie! Avec seulement une poignée de ministres pieux parmi 30 millions de Français, cela donne une population réduite à un

¹⁴⁶ Joseph Dear, Lettre du 23 octobre 1832, *Baptist Magazine*, nov 1832, vol XIV, pp. 491-492: "The great majority of the nation is divided into two classes, Catholics and Infidels, of which number by far greater proportion is decidedly of the latter description. (...) Are the souls of Frenchmen less valuable than those of Hottentots and Hindoos? Are the difficulties attendant upon the sending of Missionaries, on the expense of maintaining them, greater than among the savage hordes of Africa, or the idolatrous nations of Hindostan or of China?".

¹⁴⁷ *Baptist Magazine*, octobre 1831, vol XXIII, October 1831, article "Religious Tracts in France": "The effect of the late revolution in France on the operations of religious charitable societies, as was anticipated, is highly favourable."

troupeau de brebis sans berger! Il n'est peut-être pas possible de trouver sur la terre une plus impérieuse nécessité de mener un effort missionnaire.(...) Les encouragements sont particuliers en ce moment. Tout est prêt. La Sainte Bible, et des tracts admirables sont déjà disponibles dans la langue du pays, et pourraient être obtenus à n'importe quelle quantité auprès des sociétés existantes. (...) Ainsi, la Providence appelle les amis de la vérité à se lever et à agir, aussi bien en raison des nécessités extrêmes qu'en raison des encouragements particuliers de cette situation. S'il y a une circonstance où la Providence parle clairement, c'est bien celle là."¹⁴⁸ (...) Après avoir souligné qu'il faut agir vite, car la situation politique favorable née de la destitution de Charles X ne durera pas forcément indéfiniment, Malcom termine sur les "obligations spéciales" auxquelles font face les baptistes américains:"Nous autres, Américains, sommes soumis à une obligation spéciale. Pouvons-nous apprécier nos bénédictions -Dieu nous permettra-t-il de les conserver, si nous coupons court à notre compassion? Levez-vous! Vous, chrétiens américains, vous baptistes, républicains toujours! Levez-vous et faites fructifier les bénédictions dont vous êtes redevables. Remboursez la dette de vos pères. Soyez les dignes ancêtres des générations à venir!"¹⁴⁹ Ce texte, éclairant à plus d'un titre, ne laisse aucun doute sur une volonté missionnaire radicale. *Everything is ready*, tout est prêt. Le catholicisme voué aux gémonies, les réformés à peine évoqués par allusion, c'est dans ce qu'ils perçoivent comme un désert spirituel rempli de "brebis sans berger", irrigué seulement par le ruisseau "admirable" mais insuffisant des sociétés d'évangélisation (et la toute petite fraction baptiste du Nord, non mentionnée dans l'extrait cité), que les baptistes entendent entreprendre leur oeuvre d'implantation. La situation, selon eux, ne pouvait pas être plus favorable, selon un diagnostic qu'un grand responsable baptiste français, bien après coup, qualifia d'"erreur bénie"¹⁵⁰. Examiné par la Convention Triennale de Boston en 1832, ce rapport, qui fut publié, suscita une vive émotion, sensibilisant les baptistes américains sur leur destinée manifeste, leurs "obligations spéciales" vis à vis de la France, dont ils s'estiment les débiteurs. Comment mieux rembourser la "dette" contractée par leurs "pères" à l'égard de la France (sans doute une allusion, ici, à l'aide française au moment de la guerre d'indépendance) qu'en apportant l'Évangile au peuple français?Fort d'un tel argumentaire, le rapport déboucha sur la décision de venir en aide sans plus tarder aux premières petites communautés baptistes de France. Cette décision fut sans nul doute facilitée par la vibrante sympathie que le prestigieux missionnaire baptiste en Birmanie, Adoniram Judson, témoigna à l'appel de Malcom. Celui-ci alla en effet jusqu'à proposer qu'on lui retire une partie de ses fonds de soutien pour qu'ils puissent être affectés au nouveau champ de mission français. Cette sympathie s'explique par une expérience d'incarcération à Bayonne en tant que prisonnier de guerre, dont il avait tiré des

¹⁴⁸ *The Baptist Missionary Magazine*, Boston, John Putnam, 1832, Vol. XII, pp. 58-60, cité in Alexander de Dechalandeau, *op. cit.*, p. 38: "There is a great necessity for such a mission. Christianity is almost extinct... The population of France may be divided into three classes, the infidel, the superstitious and the inquiring. (...) The inquiring constitute, happily, a considerable party. Too intellectual and considerate to adopt the frivolities of an absurd ritual on the one hand, or the irreverence of infidelity on the other, they are feeling after better things. But there are none to lead them in the way of life! A handful of pious ministers among the 30 millions of the French, leave the people almost as sheep without a shepherd! Perhaps greater necessity for missionary effort, can scarcely be found on earth. (...) The encouragements at this time are peculiar. Everything is ready. The Holy Bible, and admirable tracts are already in the language of the country, and may be had in any quantities from existing societies... (...) Providence thus calls upon the friends of truth, both by the extreme necessities, and the peculiar encouragements of the case, to arise and act. If Providence ever speaks intelligibly, it does so in this matter (...)"

¹⁴⁹ *The Baptist Missionary Magazine*, Boston, John Putnam, 1832, Vol. XII, pp. 58-60, cité in Alexander de Dechalandeau, *op. cit.*, p. 39: "Special obligations rest upon us Americans. Can we enjoy our blessings -will God allow us to retain them, if we shut up our compassions? Rise! Ye American Christians- Ye Baptists, always Republicans! Rise and scatter the blessings you hold in stewardship. Repay the debts of your fathers. Be worthy ancestors to the generations to come!"

¹⁵⁰ Robert Dubarry, "A travers notre histoire, historique du baptisme à Paris", *Lien Fraternel*, n°9, nov.1912, p. 9: "Malcom crut, erreur bénie sans laquelle, chose étrange, il n'eût sans doute pu faire partager son enthousiasme pour la France à ses frères américains, qu'un grand mouvement religieux dans le sens baptiste serait aisé à produire, si ceux-ci voulaient bien y envoyer des missionnaires".

enseignements. Aussi écrivit-il une lettre au comité, qui produisit une impression profonde: "Je ne puis laisser passer l'occasion présente sans dire avec quel profond intérêt j'ai lu l'ensemble de vos remarques sur l'opportunité d'un essai missionnaire en France. La phrase: "Une France évangélisée serait fertile en ouvrages religieux et nourrirait la pensée de toutes les classes intelligentes de l'Europe" est singulièrement significative. Oh! Si le peuple des États-Unis pouvait bien la lire et se lever à cet appel! Quelle que soit l'intensité de mes sentiments envers la Birmanie, je me réjouirais bien cordialement si une très grande proportion des subsides que vous accordez aux pays païens était détournée de cette affectation pour secourir la France qui périclité!"¹⁵¹ La France, tête de pont de l'évangélisation baptiste de l'Europe? Tel était le rêve baptiste américain à l'orée des années 1830. Malcom et Judson furent entendus. Dès octobre 1832, deux missionnaires, choisis par la Convention Triennale, s'embarquent pour la France, où ils accostent en novembre, avec, devant eux, un immense champ de mission. Ces deux hommes ont des objectifs différents. Le premier, le révérend et professeur Ivah Chase, de l'institut baptiste de Newton (Massachusetts), a pour but de visiter les groupes baptistes autour de Nomain, afin d'évaluer leur situation dans un rapport détaillé. Le second, Jean-Casimir Rostan a d'autres projets. Issu d'une famille de la haute bourgeoisie catholique de Marseille, diplomate de carrière avant d'avoir choisi de devenir pasteur baptiste aux États-Unis (où il avait émigré avec sa famille en 1829) après sa conversion, il avait le profil d'un ambassadeur, dans tous les sens du terme, et il mit à profit ses qualités d'entregent, d'éloquence, de culture, au service du prosélytisme baptiste à Paris. L'énergique intervention de Rostan atteste que, dès le départ, les Américains essayent de mettre à contribution des Français dans le travail missionnaire. Des Français acculturés, certes, dans le cas de Rostan, mais des Français tout de même. L'arrivée de ces deux hommes en France donne le signal d'une nouvelle étape dans la croissance du baptisme français. En 1833 allaient survenir plus de changements que pendant les dix années écoulées.

Les modalités d'intervention des baptistes américains

Jean-Casimir Rostan avait pour premier but d'implanter une Église à Paris, et, à partir de là, de venir en aide aux baptistes du Nord. Fils d'un riche armateur marseillais, passionné de "travaux scientifiques, littéraires et philanthropiques"¹⁵², il avait été l'un des fondateurs à Paris, en 1820, de la Société de la Morale chrétienne. Consul général de France à La Havane, il s'était rendu aux États-Unis une fois son poste supprimé et c'est là qu'il reçut la formation baptiste qui lui permit d'être délégué en France par l'ABFMS. Son oeuvre à Paris fut extrêmement active, quoique de courte durée. Son intervention à Paris ne s'étendit en effet que sur treize mois, mais treize mois durant lesquels, en tant que conférencier et prédicateur, il s'attacha inlassablement à établir des contacts avec un certain nombre de personnalités en vue, dont plusieurs députés parmi lesquels le Général La Fayette. Ce contact avec La Fayette paraît révélateur: il montre que pour un groupe si exotique pour les Français que le baptisme, le truchement de personnalités françaises philo-américaines comme La Fayette s'avérait un passage obligé: en effet, seuls ces Français-là sont susceptibles de connaître le baptisme comme autre chose qu'un groupuscule mystérieux et potentiellement dangereux. La Fayette n'ignorait probablement pas l'existence, aux États-Unis, d'un certain nombre d'Églises baptistes actives, et son entregent pouvait être précieux pour les premiers baptistes français. Rostan, mandaté par les baptistes de Boston, effectua ainsi, en 1833, un harassant travail de *public relations*, assez nettement

¹⁵¹ Adoniram Judson, lettre à Malcom, cité par Robert Dubarry, "A travers notre histoire, historique du baptisme à Paris", *Lien Fraternel*, n°9, nov 1912, pp. 11-12.

¹⁵² Samuel Mours, *Un siècle d'évangélisation en France (1815-1914)*, T.1 (1815-1870), Flavion (Belgique), Librairie des éclaireurs unionistes, 1963, p. 64.

orienté vers les classes dirigeantes parisiennes, tout en prêchant régulièrement l'Évangile, y compris "en plein air dans le jardin du Luxembourg"¹⁵³, mais son travail tourna court. En effet, victime de l'épidémie de choléra qui ravagea la population parisienne en 1833, il ne put mener complètement à bien sa mission préparatoire; décédé le 6 décembre, il fut remplacé, quelques mois plus tard, par les pasteurs américains Isaac M. Willmarth et Erastus Willard, lequel ne tarda pas à constituer un embryon d'Église baptiste à Douai, dans le Nord, qui débuta avec cinq membres, en 1835: Willard et Willmarth y obtiennent du maire l'autorisation de tenir des cultes, "le dimanche à onze heures du matin, à deux heures et à six heures du soir"¹⁵⁴. Avec ces missionnaires américains, on passe à une seconde phase. Après la sensibilisation des élites parisiennes, menée à bien en partie seulement par Rostan, il s'agit désormais de structurer en profondeur le baptisme français, pour lui donner les moyens de survivre et de se développer: à cette fin, durant toute la décennie des années 1830, un combat sans merci fut mené contre les tendances "larges" du premier baptisme français. C'est dans cette perspective que nos missionnaires américains fondèrent, d'abord près de Douai puis à Paris (en 1853 d'après Aimé Cadot), une école pastorale, séminaire de formation pour de futurs pasteurs baptistes français, qui forma pendant plus de vingt ans tous les premiers évangélistes baptistes: Jean-Baptiste Créatin, Irénée Foulon, Louis Foulboeuf, Victor Lepoids, Hector Boileau, Alexandre Dez, François Vincent, François Lemaire, Aimé Cadot, futurs pasteurs dont les noms, pour la plupart, apparaissent dans les dossiers du Ministère des Cultes (consultés aux Archives Nationales). Plus tard, la succession d'Erastus Willard, reparti aux États-Unis à la suite de problèmes financiers, fut difficilement assurée, dans ce séminaire baptiste, par le professeur Edward C. Mitchell, hébraïsant, et les pasteurs Henri Andru et Alexandre Dez. Un opuscule de vingt-sept pages signé d'Erastus Willard, mais aussi de MM. Sheldon et Willmarth, paru en 1836, contient les doctrines fondamentales professées par ces premiers baptistes français, et les premiers étudiants de l'école pastorale ont probablement dû méditer ce texte. Il s'agit de l'une des toutes premières publications baptistes de l'histoire de France. Cet opuscule, *Croyance religieuse des baptistes*, porte en sous-titre "justifiée par quelques uns des principaux passages de l'Écriture qui s'y rapportent et en sont le fondement". La revendication d'une stricte observance du message biblique est ainsi posée d'emblée, et est réaffirmée au début du texte: "Admettre que la Bible est une révélation de la volonté divine, c'est reconnaître en même temps l'obligation de l'étudier, et de conformer à ce qu'elle enseigne et ses opinions et sa conduite"¹⁵⁵. La liberté d'évangéliser est ensuite affirmée, tout en reconnaissant qu'en France, l'évangélisation doit tenir compte du fait que les baptistes ne sont pas seuls à détenir la vérité de l'Évangile ("Nous croyons qu'un grand nombre de ceux que renferme ce royaume exposent avec autant de pureté que de talent, tant en chaire que par voie de presse, les principales doctrines du christianisme"). On remarque, ici, un ton bien plus modéré que celui employé quelques années plus tôt à la Convention Triennale baptiste de Boston! Attitude de tolérance dictée par une volonté (que l'on pourrait soupçonner d'opportunisme) de rassurer sur l'ouverture des baptistes, mais aussi par une connaissance affinée du paysage religieux français, propre à un homme de terrain, qui fait assez largement démentir les accusations de sectarisme exclusiviste. Même s'ils tiennent un discours "offensif" sur ce qu'ils considèrent, dans l'histoire de l'Église, être des déviations par rapport au message originel du Christ, jamais les baptistes ne prétendront qu'hors de leurs communautés, point de salut n'est possible. En ce sens, ils interviennent sur la scène française dans la logique d'une dénomination, et non dans celle d'une secte (au sens commun du terme). Fidélité à la Bible, Parole de Dieu, attachement au baptême par immersion du converti, après profession de foi, sainte Cène présentée comme un rite

¹⁵³ Robert Dubarry, "Jean-Casimir Rostan", *Pour faire meilleure connaissance, Etudes et messages*, Valence sur Rhône, Imprimeries réunies, 1952, p. 101.

¹⁵⁴ Archives Nationales, cote F 19 10931. Copie de l'arrêté du maire de Douai, signé de son adjoint Delacroix, autorisant les cultes, daté du 22 octobre 1836. Cette copie a été transmise au ministre des Cultes par la Préfecture du Nord dans un courrier du 16 novembre 1836.

¹⁵⁵ Erastus Willard (MM.Sheldon et Willmarth), *Croyance religieuse des baptistes*, Paris, Librairie de J.-J. Risler, 1836, p. 1.

"commémoratif"¹⁵⁶ célébré par les seuls croyants: c'est à une Église de professants (*Believer's Church*) que les baptistes se réfèrent comme modèle ecclésiologique: "Toute société ou communauté à laquelle on donne le nom d'Église se compose, non pas d'individus pris indistinctement dans la classe du peuple, dans telle ou telle localité, mais de personnes marquées d'un sceau particulier, de croyans enfin, qui, se présentant au baptême, se sont déclarés disciples du Sauveur."¹⁵⁷ A cette exigence s'ajoutent les principes de l'indépendance de chaque Église, même si des associations libres peuvent se développer, et un accent, parallèlement au rôle important du pasteur et des diacres, sur celui de chaque "laïc". Pas vraiment de distinction ici entre les virtuoses et les autres. Ces positions constituèrent la base doctrinale des premiers évangélistes baptistes en France. Quelques années à peine après l'intervention américaine en France, on constate que l'armature doctrinale des baptistes français s'avère rigoureusement conforme à celle de leurs collègues américains. Quand le ruisseau rencontre le fleuve, il en prend la couleur, et le cas des baptistes est symptomatique d'un certain type d'échanges religieux entre la France et les États-Unis. De petits groupes comme les baptistes français ont véritablement joué le rôle de "passeurs" d'idées et de croyances, d'émissaires d'un nouveau mode d'appréhension du religieux, fondé sur la part prépondérante de la décision individuelle et sur le principe d'indépendance ecclésiale. Un homme comme Ruben Saillens en particulier, très populaire aux États-Unis, consacra une large partie de ses efforts à établir des liens transatlantiques (et trans-Manche), dans des domaines allant de l'acclimatation de méthodes d'évangélisation à la traduction/adaptation de cantiques¹⁵⁸. Bien avant les "Nouveaux Mouvements Religieux" dont traitent les sociologues aujourd'hui, et où l'influence américaine joue là aussi un grand rôle, des petits groupes protestants du XIXe siècle comme les baptistes ont préparé un mouvement tendant vers l'individuation de l'option religieuse. L'acculturation des Français aux méthodes américaines ne se fit cependant pas sans résistance, ni à sens unique. Comme on l'a souligné, le "baptême" en tant que modèle religieux spécifique ne fut pas importé tel quel par les Américains: il préexistait, en France, à l'intervention d'outre-Atlantique. D'autre part, il semble que bien des malentendus culturels, bien des "ratages" marquèrent les débuts de l'intervention américaine. Le journal personnel tenu par l'un des acteurs les plus importants de l'évangélisation baptiste en France au XIXe siècle, Jean-Baptiste Crétin, qui fut à l'origine directe de la création de plusieurs Églises, est tout à fait révélateur à cet égard. Sans langue de bois, il décrit dans ces termes la façon dont il a vécu ses 18 mois de formation dans l'école pastorale de Douai, au moment où les missionnaires américains venaient de la mettre en place: "Ces Messieurs qui étaient venus en France dans le but de fonder une école de théologie, visitèrent le Nord et vinrent s'y établir. (...) Ils quittèrent Paris et vinrent s'établir à Douai. Je quittai Paris et je revins dans mon pays natal¹⁵⁹ où était M. Monteil qui prenait des leçons avec des enfants dans une pension dirigée par un ancien séminariste, M. Leclerc. (...) Nous étions trois futurs pasteurs qui prenaient des leçons avec des enfants, ce qui faisait un mauvais effet. Nos missionnaires américains nous traitaient comme si nous avions été des hindous. Ils oubliaient qu'ils étaient en France. Ils donnèrent un franc par jour à ma mère pour me nourrir, loger, laver, coudre, etc. Je n'avais plus de vêtement pour le dimanche et ils ne voulaient rien donner pour en acheter. Ils nous mettaient comme tout ce qu'il y a de plus bas. Après avoir passé dans cet état plus de 18 mois, on demanda un ouvrier pour Genlis (Aisne). Je m'offris car je perdais mon temps et n'apprenais presque rien."¹⁶⁰ A ces mots, on mesure le décalage culturel entre "ces messieurs" les formateurs américains, fraîchement débarqués et ne

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 17.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 20.

¹⁵⁸ Ruben Saillens (1855-1942) fut le principal acteur de l'expansion baptiste à la fin du XIXe siècle, et exerça pendant cinquante ans un ministère d'évangéliste qui lui acquit, au sein du protestantisme francophone et anglophone, une popularité considérable. Chantre, poète, prédicateur de talent, il a fondé l'Institut Biblique de Nogent sur Marne en 1922.

¹⁵⁹ Pour le narrateur, son "pays natal", c'est la région du Nord, dont il est originaire et dont il parle le dialecte.

¹⁶⁰ Jean-Baptiste Crétin, Notes autobiographiques, document dactylographié par Jacques Blocher, p. 24, reproduit avec son aimable autorisation.

maîtrisant bien, ni les coutumes ni la langue françaises, et les jeunes baptistes français, aspirants pasteurs, forts soucieux de leur dignité: les Français ne sont pas des Hindous! En dépit de ces malentendus, l'évangélisation baptiste progressa, encouragée par les missionnaires américains et leurs premiers collègues français. Parmi eux, Jean-Baptiste Crétin, malgré les malentendus culturels qu'il relève, s'avéra le plus efficace, se montrant à l'origine de plusieurs Églises. L'évangélisation soutenue par l'ABFMS se développa initialement sur trois axes: le Nord, la vallée de l'Oise et Paris. Parallèlement à cet essor, la reprise en main du baptisme français sur une ligne "stricte" (refusant la Cène à un non-baptisé, réticent vis-à-vis de la collaboration avec les autres confessions) s'effectua progressivement, sur une dizaine d'années, durant lesquelles les communautés baptistes larges qui refusèrent de suivre la nouvelle ligne perdirent leur spécificité baptiste pour rejoindre les réformés (ce fut en particulier le cas de la communauté de Bertry). Cette crise initiale témoigne d'un "quitte ou double" des Américains: ou bien la ligne stricte échouait, et les premières petites Églises baptistes finiraient par rejoindre les protestants concordataires, très soucieux de "récupérer" les dissidents. Ou bien elle s'imposait, permettant, malgré la marginalisation des récalcitrants (les baptistes "larges") et une baisse initiale des effectifs, d'ancrer une "dénomination" spécifique en terreau de chrétienté. Au terme de dix ans de crise, la seconde option s'avéra la bonne, et au milieu du XIXe siècle, le baptisme français pouvait affirmer une dominante "stricte" qui empêcherait la "récupération" de ses Églises. Les progrès furent lents au départ. Face à l'irruption d'évangélistes au profil peu situable, les réactions des populations sont méfiantes, et celles des autorités sont marquées au sceau du soupçon. En témoigne par exemple cette lettre du parquet de la Cour Royale d'Amiens au Garde des Sceaux, qui fait sortir du brouillard d'anonymat les premiers baptistes de Chauny (Aisne): "Un Sr Poix (sic)¹⁶¹ se disant pasteur de l'église réformée se livre depuis plusieurs années à des prédications dans la ville de Chauny; il n'appartient à aucun culte reconnu, ne reçoit aucun salaire de l'Etat et ne relève d'aucun consistoire; il est d'une secte américaine dite des Baptistes, et reçoit de l'argent de cette secte qui à ce qu'il paraît réside à Douai, un traitement annuel, le pouvoir d'évangéliser et d'administrer le baptême qu'on l'a vu effectivement donner à des adultes. Le nombre de ses prétendus coreligionnaires, qu'il réunit habituellement dans un local appartenant à un Sr Courtois s'élève toujours de 25 à 40, cependant l'existence de ces associations religieuses n'a été connue de M. le Procureur du Roi de Laon qu'il y a trois mois environ, par une lettre de M. le Préfet de l'Aisne, qui lui-même était resté dans l'ignorance la plus complète et qui n'a été éclairé que par une plainte de Mgr l'évêque de Soissons."¹⁶² L'"ignorance la plus complète" règne ainsi face à ces baptistes, que l'on affuble d'une qualification stigmatisante (les "prétendus coreligionnaires") qui rappelle celle de "prétendus réformés" attribuée aux protestants persécutés sous l'Ancien Régime. Ils sont situés cependant par rapport à leur dénomination d'origine, qualifiée de "secte américaine", mais ne suscitent que méfiance, et crainte outragée de la part de l'évêque de Soissons, auteur d'un courrier exigeant la fin des réunions baptistes. De telles réactions, et le caractère ultra-minoritaire des premiers baptistes, expliquent en partie une croissance modérée, qui aboutit, à la fin du XXe siècle, à une présence baptiste en France d'un peu plus d'environ 11000 membres, chiffre qu'il faut multiplier par trois ou quatre pour pouvoir le comparer à celui des Églises dites "mutlitudinistes"¹⁶³. Cette présence reste réduite, et ne correspond pas aux grands espoirs fondés, jusqu'à la fin du XIXe siècle (et réactivés après 1945), dans un rapide développement baptiste en France. Par rapport aux espérances initiales, l'implantation baptiste en France constitua donc un demi échec, même s'il faut le relativiser à la lumière de sa croissance continue (dans un contexte où les grandes Églises connaissent, elles, une

¹⁶¹ Il s'agit du pasteur baptiste Victor Lepoids fondateur de l'Église baptiste de Chauny (Aisne), toujours active à la fin du XXe siècle, membre de la Fédération des Églises Évangéliques Baptistes et de la Fédération Protestante de France.

¹⁶² Archives Nationales, cote F19 10 926, lettre du Parquet de la Cour Royale d'Amiens au Garde des Sceaux, 24 novembre 1846, 2 p.

¹⁶³ C'est-à-dire que l'on arrive environ au chiffre de 35000 baptistes français. Voir note 4.

baisse importante d'effectifs). Dans cette lente croissance, l'influence américaine a été considérable dans le domaine de la fixation d'une identité vigoureusement "baptiste" et dans celui de la formation, sur terrain français mais aussi aux États-Unis, des pasteurs baptistes français; elle fut décisive aussi en terme de financement, puisqu'il faut attendre l'extrême fin du XIXe siècle pour qu'une Église baptiste française, celle qui s'installa avenue du Maine à Paris¹⁶⁴, décide pour la première fois de se passer du financement américain. Un cas exceptionnel, qui tranche d'autant plus que jusqu'aux abords de la Seconde Guerre Mondiale, l'engagement financier américain reste décisif pour la plupart des baptistes français. En revanche, l'influence américaine semble avoir été beaucoup plus réduite sur le plan des hommes, peu de missionnaires américains se rendant en France. A part la première vague envoyée dans les années 1830, les missionnaires américains sont bien peu nombreux, et on préfère former des Français plutôt que d'envoyer des Américains¹⁶⁵. Ce choix s'explique dans le cadre d'une réflexion théorique sur l'écart culturel entre les deux pays en matière religieuse.

Quelques problèmes posés

Quelques problèmes théoriques, transposables à d'autres sujets, émergent de l'étude. Deux champs religieux antagonistes sont à l'oeuvre dans l'implantation baptiste en France.

Deux conceptions du champ religieux en heurt

La première tension qui joue dans l'implantation baptiste en France met en jeu deux conceptions très fortement antagonistes de ce que représente le rapport de l'individu à la religion. Si l'on occulte cette opposition, beaucoup de choses échappent à la compréhension. Les Américains sont littéralement horrifiés par la situation religieuse qu'ils découvrent en France. La situation quasi mono-religieuse qui est celle de la France vers 1830 leur apparaît comme une incongruité. Que le pays qui l'a aidé à acquérir son indépendance, qui représente les Lumières, soit en situation quasi mono-religieuse, caractérisée par l'hégémonie presque absolue du catholicisme, voilà quelque chose de peu compréhensible pour les Américains, habitués d'assez longue date à une situation de pluralisme religieux de fait et de droit. D'un côté, hégémonie catholique, encouragée par l'État jusqu'en 1870 même s'il faut dans ce tableau dégager de fortes nuances. De l'autre, pluralisme religieux, l'État ne s'engageant pas sur le terrain de la compétition entre les différentes dénominations. Il y a là une différence fondamentale, qui a choqué les premiers baptistes américains qui se rendirent en France, et qui explique peut-être en partie le fait que très peu de missionnaires américains aient été envoyés en France au cours du XIXe siècle. Il faut ajouter que le baptême constituait en quelque sorte un abcès de fixation doctrinal à cette opposition des modèles. Les Français, au XIXe siècle, sont extrêmement attachés au baptême du nourrisson. Dans une société fortement marquée par un modèle de la conformité, il est inconcevable que l'enfant ne soit pas symboliquement agrégé, dès sa naissance, à l'Église de tous. La doctrine baptiste, en la matière, heurtait de plein fouet cette institution millénaire, ciment de la "société de chrétienté" que constitue alors encore la France. Prôner un

¹⁶⁴ Conduite par le pasteur Philémon Vincent.

¹⁶⁵ Cette affirmation serait à nuancer à propos de la nouvelle vague d'évangélisation baptiste américaine en France qui s'ouvre à partir des années 1950, notamment sous l'impulsion d'*independent baptists*, mais il s'agirait là d'une autre étude.

baptême du converti, un baptême d'adulte, après profession de foi, en vertu d'un acte de liberté individuelle qui s'approprie le rite (le baptisé devenant, non plus sujet passif du rite, mais acteur volontaire), c'était véritablement ébranler à sa base l'édifice symbolique de la chrétienté à la française, au nom d'un modèle volontariste de liberté individuelle encore bien mal acclimaté en France dans le domaine religieux. Cette tension est à mettre en relation avec une seconde opposition, peut-être encore plus fondamentale.

Devenir baptiste: une signification sociale opposée de part et d'autre de l'Atlantique

Devenir baptiste, dans le contexte socioculturel qui était celui des missionnaires baptistes américains au moment de leur intervention en France, c'était une forme de promotion à la fois personnelle et sociale. Max Weber en a fait l'éclatante démonstration dans *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* et le texte qui lui fait suite, intitulé *les sectes protestantes et l'esprit du capitalisme*, en insistant sur le rôle socialisant des groupes évangéliques, en particulier baptistes, aux États-Unis. Il démontre que l'appartenance à une Église professante n'admettant le baptême qu'après profession de foi et vérification de la moralité joue comme un certificat de bonne conduite et de bonne intégration sociale. Un "label" qui témoigne en faveur du converti et lui permettra beaucoup plus facilement de trouver un emploi intéressant. Max Weber souligne ainsi: "Jetons un regard en arrière pour considérer les commencements religieux de ces sectes protestantes. Dans leur littérature, surtout celle des baptistes et des quakers, à travers tout le XVIIe siècle, nous trouvons sans cesse de la jubilation à l'idée que les pécheurs "enfants de ce monde" se méfient les uns des autres dans les affaires, mais qu'en revanche ils ont confiance en la probité que la religion entretient chez les hommes pieux. C'est pourquoi ils n'accordent du crédit qu'à ces derniers, ne déposent de l'argent qu'entre leurs mains et achètent dans leurs boutiques, car là et seulement là, les prix sont honnêtes et fixes. on sait que les baptistes ont toujours revendiqué l'honneur d'avoir, les premiers, érigé cette attitude en principe."¹⁶⁶ Cet *ethos*, ce rapport spécifique au travail que l'on a pu qualifier, avec Weber, d'ascétisme séculier et qui contribue tant à l'excellente réputation, aux États-Unis, d'un baptiste, n'est d'aucune aide aux baptistes français. Loin de contribuer à leur bonne intégration sociale, l'appartenance au baptisme les exclut. Être baptiste et Français, du moins jusqu'en 1866, c'est s'exposer à une arrestation ou une condamnation possible, c'est souffrir d'une marginalisation diffuse imposée par le contexte social. Être baptiste, c'est revendiquer un discours de singularisation en rupture avec les codes habituels qui soudent le consensus social. Être baptiste, c'est se risquer d'être enterré dans le lopin des suicidés. Se convertir, c'est entrer dans un processus, non pas d'intégration symbolique, comme c'est le cas aux États-Unis, mais au contraire de rupture délibérée, assumée comme telle. Rappelons que plusieurs pasteurs ou prédicateurs baptistes furent traînés devant les tribunaux, parfois emprisonnés, que plusieurs Églises ont été fermées pendant de longues années, en particulier sous le Second Empire, rappelons qu'à Chelles, dans l'Oise, à l'automne 1853, le curé fit déterrer le cadavre d'un baptiste qui avait été inhumé dans le cimetière communal... Dans la France du XIXe siècle et particulièrement jusqu'en 1870, l'univers symbolique structurant, très largement holiste, refuse vigoureusement le petit modèle concurrent baptiste qui représente pourtant, de manière presque paradigmatique, le modèle religieux à succès des Américains. Réaliser ce décalage, pour les missionnaires américains, dut être une réalité d'autant plus difficile qu'ils auraient pu s'attendre, au pays des Lumières, sur un territoire d'ancienne et prestigieuse civilisation européenne, à plus d'ouverture de la part des autorités et des populations. La Révolution de 1830, à cet égard, avait soulevé bien des espoirs. Cela apparaît notamment dans un courrier de Jean-Casimir Rostan de

¹⁶⁶ Max Weber, *Les sectes protestantes et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, pp. 270-271.

juillet 1831 au révérend Bolles, secrétaire du comité baptiste américain des missions étrangères, où il affirme, un an après la Révolution de 1830, que "la libéralité des chrétiens baptistes, leur aversion contre toute intolérance sera appréciée en France"¹⁶⁷. C'était tabler un peu vite sur le vent de liberté de la révolution de juillet 1830, et avec le recul, on peut relativiser; mais pour les acteurs de l'époque, notamment vu d'outre-Atlantique, il y avait là un contexte jugé prometteur: on déchantait rapidement. Un rapport de 1881, lu à Boston à la *Woman's Baptist Missionary Society*, fait état de cette stupéfaction affligée des Américains devant les résistances françaises. On pouvait notamment y lire: "Any meeting, to be authorized, must have the consent of the magistrates. The constitution decreed religious liberty, and this law was designed primarily to guard against dangerous political assemblies; but it could easily be made to serve wherever wanted." Et le rapport énumère ensuite des cas de persécution contre des baptistes français, avec ce commentaire, "the result was prohibition, with a threat"¹⁶⁸. Cette menace qui pesa longtemps sur les baptistes français eut notamment pour effet de susciter un certain exode vers les États-Unis: il y eut bel et bien un petit "Refuge" baptiste français au XIXe siècle, qui toucha plus d'une centaine de membres parmi les premières Églises baptistes françaises (Lyon, Saint Etienne, Montbéliard, La Fère, Paris en particulier). Dans la presse baptiste de la fin du siècle, de fréquents articles mentionnent ainsi les communautés baptistes francophones aux États-Unis, constituées pour une part de Québécois convertis et d'émigrés. Ainsi, dans l'*Écho de la Vérité*, organe des Églises baptistes françaises de 1879 à 1915, un article intitulé "Les baptistes franco-américains", nous apprend que dix-sept missionnaires travaillent, sur plus d'une vingtaine des postes, dont la plupart sont en Nouvelle Angleterre, auprès des baptistes américains francophones. Le président de l'oeuvre (Missionnaire général des Missions Baptistes françaises de la Nouvelle Angleterre), le Rev. J.N. Williams, se félicite des progrès réguliers accomplis lors d'une conférence semestrielle des missionnaires français de la Nouvelle Angleterre, les 6 et 7 février 1893¹⁶⁹. Dans un autre article, on mentionne l'oeuvre d'Edmond Ramette, français émigré et pasteur baptiste à Providence, États-Unis, qui "a la bonté de s'occuper de (l') *Écho* et de (...) recruter de nouveaux abonnés pour la revue baptiste française"¹⁷⁰. Quelques années plus tôt, dans le même journal, on découvre que les groupes baptistes émigrés semblent avoir tenu à conserver des liens directs avec leurs coreligionnaires français en terme d'aide à l'évangélisation: "Une petite colonie de baptistes français, originaires du département de l'Aisne, est établie à Sébastopol (États-Unis). Ces frères n'oublient pas leur patrie d'origine. Une touchante habitude qui s'est établie parmi eux, c'est de faire, à chacun des mariages contractés parmi les membres de la communauté, une collecte en faveur des missions, et spécialement de la mission de France. Cette idée généreuse est due au frère J.-L. Tremblay, que plusieurs de nos amis de France ont bien connu, il y a vingt cinq ans. Notre ami est mort depuis deux ans, mais la tradition s'est maintenue au milieu de nos frères, et nous recevons avis de l'envoi d'une somme recueillie dans une quatrième collecte. Nous remercions bien cordialement nos amis de Sébastopol pour leur constant souvenir, et nous serions heureux que leur exemple trouvât parmi nous beaucoup d'imitateurs."¹⁷¹ Entre le "Refuge baptiste" français aux États-Unis et la "patrie d'origine", des liens furent ainsi cultivés, sans pour autant que se constituent de véritables filières ou réseaux d'émigration. Les baptistes français, en effet, ne tenaient en aucun cas à encourager le départ. Compte tenu du faible nombre des baptistes français au XIXe siècle, une bonne centaine d'émigrants constituait déjà une hémorragie considérable (A La Fère, ce sont ainsi, avec leur pasteur Irénée Foulon, les 2/3 de l'Église qui émigrent..., et on peut estimer qu'à dater de 1870, un

¹⁶⁷ "Jean-Casimir Rostan, pionnier de l'oeuvre baptiste en France", brochure du Centre de Culture Chrétienne de Mulhouse, sans date, page 3.

¹⁶⁸ Mrs Ada C. Chaplin, "Early sowers in the white fields of France", Boston, Women's Baptist Missionary Society, 1881, pp. 6-7.

¹⁶⁹ *L'Écho de la Vérité*, n°6, mars 1893, p. 42-43.

¹⁷⁰ *L'Écho de la Vérité*, n°8, avril 1895, p. 64.

¹⁷¹ *L'Écho de la Vérité*, n°22, nov. 1884, p. 264.

baptiste français sur dix est parti aux États-Unis). Encourager les départs aurait été à l'opposé des ambitions baptistes en France: une optique missionnaire visant au "church planting" au pays de Voltaire. Cette ambition d'implantation et de développement baptiste en France explique que si les départs furent importants (surtout durant la période très répressive du Second Empire), ils n'eurent pas le même impact que chez les anabaptistes-mennonites étudiés par Jean Séguy¹⁷². En effet, le prosélytisme continu auquel se livrèrent les baptistes français leur permit, contrairement aux mennonites, repliés en vase clos, de compenser les pertes par de nouvelles conversions. Avec la fin du XIXe siècle, les départs pour les États-Unis se raréfient car le contexte français change. La République s'installe, et avec elle, une liberté de culte élargie permettant aux baptistes français de respirer. Dès lors, de 1870 à nos jours, la pluralité religieuse s'est progressivement inscrite, de fait comme de droit, dans la société française. Mais des résistances restent encore à l'oeuvre et devenir baptiste aujourd'hui, selon qu'on soit en France ou aux États-Unis, n'a toujours pas la même signification sociale, même si l'opposition est beaucoup moins tranchée qu'au milieu du XIXe siècle. Cette constatation débouche sur un dernier problème.

L'influence baptiste américaine, et son impact sur la recomposition identitaire de la France religieuse

Depuis le début du XIXe siècle avec le concordat et les articles organiques, puis le début du Xxe siècle avec la séparation des Églises et de l'État, la France a franchi deux seuils de laïcisation, pour reprendre la terminologie de Jean Baubérot¹⁷³ et en deux siècles, l'identité religieuse de la France a connu plus de mises en questions que dans les dix ou quinze siècles qui précèdent, où la France fonctionnait, selon les termes d'Emile Poulat, en "société de chrétienté". C'est pourquoi il n'est pas vain de parler de recomposition identitaire de la France religieuse pour la période contemporaine; l'implantation baptiste, encouragée par les Américains, a joué son modeste rôle dans cette recomposition, et elle en révèle surtout des tensions. L'une des tensions fondamentales que révèle cette influence baptiste américaine, c'est la difficulté d'accepter une situation nouvelle de pluralisme religieux, y compris au sein du protestantisme, avec l'idée que l'on se fait de la tradition religieuse française. En d'autres termes, aujourd'hui comme hier en France, on a parfois tendance à qualifier la plupart des groupes religieux ultra-minoritaires évoluant en France d'importations anglo-saxonnes pures et simples, c'est-à-dire de transplantations n'ayant rien à faire, au fond, avec ce qui serait la véritable identité religieuse française. Cet état d'esprit est extrêmement commun au XIXe siècle: les protestants sont régulièrement accusés de constituer une cinquième colonne étrangère; peu à peu, cette accusation s'est atténuée en direction des principales Églises protestantes françaises (réformée et luthérienne), pour se concentrer sur les Églises protestantes minoritaires, parmi lesquelles les baptistes. On retrouve encore cette conception de nos jours, sous des formes moins agressives. Elle

¹⁷² Jean Séguy, dans *Les assemblées anabaptistes-mennonites de France*, Paris-La Haye, Mouton, 1977, p.372, estime que "le mouvement de population" anabaptiste-mennonite vers les États-Unis porte "sur sept cents à mille personnes, les départs s'effectuant généralement en famille." Sur une population d'environ 2 000 mennonites français, on conçoit que l'ampleur de l'hémorragie (entre 40 et 50%) n'est pas comparable à celle constatée chez les baptistes. Dans un cas une mentalité de citadelle assiégée, sans perspective immédiate de développement (par absence de prosélytisme), dans l'autre (les baptistes), une mentalité de commando au service d'une évangélisation permanente.

¹⁷³ Jean Baubérot, *La Laïcité, quel héritage? De 1789 à nos jours*, Genève, Labor et Fides, 1990: le second seuil est décrit p. 75: il est caractérisé par la "dissociation institutionnelle", l'absence de légitimité du religieux et l'affirmation générique de la liberté religieuse. Ce nouveau seuil clôt le "pacte laïc" ouvert par le Concordat, premier seuil de laïcisation marqué par une "fragmentation institutionnelle" (p. 30) ouvrant sur un pluralisme religieux partiel.

transparaît notamment dans le récent rapport parlementaire sur les sectes de Jacques Guyard et d'Alain Gest¹⁷⁴. A la page 32 du rapport, on peut ainsi lire que les sectes "se sont installées en deux vagues" principales."La première remonte au début du XXe siècle, qui a vu des mouvements religieux nés pour la plupart dans des pays anglo-saxons s'enraciner dans la société française. Témoins de Jéhovah, Mormons, Pentecôtistes, Adventistes, Baptistes".Ailleurs dans le rapport, les baptistes français ne figurent pas dans la liste donnée des sectes, mais dans l'extrait cité, un amalgame est effectué, autour de l'influence anglo-saxonne, sur la base d'une triple méprise. D'une part, ni les baptistes ni la plupart des pentecôtistes ne peuvent être, même allusivement, considérés comme des sectes au sens socio-politique et journalistique du terme aujourd'hui. Ce sont des branches notoirement importantes du protestantisme, le baptisme constituant même la première dénomination protestante aux États-Unis. D'autre part, les influences anglo-saxonnes n'ont pas commencé, comme l'affirme le rapport, au début du XXe siècle, mais au début du XIXe siècle (parfois avant, en ce qui concerne les quakers). Cette seconde erreur est significative d'une perception faussée de l'histoire de ces groupes religieux minoritaires, dont on a tendance à présenter l'origine comme beaucoup plus récente qu'elle ne l'est en réalité. La troisième erreur de perspective du rapport en ce qui concerne ces groupes religieux, c'est qu'il semble les considérer comme des importations clefs en main alors que la réalité est généralement beaucoup plus nuancée, et que la part française dans le démarrage de ces groupes, notamment les baptistes, est déterminante. Le baptisme en France a existé avant l'intervention américaine, on peut même dire qu'il s'est constitué avant l'intervention anglaise, puisque c'est à la demande express des paysans de Nomain, qui avaient lu une brochure d'évangélisation parlant du baptiste Carey, qu'eurent lieu en 1820 les premiers baptêmes d'adultes qui ont conduit à la création de la première Église baptiste française. Les premiers baptistes en France sont donc des Français, et durant toute l'histoire du développement baptiste en France, hormis les années 1835-1840, au moins 90% de ses cadres, de ses pasteurs, sont des Français. Cela ne doit pas déprécier l'influence américaine, qui fut considérable¹⁷⁵, mais cela permet de la resituer dans sa juste perspective. Une influence forte mais en interrelation, en interaction, qui n'a rien d'un "parachutage". Cette mise en débat, et en accusation parfois, de l'impact américain sur le baptisme français peut donc se lire au niveau de l'identité religieuse nationale toute entière, la façon dont on perçoit les baptistes français et leurs appuis américains révélant beaucoup sur l'imaginaire religieux national. Mais cette influence baptiste américaine peut être lue aussi au niveau plus restreint du protestantisme français. Les protestants français ont très tôt eu l'habitude d'un soutien étranger, qu'il soit anglais, hollandais, suisse ou allemand, mais il s'agissait toujours, jusqu'au XIXe siècle, d'un soutien européen. Et l'identité protestante française s'est très fortement consolidée sur cet axe européen, avec une prétention d'universalité forte de l'héritage de Calvin et de Luther. Avec le protestantisme américain, c'est une autre prétention d'universalité qui s'affiche, différente de la version européenne par un accent plus fort sur la liberté et l'individu, d'autres référents. Le développement des baptistes, quand l'influence d'outre-Atlantique a commencé à se manifester, n'a pas été sans poser de problèmes d'identité aux protestants français, peu habitués et peu disposés à une influence américaine. Même s'il existe une diaspora huguenote aux États-Unis, elle n'en est pas moins très réduite, et cela joue sur la distance qui sépare les protestantismes américains et français. Intériorisant très fortement l'universalisme "à la française", quitte à feindre peut-être d'oublier que Calvin n'était certes pas, ni un rationaliste, ni un démocrate, et encore moins un partisan de la privatisation des

¹⁷⁴ *Les sectes en France*, rapport de l'Assemblée Nationale n°1468, par Alain Gest (président de la commission d'enquête) et Jacques Guyard (rapporteur), 1996.

¹⁷⁵ Tout comme la chrétienté médiévale "bien française" n'aurait jamais pu se constituer sans un apport étranger important: rappelons que le christianisme est venu d'Orient, que les fameux martyrs de Lyon de 177 (si la tradition évoquée par Eusèbe est exacte) étaient phrygiens (originaires de Turquie actuelle), que bien des provinces doivent leur christianisation à des moines irlandais venus évangéliser la Gaule à partir du VIe siècle, dans la foulée de Saint Colomban, etc.

mœurs¹⁷⁶, les protestants français de tradition réformée (plus que les luthériens) s'accordent ainsi régulièrement des *satisfecit* d'orthodoxie protestante, le protestantisme anglo-saxon servant de repoussoir d'autant plus commode qu'on le connaît mal, brocardé comme "calvinisme dévoyé" dans ses excès ressassés de "puritanisme"¹⁷⁷. Jusqu'à aujourd'hui, ces difficultés de relations se perçoivent, notamment dans la grande réserve affichée par beaucoup de protestants français vis-à-vis des campagnes d'évangélisation en France et en Europe du baptiste Billy Graham, et que Jean Baubérot a analysée avec beaucoup de recul dans *Le protestantisme doit-il mourir ?*¹⁷⁸ En conclusion, il faut rappeler que les questions théoriques soulevées par l'étude de l'influence américaine sur le baptisme français dépassent le domaine des baptistes. Elles sont transposables à d'autres groupes religieux, en particulier aux Églises protestantes françaises fonctionnant sur le modèle professant et rattachées à la mouvance des "évangéliques" (*Evangelicals*). En investigant par exemple dans les cartons du Ministère des cultes, aux Archives nationales, de vraies mines de documentation ne demandent qu'à être exploitées, et recoupées avec la presse confessionnelle et les rapports de mission que l'on peut consulter aux États-Unis. Le protestantisme évangélique, qui met en oeuvre un modèle de militance chrétienne depuis longtemps à l'honneur outre-Atlantique, manque encore d'études de fond qui permettraient de mieux comprendre son fonctionnement et ses relations avec une société française largement sécularisée, mais où résiste encore une vieille culture de chrétienté. Au-delà de ces questions, c'est tout l'enjeu du multiculturalisme et de ses formes religieuses, "multicultuelles", qui pourrait être aussi interrogé. Si bien qu'en cette fin de XXe siècle qui voit, en France, les "évangéliques" se développer assez considérablement (selon les estimations traditionnelles, on peut considérer qu'ils "pèsent" entre 200000 et 300000 personnes¹⁷⁹), l'étude des interractions religieuses entre la France et l'Amérique a de beaux jours devant elle.

¹⁷⁶ Jean Calvin aurait tout à fait souscrit au souci des protestants américains (qui choque tellement les français) que leurs dirigeants fassent preuve d'une certaine fidélité conjugale: le contrôle social, y compris dans le domaine des moeurs, était fortement pratiqué dans la Genève de Calvin, et la "paillardise" sévèrement condamnée.

¹⁷⁷ Dossier "Les protestants vont-ils réformer la France?", *Événement du Jeudi*, n°658 du 12 au 18 juin 1997, p. 14. Propos émanant de la Fédération Protestante de France, cités par Florence Assouline.

¹⁷⁸ Jean Baubérot, "Quand un Américain se permet d'évangéliser la France: la campagne de Billy Graham", *Le protestantisme doit-il mourir?*, Paris, Seuil, 1988, pp. 153 à 170.

¹⁷⁹ En comptabilisant bien entendu dans cette évaluation les Pentecôtistes, dont la progression, parmi les Églises évangéliques, est la plus forte depuis l'après-guerre.

Adrien Lherm, p. 99-116

La fête d'Halloween aux États-Unis

Nous sommes le 31 octobre au soir... Par magie, comme sur un tapis volant qui traverserait les saisons aussi vite que l'Océan, transportons-nous dans une banlieue résidentielle des États-Unis...

Déjà la nuit tombe ; dans les jardinets, à côté des décors de paille d'inspiration "gothique", constitués d'épouvantails et de sorcières, de chats noirs et d'hiboux menaçants, rayonnent les *jack-o'-lanterns*, ces citrouilles évidées et sculptées en forme de crânes grimaçants, guère plus avenantes; pourtant, dans les rues, l'agitation règne, et de petits rires excités fument des trottoirs où se pressent de menues silhouettes aux visages masqués, aux couleurs et aux vêtements inhabituels; bientôt les sonnettes des portes d'entrée retentissent et sur les porches défilent des groupes de tailles et d'âges divers: héros de BD, vedettes de films ou de séries télévisées, et autres personnalités politiques ou médiatiques accompagnent désormais vagabonds, fantômes, vampires et fées Carabosse d'autrefois, pour ne pas parler des caractères insolites, toujours bienvenus; tous lancent, à leurs hôte(sse)s de palier, sur un ton qui se veut menaçant, la formule consacrée: "*trick or treat!*", c'est-à-dire: "donnez-nous quelque chose ou vous vous en repentirez!", ce qui déclenche comme par miracle une pluie de bonbons; chacun repart alors, au sein de son groupe, vers d'autres oasis d'hospitalité, pour en définitive rentrer chez soi la besace orange et noire (les soi-disantes couleurs d'Halloween) ou la *jack-o'-lantern* en plastique débordantes de friandises... et pleines de promesses de lendemains digestifs difficiles, au grand souci des parents, voire des médecins!¹⁸⁰ Telle est l'image dominante que la littérature et les médias véhiculent au sujet de cette fête d'automne outre-Atlantique. Elle ne saurait pourtant résumer à elle seule la célébration, la réalité de ses observances contemporaines: elle ne constitue en effet qu'un seul de ses multiples et changeants visages, parfois simultanés et même concurrents. Mais la stabilité de cette représentation sur plus d'un siècle et l'occultation relative des pratiques concurrentes révèlent un profond désir de continuité aussi manifestement signifié qu'en définitive problématique. Derrière le nom d'*Halloween* se cachent *a priori* des images particulières -et des intérêts tout aussi particuliers- de l'Amérique. De quelle Amérique s'agit-il? La fête est associée à celle des villages, des communautés pré-urbaines et des petites villes pré-industrielles, dont le souvenir est encore vivace dans la culture nationale, et dont la référence reste la ligne d'horizon des jugements que bon nombre d'Américains portent sur leur société et leur environnement présents. *Halloween* aujourd'hui, pour les adultes, suggère par-delà ses évolutions très contemporaines un temps quelque peu mythique et béni (qui donc est aussi un point de convergence des représentations de ce qu'est, ou devrait être -encore-, l'Amérique) où les enfants se rendaient en toute confiance chez les voisins pour leur soutirer des bonbons ou leur jouer des tours. Une manifestation tangible de cet esprit de communauté (homogène), un temps de relations sociales personnelles (d'autant plus fortes qu'elles se fondent sur une interconnaissance et une confiance en un Autre qui est en fait le même), en quelque sorte ce fameux "temps de l'innocence" (en somme le temps d'avant la 'société', plurielle, anonyme, compétitive) dont le souvenir fabriqué et regretté habite toujours les esprits. En somme une certaine Amérique qui est plus précisément celle des classes moyennes protestantes anglo-saxonnes (des *Wasps*), qui ont beaucoup oeuvré pour forger une identité nationale conforme à leurs attentes et à leurs valeurs, notamment à travers ce culte d'un ordre ancien que la célébration de la fête tendrait à réactualiser et dont le lamento de l'*Halloween* contemporain, récurrent, déplorerait la disparition. On

¹⁸⁰ Entre autres phobies désormais associées à Halloween, on trouve un syndrome intestinal qui fait l'objet d'articles médicaux: ainsi par exemple R.A. Breitenbach, " '*Halloween diarrhea*'. An unexpected trick of sorbitol-containing candy", *Postgraduate Medicine*, octobre 1992.

voit donc que c'est là une représentation quelque peu fantasmée de ce que la pratique a pu être dans le passé; en même temps, s'il fallait trouver un élément de continuité dans la manière dont le dernier soir d'octobre est célébré outre-Atlantique, on pourrait avancer précisément la permanence de cette idée, selon laquelle la fête n'est plus ce qu'elle était, et par-delà cette constatation, la nostalgie prénante d'un temps heureux qui lui serait constitutive et qu'il s'agirait de rétablir à son occasion. C'est que la célébration s'est bâtie à l'aune de cette référence, c'est ce désir d'ordre et de tradition qu'elle a contribué à imposer. En effet, si elle a fini par devenir un des symboles de l'"américanité" (avec beaucoup de guillemets), dans ses origines, la fête n'a rien de spécifiquement américain: elle est celte et se perpétue dans les îles britanniques à l'époque moderne (I), d'une façon qui ne paraît plus adaptée à une société américaine urbaine et industrielle où elle tend à se transplanter au milieu du XIXe siècle. Dès lors *Halloween* fait l'objet d'une réélaboration, destinée à la conformer au nouvel environnement, et ce sous la houlette des *Wasps*: (classes moyennes anglo-saxonnes protestantes bon teint, c'est-à-dire blanches), qui cherchent aussi par là à imposer leurs normes et valeurs en même temps qu'à pérenniser leur influence sur le reste de la société, à un moment où celles-ci sont menacées (immigration massive en provenance de pays nouveaux, qui ne sont plus anglo-saxons, émergence d'une classe ouvrière contestataire, urbanisation rapide...) (II). Cette réinvention de la fête, sous une forme qui se veut traditionnelle et qui répond à des objectifs et intérêts spécifiques, n'aboutit pas complètement, de sorte que le 31 octobre devient un champ de bataille entre pratiques rituelles et derrière elles conceptions divergentes de la société (III).

Bien qu'attachée dans les esprits aux calendriers et folklores festifs des Etats-Unis, la soirée du 31 octobre n'est ni récente ni non plus d'origine américaine: on repère sa trace dans la civilisation celte¹⁸¹ où elle apparaît à la principale charnière du calendrier, à la veille de *Samhain*, ou Nouvel An. A ce titre, elle consacre la fin des récoltes et surtout (en certains endroits, comme le Pays de Galles, l'Ecosse, l'Irlande) le retour des troupeaux dans leurs abris d'hiver. En même temps, elle conclut à la fois l'été (ou la période de grande activité agricole) et en définitive l'année (divisée en deux séquences d'activité, été et hiver): il convient à cette occasion de préparer les récoltes futures et de délivrer par le biais de rites de feu les champs et le bétail des mauvais esprits prompts à rôder dans l'air et susceptibles de compromettre les productions à venir. Le soleil est l'objet d'une sollicitude particulière: son renouveau est appelé et préparé par de grands bûchers. Ainsi peut-il mieux passer les longues soirées de la période froide. C'est aussi, en quelque sorte, une Saint Sylvestre préhistorique, un temps de purification, à la fois bilan de l'année écoulée et ouverture sur la nouvelle, qui est d'autant plus propice que la date institue la possibilité d'entrer en contact avec le monde occulte. La fête borne le retour des puissances chtoniennes: le monde celte, particulièrement enchanté, fait une large place au surnaturel; *Samhain* organise par conséquent non seulement la venue des mauvais génies qu'il convient de repousser, mais aussi celle des défunts, dont les vivants peuvent tirer à cette occasion quelque appui, voire maints conseils... La date autorise et suscite de la part des membres des tribus toutes sortes d'appels lancés aux morts, pouvant prendre la forme de prédictions et de divinations. C'est enfin un prétexte à des cérémonies politiques (élection de rois, réunion de conseils) et à des festivités populaires qui peuvent s'étendre sur plusieurs jours... La célébration intègre ensuite le calendrier romain: Pomone, déesse des vergers et jardins, prête de bonne grâce son auspice aux rites du moment. La fête passe les siècles. Et suscite bientôt l'hostilité de l'Eglise, si l'on en juge par les mesures précoces, prises en particulier par les papes, pour donner à ces rites païens, à défaut de parvenir à les éradiquer, un visage chrétien...

¹⁸¹ Les fêtes étant anté-datées, il est fort possible que l'origine d'Halloween soit bien antérieure à la période celte. De fait le caractère de rite agraire d'automne de la célébration celte tend à accréditer cette hypothèse. C'est du reste ce que prétend Pierre Gordon in *Les Fêtes à travers les âges*, Paris, Arma Atis, 1983.

Ainsi, en 837, le pape Grégoire IV, crée la Toussaint; le Jour des Âmes est institué au siècle suivant. Le nom de l'ancienne fête se transforme alors pour donner *Halloween*, *All-Hallows' Evening*, c'est-à-dire le "soir de la veille de Toussaint". Mais si la terminologie change, à nouveau les rites et les significations propres à la soirée paraissent stables. Et pour longtemps. On retrouve en effet dans les descriptions des communautés rurales faites par des voyageurs, des ministres du culte, des collectionneurs d'antiquités des XVIIIe et XIXe siècles, bien des traits qui s'apparentent avec ceux de la fête celte¹⁸². Ou qui, dans un but polémique (recherche de rites païens), sont qualifiés de survivances celtiques (signalées, condamnées, et de ce fait, du point de vue des auteurs, bien souvent promises à la proscription). De même, *Halloween* entre en résonance, en quelque sorte en réseau, avec d'autres célébrations qui scandaient l'année celte: des pratiques similaires, s'agissant des rites de feux ou des divinations, sont à noter entre *Halloween* et *Beltane*, le 30 avril, ancien début de l'été, ou encore la chandeleur (*Imbolc*) et *Lammas* (*Lugnasad*, 1er août), ponctuations des deux semestres. La célébration ne tarde guère non plus à s'inscrire dans le calendrier festif chrétien: vers *Halloween* est élu le Maître des Désordres (*Lord of Misrule*) qui présidera aux douze jours de Noël, tandis qu'à la Toussaint sont installés les cierges allumés une dernière fois à la Chandeleur.

C'est que la date constitue un marqueur de l'activité collective et de la vie locales, qui peut se décliner de diverses manières (ainsi est-elle tout aussi bien adaptée aux communautés de pêcheurs des îles et bords d'Ecosse). De nombreux termes viennent à échéances entre la fin du mois d'octobre et la mi-novembre. Des élections -le maire de Londres, entre autres exemples- ont alors lieu. La fête inaugure également un moment de relâche: avec *Halloween*, la fin des récoltes, et la trêve des grands travaux, débute le temps des visites informelles d'hiver (dont les douze jours dits épagomènes de la fin d'année forment le point d'orgue), différentes des quelques processions solennelles de plein air de l'été. C'est une période de bonne chère (saison d'hécatombes de volailles et de viandes)...

Profondément inscrite dans le calendrier des travaux et des jours, *Halloween* demeure aussi en raison d'autres fonctions de réassurance de l'organisation et des liens du groupe, qu'elle permet de mettre en scène, parfois sous une forme rituellement inversée. Elle sanctionne toujours le retour des esprits, parfois malfaisants:

"Les Ecosseis des Highlands ont un nom spécial (dérivé de *Samhain*) *Samhanach* pour désigner les redoutables croquemitaïnes (...) qui rôdent cette nuit là afin de commettre mille atrocités. Et bien que les fées soient gens plus aimables, il est dangereux de les voir prendre leurs ébats la veille de la Toussaint."¹⁸³

Ce temps parfois appelé du diable est le prétexte d'une réinstitution du pouvoir des chefs de maisonnée. En effet, dans les îles britanniques, à l'époque moderne, ce sont ces derniers qui, à cette date, sont chargés, au nom des familles et de leur exploitation, de faire rituellement le tour des champs; on retrouve là des pratiques propitiatoires et apotropaïques connues: les brandons que les hommes promènent au bout des fourches au cours de leur tournée passent pour éloigner les mauvais esprits, voire brûler les oripeaux des sorcières de passage dans les airs. Ils servent aussi et peut-être

¹⁸² Quelques célèbres et utiles récits de voyages, qui peuvent aussi être le fait de ministres du culte: H. Bourne, *Antiquitates Vulgares, or The Common People...*, Newcastle, 1725; J. Brand, *Observations on Popular Antiquities*, Londres, Vernor, Hood Shapes, 1810 (1776); T. Pennant, *A Tour in Scotland*, Chester, J. Monk, 1771; C. Vallancey, *Collectanea de Rebus Hibernicis*, Dublin, L. White, 1781-6.

¹⁸³ Voir par exemple J. Frazer, *Le Rameau d'or*, Paris, Hazan, 1931; *Encyclopedia of Superstitions*, Detroit, Gale Research Co, 1971 (1901); C.S. Burne, *The Handbook of Folklore*, Londres, Sidwick Jackson, 1914; "Brand material", *Folklore*, mars 1917; W. Henderson, *The Folklore Record*, Londres, Nichols Sons.

davantage à signifier l'autorité et désigner publiquement son incarnation au sein des foyers, des clans ou des villages.

L'accent est donc mis sur les liens collectifs, de même que sur la reconnaissance des sources du pouvoir local, et ce, dans un contexte ludique: on allume ainsi, de préférence au sommet des collines, de grands bûchers autour desquels les membres de la communauté (parentèle, village, quartier) partagent jeux et bombance. Les plus riches des membres sont mis à contribution et, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, se plient sans barguigner à cette obligation. Après l'intermède puritain de la République de Cromwell, hostile à ce genre de pratiques, ceux-ci encouragent même le renouveau de ces usages, afin de mieux asseoir leur domination. Ainsi les enfants quémangent-ils auprès d'eux des combustibles destinés aux feux de joie, tandis que de maison en maison défilent les processions d'hommes déguisés (animaux, chevaliers, guérisseurs) ou travestis, mendiant de quoi alimenter leurs agapes nocturnes. Ces groupes n'hésitent pas à investir les demeures des plus puissants et, après la représentation d'une saynète chantée et dansée (*mumming*), à contraindre ces derniers à verser leur écot. Ce faisant, et bien qu'ils inversent l'espace d'une soirée les rapports d'autorité à leur profit, ils soulignent et en définitive avalisent les différences statutaires qui traversent la communauté.

Halloween entérine également les choix matrimoniaux des jeunes du groupe, par le biais des prédictions amoureuses et matrimoniales qu'elle rend possibles. L'irruption du surnaturel dans un quotidien par ailleurs enchanté (la reconnaissance des pouvoirs de celui-ci surtout) légitime des choix sentimentaux qui ont toute probabilité d'avoir été déjà effectués. De multiples rites divinatoires sont censés donner des informations sur l'éventuel(le) élu(e); ils sont davantage l'objet d'interprétations qui peuvent être conformés à des désirs préalables; plus encore, ils rendent publiques et par là engageantes des affinités électives. R. Burns, dans ses poèmes, offre une illustration un peu ironique de ces pratiques.

Dans ce cadre ancien, contrairement à l'image que nous avons aujourd'hui de la fête, il est à noter (sans grande surprise dans l'environnement familial patriarcal et hiérarchique de l'époque) que les enfants ne jouent pas de rôle prépondérant: c'est aux hommes chefs de famille que revient la mise en oeuvre des pratiques usuelles. Tout juste est allouée aux premiers la tâche peu éminente de collecter des combustibles pour alimenter les foyers... Reste que, même mineure, place est faite au cours de la soirée aux "dominés": femmes, enfants, serviteurs collaborent aux festivités et trouvent leur place dans une répartition des tâches bien précise; pauvres et éventuellement mendiants sont comblés; en dernier lieu, les morts peuvent être invités à se joindre aux festivités (en particulier par la consultation symbolique et la voix qui leur est faite lors des divinations). Dans de nombreuses familles on leur laisse de quoi se sustenter durant la nuit...

Ainsi, derrière les rites de fertilité (faire fuir par les flammes et la fumée le monde occulte et les menaces qu'il peut faire peser sur les travaux agricoles; utiliser des objets chtoniens comme certaines plantes ou germes; restaurer, de façon symbolique, au moyen des feux, l'ardeur d'un soleil sur son déclin, afin qu'il puisse éclairer l'année à venir et favoriser la récolte prochaine) se cachent des fonctions de réassurance des liens qui unissent la communauté, en tout cas d'affichage de ceux-ci: vivants et morts, parenté, maîtres et serviteurs, pauvres et riches, dominés et dominants, communient tous dans des rites le plus souvent unanimistes. Inversion, agrégation, désignation, avertissement également. Car existe aussi la possibilité d'une exclusion symbolique...

En effet, gare aux récalcitrants... ou aux mal-aimés de la communauté locale! Car, comme pour d'autres temps exceptionnels de l'année (ainsi des douze jours de Noël au cours desquels de

semblables pratiques prévalent), *Halloween* sert aussi à régler certains comptes. Ou en tout cas, à signifier et à afficher les inimitiés. Dans le même temps s'opère une certaine forme de justice populaire, de désignation des déviants ou des mal-aimés de la communauté locale (prédications funestes à leur endroit, ostracisme et mise au ban des réjouissances, sortes de charivari effectués à leurs dépens...).

Cependant, dès la deuxième moitié du XVIII^e siècle¹⁸⁴ et surtout au XIX^e siècle, au Royaume-Uni, la fête perd ce caractère unitaire: désormais ce sont les jeunes générations qui célèbrent et animent, presque exclusivement, la soirée; en fait, les hommes, jadis principaux intéressés, leur abandonnent l'observance de ces coutumes, qui au demeurant se perdent; la fête décline, face aux transformations du village et des communautés familiales et locales (disparition des terrains communaux, émigration, dislocation des liens traditionnels), face aux nouvelles exigences de la vie économique, industrielle (l'idée de fête est dévalorisée car *time is money*), face au caractère désormais inviolable et sacré de la propriété (pénétrer chez des particuliers équivaut à une effraction). Les populations adultes qui célèbrent encore la soirée et qu'observent à présent avec nostalgie les folkloristes (c'est-à-dire l'équivalent des ethnologues de l'époque), effrayés par l'évolution des temps, le font dans les contrées les plus reculées, dites "attardées", "conservatoires" des lointaines traditions: Irlande, Ile de Man, Shetlands, montagnes du Pays de Galles et d'Ecosse... Il est vrai qu'*Halloween* a souffert de la concurrence de *Guy Fawkes Day*, dont elle est très proche dans le calendrier (5 Novembre), et dont la veille (Nuit du Feu de Joie) a repris un certain nombre de ses coutumes, comme celle des bûchers, des collectes de vivres, de la mise à feu d'effigies¹⁸⁵. De surcroît, cette dernière fête, politique, dynastique, a bénéficié du relais des autorités, alors même qu'*Halloween* était confrontée à leur désengagement. Au début du XX^e siècle, le soir du 31 octobre est en voie de disparition de ce côté-ci de l'Atlantique; de l'autre, il renaît cependant de ses cendres... De ces cendres?

Paradoxalement, tandis qu'au cours du XIX^e siècle la fête d'*Halloween* se perd dans son berceau britannique, elle s'implante et se développe de l'autre côté de l'Atlantique, alors même que sa trace et sa tradition n'y existaient pour ainsi dire pas -ou de façon ponctuelle, disséminées qu'elles étaient vraisemblablement, çà et là, dans certaines communautés de migrants écossais, gallois, irlandais, reproduisant sur place les pratiques du Vieux Monde. Rien d'étonnant à cela: d'une part, les immigrants en provenance de l'Europe tendent à refonder sur le sol américain la communauté qu'ils ont quittée, menacée, en voie de transformation rapide, en Europe, et recréent sur place, dans un souci de maintien d'identité, nombre de ses traditions¹⁸⁶; à telle enseigne que c'est là-bas sans doute que les anthropologues britanniques du XIX^e siècle auraient pu chercher et découvrir leurs conservatoires d'anciennes pratiques. D'autre part, et presque paradoxalement, les Etats-Unis du début du XIX^e siècle offrent un terrain peu favorable à l'émergence de fêtes observées sur large échelle: comme le soulignent les visiteurs de l'époque, le pays est jeune, tout entier absorbé dans sa propre construction; de sorte que les forces qui ont concouru à la destruction des vieilles communautés et notamment au déclin des grandes fêtes y sont peut-être plus fortes encore que sur l'Ancien Continent. Le fermier, le commerçant, l'entrepreneur, a fortiori ses ouvriers, ont peu de temps à consacrer à l'oisiveté quand il est question de faire de l'argent. Ou tout simplement de travailler, dans une culture "fédérale" qui dévalorise l'ostentation et le gaspillage des ressources. Seules quelques rares grandes fêtes apparaissent alors dans les documents (descriptions de voyageurs, calendriers): le 4 Juillet, dans les États du Centre Noël et le Jour de l'An, en Nouvelle Angleterre

¹⁸⁴ J. Brand parle du "mépris à la mode des vieilles coutumes".

¹⁸⁵ Au point qu'aujourd'hui encore, en Angleterre, les deux fêtes paraissent parfois peu distinctes: contamination de l'une et de l'autre, échange de pratiques.

¹⁸⁶ B. Bailyn, *The Peopling of British North-America: an introduction*, New York, Harper, 1986.

Thanksgiving, les Jours de Commencement (fin de l'année universitaire)... D'*Halloween* il n'est point question dans ces sources avant 1849¹⁸⁷. Encore s'agit-il pour cette année d'un calendrier canadien reproduisant le modèle des calendriers britanniques, qui font alors parfois place à la mention de la soirée. Ce n'est que 3 ans plus tard que la fête apparaît dans un équivalent américain... De façon très ponctuelle. Vingt cinq ans après le milieu du siècle cependant, la citation n'a plus rien de rare.

Cette brusque épiphanie d'*Halloween* pourrait être mise au compte de l'immigration massive en provenance d'Irlande au cours de la décennie 1840. De fait, des documents ultérieurs (manuels scolaires et arts de la fête), attachés à expliquer à leurs lecteurs -souvent fort jeunes- les origines et les pratiques traditionnelles du 31 octobre, feront le lien. Pourtant rien ne permet d'affirmer que la fête que nous connaissons aujourd'hui sous son visage américain proviendrait d'une influence directe de ce flux migratoire¹⁸⁸. Au contraire même presque... Les Irlandais étaient très mal vus des Américains, leur influence d'autant¹⁸⁹. Si influence il y a, il faut avant tout voir celle des élites, plus exactement des classes moyennes protestantes anglo-saxonnes, qui se saisissent d'*Halloween* à partir du début des années 1870 pour faire de cette fête un passage obligé du calendrier juvénile et imprimer à ce titre leurs valeurs et normes aux jeunes consciences.

En effet la célébration américaine émerge des documents, périodiques et mémoires, journaux et récits de vie, avant d'entrer dans les almanachs et les manuels d'art de la fête, pour deux principales raisons: le trouble que sa pratique traditionnelle peut ponctuellement poser au bon fonctionnement de la société et l'interrogation sur l'identité américaine, constitutive des États-Unis, et d'actualité brûlante, avec l'arrivée massive d'immigrants d'origines nouvelles. D'abord la fête apparaît dans un environnement urbain, que ses parades et charivaris perturbent. Les journaux soulignent alors que les observants sont d'origine rurale, fraîchement arrivés dans la ville pour travailler à l'usine ou étudier à l'université¹⁹⁰. Quelques mémoires renseignent sur les usages contemporains de la campagne et les tours pendables que les enfants jouent, comme en Angleterre, aux voisins mal-aimés de la communauté: objets déplacés (le *boogie* sur le toit, la remise renversée) les animaux libérés, les vitres ensavonnées... Transplantées en ville, ces farces sont fort peu au goût des passants, des chalands et des commerçants. Les quelques processions dérangent la circulation et font vite figure de carnaval de mauvais aloi. Des dégradations ont lieu à leur occasion. D'où l'opprobre jeté sur la fête, qui reproduit l'image négative et hostile que peuvent en avoir les classes moyennes protestantes attachées aux valeurs d'ordre et de respect de l'intimité et de la propriété, c'est-à-dire les piliers du bon fonctionnement de la nouvelle société urbaine. A partir des années 1870, les premières mentions de la fête dans les quotidiens ne font en effet que rendre compte de ses débordements: petites agressions sur les personnes (bousculées, insultées, enfarinées voire maltraitées -le plus souvent involontairement), délits sur les biens (vitres maculées, voire brisées, mobilier d'extérieur déplacé, etc.), processions et chahuts d'étudiants venus des campagnes... Toutes choses relativement tolérées avec philosophie, voire approuvées par les villageois des campagnes. Mais la licence qui pouvait s'exprimer dans la petite communauté devient dans la grande synonyme de désordre. Auquel il

¹⁸⁷ En l'état des recherches, qui portent sur plusieurs centaines de calendriers et d'almanachs, du milieu du XVIIIe au début du XXe siècle.

¹⁸⁸ En l'état des travaux

¹⁸⁹ A ce titre, la Saint-Patrick, désormais partie prenante du calendrier américain, préexistait à leur venue massive et était célébrée en grande pompe dès le milieu du XVIIIe siècle (processions et banquets de sociétés de notabilités Scotch-Irish.) Ce n'est que bien plus tard, au tournant du siècle, une fois leur intégration mieux assurée, qu'ils lui ont donné le caractère grand public que l'on connaît.

¹⁹⁰ Ainsi le *New York Times* dénonce-t-il les agissements de jeunes désœuvrés dans les rues de Washington dès les années 1872. Voir aussi l'analyse de K. Walden à propos de Toronto à la fin du siècle, "Respectable Hooligans: male Toronto College Students Celebrate Halloween 1884-1910", *Canadian Historical Review*, mars 1987, v. 68, pp. 1-34.

convient de remédier. En l'encadrant, en la normalisant... Aussi tout un effort de construction d'une tradition se fait-il jour à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle.

C'est pour donner à ces pratiques licentieuses, apparemment indéfinies et potentiellement incontrôlables, une forme respectable, et pour encadrer leur observance, qu'à la fin du XIXe siècle des femmes et des éducateurs issus des classes moyennes de "souche américaine" s'emploient à inventer, ou à reconstruire, à partir de leur lecture des travaux folkloristes britanniques, les rites que nous connaissons aujourd'hui, et à les présenter dans de nombreux manuels éducatifs, arts de la fête et articles, comme des traditions immémoriales qu'il convient de ce seul fait de respecter. A travers la codification de la fête il s'agit aussi pour eux de discipliner les rejetons des classes défavorisées et de la "nouvelle vague" d'immigrants qui, à leurs yeux, envahissent le pays et menacent son ordre et son identité, alors perçue comme anglo-saxonne. *Halloween* dès lors se doit d'être célébrée, d'une part comme manifestation du caractère anglo-saxon que ce groupe estime être celui des Etats-Unis, de l'autre, de façon à prévenir tout risque de désordre. Ce double objectif n'est pourtant pas nouveau, pas plus que son articulation avec la réélaboration d'une fête ancienne. Si la société américaine a longtemps été pauvre en célébrations d'envergure nationale, de nombreux membres de l'établissement ont déploré cette lacune préjudiciable à l'identité du pays ainsi qu'à son bon ordre (l'idée se faisait jour de prévenir d'éventuels débordements festifs par l'organisation de fêtes susceptibles de leur donner cours et les canaliser, en somme de ritualiser le besoin de réjouissance de populations peu considérées), et ont cherché à y remédier. Aussi la réinvention d'*Halloween* ne constitue-t-elle pas un phénomène isolé.

Au contraire. Noël a été la première des fêtes à faire l'objet d'une reconstruction. Comme pour *Halloween*, la célébration traditionnelle, vivace à New York, mettait au premier plan les pauvres et les mendiants, qui s'introduisaient dans les intérieurs plus aisés et exigeaient de leurs hôtes des compensations à leur départ. Au début du siècle, cette pratique ancienne n'est plus tolérée dans la bourgeoisie new-yorkaise et des heurts entre les parties en présence se produisent parfois. De surcroît, les bandes de marginaux qui célèbrent la fin d'année suscitent la crainte des possédants. Dans les années 1820, en guise de réponse indirecte aux événements fâcheux qui ont eu tendance à se multiplier à cette occasion, des membres éminents des élites, comme J. Pintard, C. Moore, s'appuyant sur les écrits et les recherches de W.Irving (puis de C. Dickens), travaillent à redéfinir les fêtes de fin d'année. L'une des plus retentissantes contributions sera le poème de C.Moore, "*The Night Before Christmas*", qui change la nature des bénéficiaires des largesses: ce ne sont plus les marginaux, mais les enfants qui sont l'objet de la sollicitude de *Santa Claus*, cette divinité empruntée à la tradition germanique et en somme inventée pour l'occasion. Le Noël nouveau cultive la nostalgie de relations sociales harmonieuses et intenses, il est toutefois centré désormais autour non plus des relations d'une communauté qui sous la pression démographique a éclaté, mais de la famille, sanctifiée, base de la nouvelle société¹⁹¹. Aussi la condamnation de l'évolution du temps et les références à un passé mythique de paix sociale s'accompagne-t-elle d'une prise en compte des transformations récentes de l'environnement urbain. Les commerçants ont vite saisi l'intérêt qu'ils pouvaient retirer de cette évolution, et l'ont relayée, diffusée, banalisée. A la suite de cette *success-story*, la Saint Valentin fait l'objet d'un traitement commercial similaire dans les années 1840¹⁹². Puis c'est au tour de *Thanksgiving*, fête familiale et patriotique s'il en est aux yeux de sa championne, la Bostonienne Sara Josepha Hale, qui finira par convaincre Lincoln de proclamer fête nationale le

¹⁹¹ Voir le passionnant article d'histoire et de critique littéraire de Stephen Nissenbaum, "Revisiting 'The Night Before Christmas'", in Stephen Nissenbaum, *The Battle for Christmas*, New York, Knopf, 1997.

¹⁹² Voir au sujet de la commercialisation rapide des fêtes Eric Leigh Schmidt, *Consumer Rites*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

quatrième jeudi de novembre jusque là réservé aux habitants de Nouvelle-Angleterre. Le jour célèbre le mythe des pères Pélerins, manifeste en cela l'identité anglo-saxonne et protestante des États-Unis, en même temps qu'il représente l'harmonie des foyers et des relations entre générations... Enfin le 4 Juillet, jour de l'Indépendance, devient la cible de réformes: des associations d'éducateurs, de travailleurs sociaux, cherchent à le discipliner, c'est-à-dire à le rendre "*safe and sane*", sain et sauf, ainsi que sobre, selon le slogan de l'époque, c'est-à-dire à proscrire boissons et artifices, qui font à leurs yeux dégénérer la célébration et la rendent dangereuse.

Dans les années 1870-1880, c'est au tour d'*Halloween* d'être (re)créée et adaptée de façon à célébrer et inculquer ces mêmes valeurs chères aux *Wasps*, présentées de surcroît comme "nationales": anglo-conformité, respect de la propriété, privatisation et domestication de la soirée, soumission aux autorités, dans un cadre qui toutefois prétend susciter une inventivité par ailleurs valorisée. Des travaux des folkloristes britanniques, rédacteurs, éducateurs, animateurs sociaux, exhument des thèmes, des pratiques et des jeux, comme le décor fantastique, le goût pour le monde occulte et surnaturel, les rites de divination matrimoniale, ainsi que des occupations d'intérieur... Un souci d'anglo-conformité sous-tend cette sélection: la production éditoriale, vite relayée par l'institution scolaire, souligne l'origine celtique de la fête, son inscription britannique et rurale, et suggère ainsi une continuité et une identité commune de part et d'autre de l'Atlantique; en ce sens, célébrer *Halloween*, c'est retrouver l'esprit britannique et communautaire qui a présidé à l'édification du pays et qui demeure prétendument la référence. Autre point bien mis en évidence dans les manuels et arts de la fête de l'époque, de même que dans les compte-rendus d'activités d'association de proximité et d'encadrement de la jeunesse comme la YMCA, le respect de la propriété: sont ainsi multipliées les mises en garde contre les atteintes aux biens des personnes et la tentation du vandalisme (ou ce qui en tient lieu) parce qu'ils tendent à "dénaturer l'esprit joyeux" unanimiste, qui est censé être celui de la soirée: plus question d'effectuer des tours susceptibles d'endommager les biens d'autrui; pour ce faire, la fête doit être célébrée dans les intérieurs privés, sous forme de soirée déguisée et animée: dès les années 1890, les magazines féminins abondent en conseils destinés aux mères au foyer; dans l'espace confiné que sont le foyer familial, le club local, bientôt la classe, les enfants sont dorénavant surveillés, soumis à un contrôle discret; pour ses concepteurs, la fête doit être encadrée par des adultes responsables (et bien sûr exemplaires); divinations, mascarades, jeux, tirés des recueils des folkloristes, sont adaptés aux intérieurs privés, scolaires ou communautaires, car éloigner les jeunes de la rue, de ses potentialités subversives, de ses dangers, superviser leurs activités, constitue un nouvel impératif tant des maîtresses de maison et des instituteurs que des responsables des centres sociaux. A cette fin, les revues féminines, parentales, enfantines, scolaires et éditaires rivalisent de suggestions: dans son cadre dorénavant bien délimité, *Halloween*, paradoxalement, peut se muer en fête d'une (prétendue) spontanéité et d'une inventivité d'autant plus prisées qu'elles participent de l'image que les groupes qui redéfinissent la fête se font de leur pays: démocratie, absence de formalisme, individualisme; il importe donc de faire de surcroît preuve d'originalité dans le choix du thème de la soirée, de la décoration, des jeux, des costumes, des friandises distribuées: les magazines se chargent donc de codifier si l'on peut dire ce désir d'originalité. De le nourrir et canaliser à la fois... *Halloween* renaît donc de cendres anciennes, adaptées au contexte contemporain. Mais la fête échappe aux bornes dans lesquelles on cherche à la contenir...

Malgré l'important effort de reconstruction et de contrôle moral et social¹⁹³, les débordements juvéniles se poursuivent. Cela ne saurait surprendre, car si l'effort de codification porte auprès des

¹⁹³ P. Boyer, *Urban Masses and Social Order in America 1820-1920*, Cambridge, MA., Harvard University press, 1978; D. Cavalho, *Muscles and Morals: Organized Playgrounds and urban Reform*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1979.

associations de proximité et par leur intermédiaire auprès d'une partie des populations ciblées, il s'adresse aussi et surtout aux lectrices des magazines, les femmes au foyer, c'est-à-dire précisément les représentantes de ces classes moyennes dont les enfants sont peu à même de menacer la bonne marche ou l'identité de la société, et qui ne s'avèrent guère susceptibles, dans un cadre ségrégué, de propager leur modèle de comportement aux familles d'immigrants et de pauvres. Par ailleurs, recoupant pour une part l'affrontement social, s'opposent au sujet et au travers de la fête deux visions de la jeunesse: celle, proposée par le groupe adulte dominant, et celle des jeunes en question, qui répugnent à se voir imposer des normes de conduite et par-delà celles-ci une image d'eux-mêmes qu'ils n'auraient pas choisie. Des bandes d'adolescents continuent donc à profiter de l'impunité de la soirée pour rançonner les foyers, effectuer au détriment de leurs tenanciers toutes sortes de tours pendables, barbouiller d'oeufs et de savon voitures particulières et devantures de magasins. Pour beaucoup d'adultes¹⁹⁴, le 31 octobre continue à évoquer par conséquent le soir de l'année dévolu aussi bien à la créativité enfantine qu'à la délinquance juvénile. En effet, très vite il s'avère que la famille, l'école, le club de quartier ne suffisent pas à contenir les ardeurs contestataires des adolescents, à leur inculquer et faire respecter un code minimal de bonne conduite; aussi, dès les années 1900, les associations de commerçants, les chambres de commerce, les municipalités, les responsables éducatifs et sociaux repartent à l'assaut de la soirée, la font sortir des intérieurs où seule une partie des populations concernées parvient à la cantonner, et organisent à l'échelle locale des activités de récréation, allant des concours de peinture sur vitrines (une reformulation créative et acceptable du barbouillage au savon ou à l'oeuf) aux parades de chars et aux concours de déguisements faisant suite à des processions civiques, instituent des bals costumés et des tournois de sport... En maints endroits la soirée se transforme en carnivals communautaires ou municipaux, encadrés et contrôlés... Parfois même en spectacles qui attirent des dizaines de milliers de touristes et de chalands¹⁹⁵... Cette tendance se déploie dans l'Entre-deux-Guerres jusqu'aux lendemains du second conflit mondial et sa postérité s'étend jusqu'à nos jours... Par delà les intérêts commerciaux, c'est à nouveau l'unité tant de la communauté locale que des générations, le consensus qui règne entre elles sur un certain nombre de valeurs, en bref tout ou partie de l'*American way of life* qui est ainsi manifesté, dramatisé, exalté.

Non sans succès, même si les actes de vandalisme perdurent. C'est aussi qu'un autre facteur, puissant, de normalisation des pratiques, a investi le temps de la fête: le commerce. Le monde des affaires a recherché, trouvé et suivi son intérêt: dans la soirée, qu'il a investie depuis peu (c'est-à-dire en gros le milieu du XXe siècle, et donc avec plus d'inertie que pour les autres grandes fêtes américaines). Et ce, paradoxalement dans un calendrier festif qui dès l'après Guerre de Sécession est devenu la proie des commerçants et des industriels. Si *Halloween* a longtemps échappé à la commercialisation, le rattrapage des quarante dernières années a fait d'elle à présent la seconde date pour le volume des ventes réalisées, bien devant les anciennes et fructueuses Saint Valentin et Pâques (mais encore bien loin derrière Noël...) A telle enseigne qu'on parle aujourd'hui à son sujet, d'après le terme désignant les centres commerciaux (*malls*), de "*Malloween*". De même, afin de profiter à plein des ventes qui débutent dès le lendemain du Jour du Travail (*Labor Day*, premier lundi de septembre), et parfois même avant, la fête ne demeure pas cantonnée à la soirée du 31, mais peut étaler son observance sur un week-end ou une semaine entière: on parle alors d'"*Halloweek*". Ainsi chaque année les Américains consacrent 2,5 milliards de dollars en masques et déguisements, 5 milliards en friandises, sans parler des boissons, snacks et autres accessoires désormais

¹⁹⁴ Et aussi dans maintes revues, philanthropiques, éducatives: ainsi des articles de *The American City, Recreation, Rotarian*, des années 1910 aux années 1950.

¹⁹⁵ Ce mouvement a pour origine l'initiative que prend en 1920 la municipalité d'Anoka, dans le Minnesota, bientôt suivie par Allentown, en Pennsylvanie, puis Pinkneyville, dans le même État, qui se dote à partir de 1922 d'un Halloween Mardi Gras.

indispensables à la soirée d'octobre. Autant de chiffres de surcroît en expansion, et qui s'alignent toujours plus nombreux les uns derrière les autres. Car l'agressivité commerciale appliquée à la fête d'octobre, dans une période de vente assez creuses, a eu tôt fait de développer de nouveaux marchés, de susciter nouveaux produits, de nouvelles demandes, et de aussi nouveaux consommateurs... *Halloween* décline ainsi désormais une série de figures imposées qui ne valent plus que pour les seuls enfants. Leurs parents, c'est-à-dire les *baby-boomers*, font aussi et beaucoup le bonheur des commerçants...

Appuyant la pratique de la tournée des maisons, et la circonscrivant dans la quête d'un butin sans autre forme de procès, les confiseurs ont découvert, et propagé, à partir de la fin des années 1940, l'expression désormais usuelle et symbolique d'*Halloween*: "*Trick-or-treat*", relayant le plus ancien "*Boo!*" supposé apporter l'effroi (notamment d'éventuelles représailles, désormais presque reléguées dans l'oubli) et déclencher le don de sucreries attendu. Ils ont ainsi remplacé par des produits manufacturés (barres chocolatées, paquets de chips, bonbons et sucettes enveloppés) les fruits, le cidre, les beignets et les cookies confectionnés et prodigués par les ménagères du début du siècle. Par ailleurs, les fabricants de masques et de costumes ont exploité un filon qui relevait aussi autrefois de l'artisanat ou du "fait maison", tout en l'étendant aujourd'hui au monde adulte, de concert avec les brasseurs et les bars, les cabarets, les boîtes de nuit; les rayons spécialement garnis des papeteries et des carteries, les étagères "horreur" des vidéothèques sont également pris d'assaut par les jeunes et les moins jeunes en prévision de la soirée. Temps béni des peurs, de l'épouvante et de l'horreur, temps de relâche de celles-ci comme des individualités, *Halloween* s'est également transformée en un temps de carnaval, qui s'épanouit dans les nombreuses parades de rue comme dans les intérieurs privés domestiques et commerciaux. C'est qu'il n'y a plus désormais -si tant est qu'elle ait jamais prévalu- une façon canonique de célébrer l'événement, mais au contraire autant de mises en scène de soi et de groupes d'appartenance...

Certes la fête reste fort contestée. Parfois à ce titre. De manière périodique ressort le stigmate de l'origine païenne et des pratiques sulfureuses de la célébration contre lesquelles s'élèvent les groupes fondamentalistes. Aujourd'hui comme auparavant dans les années 1950, ici et là, des associations de parents d'élèves demandent et parviennent à bannir des salles de classe toute célébration, voire toute mention, de la fête d'*Halloween*. Ces groupes, il est vrai très ponctuels et minoritaires, mais révélateurs de tensions et de tendances au sein de la société, sont du reste confortés dans leur rejet de la fête par le fait que celle-ci est l'objet d'une récupération ou d'une appropriation depuis la fin des années 1960 par des groupes d'adultes qui sont loin d'être en odeur de sainteté dans la société américaine contemporaine: les Wiccans, ou sorciers, quelques dizaines de milliers de membres d'une secte se réclamant, entre autres, de l'héritage druidique; les Chicanos, ou communauté hispanique, pour qui elle fait figure d'introduction aux célébrations de la Toussaint et peut aisément être intégrée à elles; la Bohème artiste, notamment celle du Village à New York, qui a institué la Grande Parade locale d'*Halloween*, comme une manifestation de l'inquiétude que la gentrification du quartier suscitait au début des années 1970; les Gays, ou les homosexuels, dont la frange militante a prétexté du caractère carnavalesque et des possibilités d'inversion rituelle (notamment de sexe, via le travestissement) de la fête pour faire de cette soirée une grande manifestation d'identité de la communauté et étayer ou organiser d'importantes parades dans quelques grandes villes comme New York ou San Francisco. Là, parfois de pair avec, voire submergeant celles des artistes, elles attirent par dizaines de milliers participants et spectateurs, et contribuent à prendre à contrepied, le temps du défilé, les rôles et les frontières de la normalité, les outsiders devenant, le temps d'un soir, les favoris, vedettes de la rue admirées par un public composé essentiellement d'hétérosexuels marginalisés en

tant que tels (spectateurs et hétérosexuels)¹⁹⁶. Enfin, en réaction face à ces évolutions récentes, des groupes intégristes, catholiques et protestants, ont proposé d'autres alternatives à l'interdiction pure et simple d'une fête populaire, et, en définitive, participé à la diversité de la célébration de la soirée: ainsi des communautés organisent-elles des défilés à thèmes religieux, sous le patronage d'archanges et de saints, tandis que les traditionnelles chambres d'horreur décorées à l'intention des enfants mettent ici en scène les produits honnis de la société permissive (portraits de tueurs en série, foetus avortés et décapités...) Depuis sa réinvention, *Halloween* n'en finit pas de servir les représentations et intérêts de groupes particuliers, et ses modes de célébration entrent souvent en conflit... En une polyphonie quelque peu discordante...

De plus, la fête continue, un peu conformément à sa prétendue vocation, à susciter la peur. De façon ludique, comme on l'a vu. Mais aussi depuis la fin des années 1960, en posant un nouveau problème. Les sujets de préoccupation adulte ont évolué: si le vandalisme juvénile persiste, voire prend une ampleur nouvelle dans un contexte de crise sociale et d'hyperghetto, comme en témoignent au milieu des années 1980 les incendies rituels de maisons à Detroit la veille d'*Halloween* (*Mischief Night*, Nuit des Tours Pendables et *Devil's Night*, Nuit du Diable¹⁹⁷), ou les couvre-feux imposés pour la soirée dans certaines banlieues industrielles défavorisées (Camden, New Jersey, au début des années 1990 par exemple), la phobie de soi-disant "sadiques anonymes" a relayé la hantise du déchaînement enfantin. De délinquants potentiels, les jeunes deviennent des victimes éventuelles d'*Halloween*. Désormais, les enfants font moins peur *aux* adultes que les adultes n'ont peur *pour* eux. La production littéraire et cinématographique a multiplié les histoires d'individus, bien sûr inconnus et donc d'autant plus dangereux, qui distribueraient à leurs innocentes victimes des bonbons empoisonnés, des pommes contenant des épingles ou des lames de rasoir, des piécettes chauffées à blanc, cependant que les *serial killers* profiteraient de la licence des heures nocturnes et de l'incognito pour sévir, à l'instar de Michael Myers dans le *blockbuster Halloween* (premier de la série, 1979, John Carpenter); nourries de l'imagination d'écrivains ou de scénaristes, ainsi que de quelques faits avérés mais déformés par les médias, ces légendes urbaines¹⁹⁸ ont trouvé à partir de la fin des années 1960 dans les banlieues résidentielles à la fois épargnées par la violence des centres urbains, mais en fait guère éloignées de celles-ci, un terreau particulièrement favorable à leur propagation, au point de participer -parfois de façon dominante- de la représentation que les Américains ont aujourd'hui de la célébration; elles indiquent surtout que l'Amérique des classes moyennes redoute globalement en définitive la permissivité de la société et craint l'Autre. La légende urbaine des sadiques d'*Halloween* informe désormais l'observance de la fête. Ainsi, la représentation de la violence diffuse influe fortement sur les pratiques traditionnelles et tend à freiner la ronde des bambins. La phobie est devenue tellement présente et intense que chaque année dorénavant des hôpitaux proposent de passer gratuitement aux rayons X le butin des trick-or-treaters à l'affût d'éventuelles épingles, punaises, ou lames de métal, contenues dans les sucreries, ou que de nombreuses municipalités imposent un jour (qui n'est plus forcément le 31 Octobre) ainsi qu'un créneau horaire, en fin d'après-midi, pour la tournée traditionnelle, désormais motorisée et accompagnée par des adultes. Il est rare de voir des cortèges d'enfants non escortés par de plus grands (frères, soeurs, parents). D'où un désir de contrôle renforcé, et d'autant plus vive la nostalgie d'un temps ancien (où les enfants pouvaient se livrer, en toute impunité et sans crainte de représailles adultes, à leur vindicte pourtant alors décriée!)

¹⁹⁶ M.O'Drain, "San Francisco's Gay Halloween", *International Folklore Review*, 1986, v. 4, pp. 90-96.

¹⁹⁷ Z. Chafets, *Devil's Night and Other True Tales of Detroit*, New York, Random House, 1990.

¹⁹⁸ Jan Brunvand, *The Vanishing Hitchhiker: American Urban legends and Their Meanings*, New York, Norton, 1981.

C'est donc une fête dont le statut comme l'objet ou la perception demeurent, aux Etats-Unis, particulièrement mouvants qui, depuis quelques années déjà, se développe en France. Fête traditionnelle dont les pratiques ne pouvaient aux yeux des catégories dominantes de la fin du siècle passé perdurer dans un environnement en rapide transformation, la soirée fait l'objet d'une réélaboration qui n'efface pourtant pas les anciennes observances. Deux façons de célébrer l'événement s'opposent alors, bientôt relayées par d'autres rituels qui eux aussi manifestent des intérêts, des valeurs et des identités de groupe. Comme si une fois formulé et aussitôt contesté, son objet constituait le prétexte à sa propre redéfinition: le 31 octobre ne ferait-il pas office de boîte de Pandore des images d'elle-même d'une société plurielle ?

François Zuber, p. 117-133

La classe politique américaine et la France de l'année de l'Europe au traité de Maastricht (1973-1992),

Les Européens ont tendance à surestimer la solidité du consensus qui existe, en politique extérieure, dans la classe politique américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. on sait qu'elle s'est parfois gravement divisée : sur le problème de l'engagement au Viêt-nam, plus tard sur les problèmes de l'Amérique centrale.

On a toujours su qu'elle comptait en son sein des faucons et des colombes. Toutefois ces faucons et ces colombes sont souvent perçus comme des individus, ou des groupes d'individus, influents, mais relativement isolés au sein d'une classe politique qui paraît plutôt portée au consensus en politique extérieure. Et cette impression de consensus domine nettement quand on évoque les relations avec l'Europe de l'Ouest ou avec l'Asie. Elle est encore renforcée par l'existence d'institutions qui rassemblent fraternellement républicains et démocrates, comme le Council on Foreign Relations de New York, le Center For Strategic and International Studies de Washington, ou, à un autre niveau et depuis 1973, la Commission Trilatérale. La plupart des hommes qui comptent vraiment dans cette partie de la classe politique qui s'occupe de relations internationales -et qu'on appelle le "foreign policy establishment"- font partie, à un moment ou un autre de leur carrière, du Council. Les plus importants d'entre eux font souvent partie, également, de la Trilatérale. Carter, Bush, Clinton, entre autres, en ont été membres.

Cette impression de consensus est trompeuse. La classe politique américaine est effectivement et sérieusement divisée au sujet des relations avec l'Europe de l'Ouest ou l'Asie orientale, ou sur d'autres sujet. Ceci inclut bien évidemment les relations avec la France. Il s'agit de divisions durables et non circonstancielles, de divisions qu'on peut qualifier de systémiques, de clivages forts, qui ne recourent pas nécessairement le clivage entre républicains et démocrates.

Le foreign policy establishment forme un sous-ensemble relativement limité de la classe politique américaine. En même temps, il est assez diversifié. Si on en accepte une définition assez extensive, on peut considérer qu'il inclut les dirigeants de différents départements ou agences de l'exécutif et les anciens dirigeants de ces départements et agences, les membres de plusieurs commissions du Congrès, les membres d'organisations comme le Council on Foreign Relations, des chercheurs qui travaillent dans certains think-tanks, ou des centres de recherche universitaires spécialisés dans les relations internationales, et un certain nombre de journalistes de ce qu'on appelle la presse nationale.

Nous allons tenter de décrire les grands traits de l'évolution de ce foreign policy establishment et ses relations avec la France entre l'année de l'Europe, qui commence en avril 1973, et l'année du traité de Maastricht, c'est-à-dire 1992. Compte tenu de la durée de la période envisagée, nous devons nous limiter à quelques aspects de cette évolution. Nous laisserons de côté le problème de la presse, problème beaucoup plus complexe qu'il ne paraît au premier abord. Et nous parlerons surtout des courants politiques qui divisent le parti républicain, puisque c'est lui qui domine presque constamment

l'exécutif -et donc très largement la conduite de la politique extérieure- pendant cette vingtaine d'années.

Les départements et les agences de l'exécutif

Plusieurs départements et agences participent à l'élaboration de la politique extérieure. Au premier chef le département d'État, le département de la défense et l'agence centrale de renseignement. Les départements du commerce et du trésor y participent également. Le conseil de sécurité nationale, qui se trouve à la Maison Blanche, coordonne l'action de ces différents acteurs institutionnels. Ceux qui y travaillent sont en majorité des fonctionnaires en position de détachement, qui viennent surtout du département d'État, de la défense et parfois de l'agence centrale de renseignement.

Les conflits entre départements et agences sont nombreux. Ils touchent souvent le Conseil de sécurité nationale qui, dépassant son rôle de coordination, devient alors l'un des acteurs majeurs de ces conflits institutionnels. Ces conflits ont tendance à se prolonger sur de longues périodes. Ils ont un élément de permanence qui s'explique par des différences de culture. Chaque département et agence a sa culture dominante -voire ses sous-cultures si on prend en compte les différents éléments qui le composent. L'attitude des différents départements à l'égard de la France, par exemple, n'est pas la même.

Le département de la défense

Le département de la défense a une longue tradition de collaboration avec la France, qui ne disparaît jamais complètement, même dans les moments les plus difficiles, comme sous l'administration Johnson. Les accords Lemnitzer-Ailleret de 1967 sont là pour le rappeler. Au début des années 1970, Nixon et Kissinger jettent les bases d'une coopération multiforme avec la France, qui va se développer et se poursuivre tout au long des années 1970 et 1980. Cette coopération passera presque exclusivement par le canal du conseil de sécurité nationale et du département de la défense. Quand Kissinger devient secrétaire d'État en septembre 1973, il laisse son propre département dans l'ignorance des accords en voie de conclusion, puis conclus, avec Paris. Le Congrès est lui aussi, bien évidemment, laissé à l'écart. Il s'agit au départ d'accords prévoyant des échanges dans le domaine de la technologie des missiles mirvés, et plus généralement dans le domaine du nucléaire militaire. Même après le départ de Kissinger, en 1977, le Pentagone tient les responsables du département d'État à l'écart de cette coopération. Au sein même du département de la défense, elle suscite au début des résistances puis elle est finalement l'objet d'un consensus assez fort. Cette évolution est liée au départ d'une génération d'officiers supérieurs qui avaient vécu les années difficiles de l'administration Johnson, et aux effets, rapidement jugés positifs, de cette coopération. Entre 1974 et 1977, alors qu'Alexander Haig est commandant en chef des troupes de l'OTAN en Europe, d'autres accords sont conclus avec Paris, qui concernent la coordination des forces nucléaires et conventionnelles de la France avec celles de l'OTAN. En outre, une collaboration dans le domaine de la production des armements conventionnels apparaît dès les années 1970. Cet aspect de la coopération franco-américaine se développe surtout de façon considérable sous la présidence de Ronald Reagan. Des entreprises françaises participent aux programmes du Pentagone. Plusieurs procèdent, avec l'accord du département, au rachat d'entreprises américaines

du secteur de la défense. C'est le cas de Matra, d'Hispano-Suiza, de Bull, de Saint-Gobain, d'Aérospatiale et surtout d'Alcatel et de Thomson. Toutefois, cette coopération, qui devient désormais beaucoup plus visible, se heurte à des oppositions - parfois au sein du département de la défense, mais surtout dans d'autres départements et au Congrès. Elle est en partie remise en cause sous l'administration Bush. Nous y revenons plus loin.

Le département d'État

Le département d'État est beaucoup moins favorable à la France en général que le département de la défense. Mais, dans le cas de ce département surtout, il y a intérêt à aborder le problème des relations avec la France bureau par bureau -les bureaux y sont les équivalents des directions du Quai d'Orsay. Car il existe une culture propre à chaque bureau. Quatre des cinq bureaux géographiques du département sont concernés par les relations avec la France - Europe, Proche-Orient, Afrique et Asie orientale.

Dans le cas du bureau du Proche-Orient, sa culture spécifique est relativement bien connue. C'est celle de ceux qu'on appelle les "arabistes", qui se distinguent par une hostilité traditionnelle, plus ou moins affirmée mais toujours présente, à Israël, mais aussi à la France, et accessoirement aux chrétiens maronites¹⁹⁹.

Il n'existe pas vraiment d'étude comparable pour les autres bureaux. En Afrique, après une période - qui correspond aux années 1960 -pendant laquelle une liquidation rapide de l'influence française est pronostiquée- et en même temps souhaitée, on évolue vers l'idée d'une cohabitation des influences françaises et américaines face à l'Union soviétique, et à l'idée d'une collaboration sur le terrain. L'intervention française à Kolwezi en 1978, qui est un des exemples de cette collaboration, impressionne beaucoup, même au département d'État. Son succès devient un argument de poids pour ceux qui souhaitent un renforcement de cette collaboration. Par la suite, dès la seconde moitié des années 1980, alors que la Guerre froide s'achemine vers son terme, cette approche des problèmes africains tend à perdre de son importance. Le futur de l'Afrique subsaharienne, tel qu'il se dessine alors, semble dominé par quelques puissances régionales anglophones -le Nigeria et l'Afrique du Sud principalement. Et la France n'y a plus vraiment sa place.

Le bureau de l'Europe -qui englobe l'Union soviétique- paraît assez profondément marqué par la présence et la permanence d'une sous-culture spécifique qu'on peut probablement qualifier de kennanienne. Cette culture n'est pas toujours dominante, mais elle ne disparaît jamais complètement. Cette approche tend à valoriser l'Allemagne, perçue comme future puissance dominante. L'accès de l'Allemagne au statut de principale puissance régionale est perçu à la fois comme inévitable, et comme souhaitable. Il convient donc de faire en sorte que l'accès de l'Allemagne à ce statut se fasse avec l'appui des États-Unis, et qu'elle reste étroitement liée à Washington. Cette évolution ne peut se faire qu'à l'occasion d'un rapprochement stratégique avec Moscou, aux dépens de Pékin -et les kennaniens sont de toute façon favorables à ce rapprochement. Une telle vision du futur de l'Europe fait une place extrêmement réduite à la France. Cette approche kennanienne domine au département dans les années 1960. Elle ne disparaît pas par la suite, même si Kissinger y est radicalement hostile. Pour les années de l'administration Carter, Richard Ullman note que le département d'État est hostile à la coopération avec la France dans le domaine nucléaire -dans la mesure où il est informé de son

¹⁹⁹ Voir à ce sujet le livre de Robert Kaplan, *The Arabist*, New York: Free Press, 1993.

existence²⁰⁰. L'approche kennanienne n'est pas plus en faveur sous Reagan qu'elle ne l'était à l'époque de Nixon et de Kissinger. Mais elle connaît au contraire une vigueur nouvelle avec l'arrivée de James Baker au département d'État, en 1989. Le nouveau secrétaire d'État se fait personnellement le défenseur de cette approche au sein du département, et il élimine dans les mois qui suivent son arrivée toute la direction du bureau de l'Europe, notamment Rozanne Ridgway, qui le dirigeait depuis 1985. La politique de Baker rend possible un rapprochement stratégique avec Moscou, et la réunification de l'Allemagne. Tout républicain qu'il est, Baker est conscient de sa dette à l'égard de George Kennan, et ne manque pas d'évoquer sa figure, avec respect, dans ses mémoires²⁰¹. Et la politique de Baker satisfait pleinement Kennan, qui se réjouit du rapprochement avec Moscou et de la réunification de l'Allemagne. Il regrette seulement qu'on ne permette pas à cette occasion à l'Allemagne d'annexer une partie du territoire polonais. Mais il estime que cela sera probablement possible plus tard²⁰².

Les départements du commerce et du trésor

Ils sont réputés en général pour leur approche assez étroitement nationaliste de beaucoup de problèmes de politique extérieure. Il est intéressant de noter que c'est avant tout le département du commerce -avec l'Office of the US Trade Representative- qui mène l'offensive contre l'Europe et la France en particulier à partir du milieu des années 1980, notamment avec les négociations du cycle de l'Uruguay. A un autre niveau, plus secondaire en apparence, mais révélateur de certains mécanismes institutionnels à Washington, on constate que le département du commerce joue un rôle de premier plan dans la lutte contre la coopération franco-américaine dans le domaine des industries de défense. Ces attaques prennent la forme de tentatives pour bloquer les rachats d'entreprises américaines par des entreprises françaises dans ce secteur, tentatives qui aboutissent finalement à un résultat sous l'administration Bush. Il est intéressant de constater que les membres du Congrès qui mènent cette bataille font eux-mêmes observer lors des auditions qu'ils trouvent plus facilement un soutien au département du commerce qu'au département de la défense, alors même que les préoccupations qui les guident concernent avant tout la sécurité nationale des États-Unis.

L'agence centrale de renseignement

A partir du début des années 1970, et plus précisément à partir de la nomination à sa tête de James Schlesinger, le recrutement de l'agence se diversifie progressivement sur le plan ethnique, et les analystes de la direction du renseignement commencent à jouer un rôle plus important. La culture de l'agence évolue lentement, mais elle évolue dans un sens plutôt favorable à la France. La nomination de William Casey comme DCI en 1981 est également importante de ce point de vue, car il est francophile. Pendant les années où il dirige l'agence, une série d'opérations ont lieu en coopération avec les services français, notamment au Tchad. Cette coopération se poursuit après son départ, en

²⁰⁰ Voir Ullman (Richard H.), "The Covert French Connection", *Foreign Policy*, Été 1989, p. 3-33.

²⁰¹ Voir Baker (James A.), *The Politics of Diplomacy*, New York, Putnam, 1995, p. 41 et pp. 562-563.

²⁰² Voir *Hearing on the Soviet bloc and Europe's Future. Hearing Before the Senate Committee on International Relations. Subcommittee on European Affairs*. United States Senate. January 17, 1990 (Washington: USGPO, 1990), p.86. George Kennan a été invité par Joseph Biden, président de la sous-commission des affaires européennes

1987. Un témoignage important sur la perception que les responsables de l'agence peuvent avoir de la France pendant ces années est fourni par Charles Cogan, un ancien chef de station à Paris, dans la thèse qu'il a soutenue à Harvard en 1992. Cogan, qui se réfère souvent à Kissinger, et dont la thèse a été dirigée par Stanley Hoffmann, est exceptionnellement favorable aux positions françaises. Ce témoignage est isolé, et Cogan n'est certainement pas représentatif de toute le personnel de l'agence, mais il faut observer que Robert Gates, longtemps l'adjoint direct de Casey, puis le directeur de l'agence sous Bush, parle de lui de façon assez positive²⁰³.

Ces contrastes dans l'attitude des différentes institutions de l'exécutif à l'égard de la France s'expliquent en partie par la permanence de cultures spécifiques propres à chacune d'elles. Ils s'expliquent aussi par l'influence plus ou moins grande que peuvent exercer, de façon privilégiée, certains courants politiques sur un secteur déterminé de l'exécutif à un moment donné.

Les courants politiques en compétition au sein de l'Exécutif

Si on laisse de côté les quatre années de la présidence de Carter, pendant la vingtaine d'années considérées, deux groupes de dirigeants assez clairement identifiables sont repérables au sein de l'exécutif.

Dans un premier groupe on trouve un nombre significatif de responsables de l'administration Nixon, dont les plus connus sont William Casey, Caspar Weinberger, Fred Iklé, et Peter Rodman. Contrairement à d'autres membres de cette administration qui ont pris leurs distances avec Nixon (comme George Shultz), ils sont restés fidèles au président dans les moments difficiles. Ils se rallient ensuite assez vite à Reagan. on voit alors s'associer à eux des hommes et des femmes qu'on appelle des néo-conservateurs, qui sont issus pour la plupart du parti démocrate, mais qui n'avaient, sauf cas d'espèce, pas rallié l'administration Nixon. Ils se rassemblent eux aussi derrière Reagan. C'est le cas de Jeane Kirkpatrick, de Michael Novak, de Richard Pipes, de Kenneth Adelman, de Eugene Rostow ou de Constantine Menges. on peut y ajouter Paul Nitze ou Richard Perle, qui avaient déjà fait partie de l'exécutif à l'époque de Nixon. Le noyau dur du courant reaganien est formé pour l'essentiel par la fusion de ses deux groupes, auxquels s'associent quelques Californiens, des proches de Reagan qui, à la différence de Weinberger, n'ont pas été membres de l'administration Nixon, comme William Clark.

Quelques uns de ces responsables participent à l'exercice du pouvoir entre 1969 et 1974, avant d'être éliminés ou marginalisés au début de l'administration Ford. on les retrouve dans des rôles de premier plan dans l'administration Reagan, aux côtés des néo-conservateurs. Puis les uns et les autres sont progressivement éliminés. Les derniers disparaissent en général dans le courant de 1987, au milieu des controverses qui entourent l'affaire Iran-Contra puis la négociation du traité INF. Les reaganiens ne sont plus au pouvoir à la fin de l'administration Reagan.

Un deuxième groupe de dirigeants est issu essentiellement de l'administration Ford. Les plus connus sont George Bush, James Baker, Richard Cheney, et Richard Darman. Ces hommes ont souvent souhaité la démission de Nixon. Certains, comme Bush, l'ont précipité. Ils sont hostiles aux idées qu'incarne Reagan. Ils l'affrontent en 1976, puis en 1980. Après avoir dominé l'exécutif de 1974 à 1977, ils reviennent au pouvoir en 1981. Ils sont d'abord minoritaires au sein de l'exécutif. Ils finissent

²⁰³ Voir Cogan (Charles G.), *Oldest Allies, Guarded Friends*, Westport/Londres, Praeger, 1994. Voir Gates (Robert M.), *From the Shadows*, New York, Simon and Schuster, 1996, p. 320.

par le dominer à partir de 1987. Après l'entrée de Bush à la Maison Blanche, en 1989, ils sont seuls au pouvoir. on a alors une sorte d'administration Ford-bis, très homogène, plus homogène que l'administration Ford elle-même, et probablement beaucoup plus homogène qu'aucune administration depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ces deux groupes qui se partagent l'exécutif sont très typés. Parmi ceux qui appartiennent au premier groupe -reaganiens ou futur reaganiens- beaucoup viennent des grandes agglomérations cosmopolites -New York, Los Angeles ou la Bay Area. on trouve parmi eux une proportion exceptionnellement élevée de catholiques et de juifs. on y trouve une forte proportion de gens ayant fait des études prolongées, des titulaires de doctorats en histoire ou en sciences politiques par exemple, mais aussi des physiciens, comme Edward Teller. on compte en général parmi eux une forte proportion d'intellectuels. Le second groupe est formé de gens qui ont un profil beaucoup plus provincial. Certains viennent de villes importantes, mais il s'agit de villes où les élites cosmopolites qu'on trouve à New-York ou en Californie sont absentes. Les catholiques et les juifs sont très nettement sous-représentés dans ce groupe. Ils en sont en fait pratiquement absents. Les études en règle générale n'ont pas été poussées au delà des quatre années traditionnelles de collège, sauf pour faire du droit, ou un MBA. Les intellectuels sont rares, presque complètement absents. Une forme de vie sociale, caractéristique d'une certaine Amérique provinciale, y tient une place importante, celle qui s'organise autour de la fréquentation assidue des country clubs -Bush et Baker eux-mêmes ont fait connaissance sur un court de tennis du Houston Country Club.

C'est en politique extérieure que les deux groupes se différencient le plus nettement. Ils s'opposent sur plusieurs points essentiels. Tout d'abord -et c'est probablement l'une des sources de division les plus importantes depuis le début des années 1970- sur la place qu'il est souhaitable que la Chine occupe à l'avenir dans le système international. L'hostilité à la Chine est à peu près générale dans le second groupe parmi les amis de Bush et de Baker, et fait apparaître comme de plus en plus souhaitable l'idée d'un rapprochement stratégique avec Moscou. Cette hostilité à la Chine est rare - voire presque inexistante- dans le groupe des nixonien et reaganiens. Leur anticommunisme est avant tout dirigé contre le système soviétique, et concerne d'autant moins la Chine que Pékin s'écarte progressivement du communisme. C'est un anticommunisme qui a une base essentiellement idéologique. Il n'a pas cette forte composante ethnique, ou raciale, qu'on trouve parfois dans l'anticommunisme américain, et qui n'est sans doute pas totalement absente chez les amis de Bush et de Baker.

Deux autres problèmes -moins essentiels à l'échelle planétaire, mais très importants malgré tout- sont une source de division entre les deux groupes. Le premier est celui du rôle qu'Israël doit jouer au Moyen-Orient, et de la nature des relations que les États-Unis doivent entretenir avec Jérusalem. Les reaganiens sont en règle générale beaucoup plus favorables à Israël que les hommes qui entourent Bush et Baker. Le second problème est celui de la place que doit occuper l'Allemagne dans l'Europe future. Dans ce cas les positions sont inversées. La méfiance domine du côté des nixonien et de reaganiens. Les objectifs finaux de l'Ostpolitik, et le rapprochement entre Bonn et Moscou qu'elle implique, sont une source d'inquiétude manifeste, et il ne leur paraît pas désirable que l'Allemagne renforce son rôle de puissance régionale. Leur méfiance est particulièrement forte à l'époque de Willy Brandt, puis après l'arrivée au pouvoir d'Helmut Kohl. Les amis de Bush et de Baker ont au contraire tendance à souhaiter que l'Allemagne joue un rôle plus important en Europe. Et ils sont prêts à favoriser, plutôt qu'à entraver, l'Ostpolitik allemande. Leur attitude à l'égard de Moscou et de Bonn s'inscrit sans trop de difficultés dans une approche d'inspiration kennanienne.

L'attitude à l'égard de la France est largement déterminée dans les deux groupes par la vision qu'on a du rôle futur de l'Allemagne. C'est l'administration Nixon qui est à l'origine de l'Année de l'Europe, et c'est Peter Rodman -qu'on retrouve dans l'administration Reagan- qui rédige le discours par lequel Kissinger la lance en avril 1973²⁰⁴. L'initiative de Kissinger et de Nixon s'explique très largement par les craintes suscitées par l'Ostpolitik de Willy Brandt. Elle est prise par une administration qui est globalement favorable à la France, et cherche à s'appuyer sur elle, comme sur la Grande Bretagne, pour contrôler les initiatives les plus problématiques de Bonn²⁰⁵. Ce sont également les nixonien qui sont à l'origine de la coopération militaire avec la France à partir des années 1970. Et il est clair que si, pendant l'administration Reagan, le département de la défense, et accessoirement l'agence centrale de renseignement, sont des lieux par lesquels passent de façon privilégiée la coopération avec la France, c'est en grande partie parce que les reaganien y sont en position de force.

Inversement, les amis de Bush et de Baker n'ont aucune raison de souhaiter que la France fasse contrepoids à l'Allemagne en Europe. Pendant les années que Baker passe à la tête du département d'État, les relations avec Paris deviennent très tendues. La collaboration entre la France et les États-Unis dans le domaine atomique est rendue publique, contre la volonté de Paris, par le biais d'un article dans *Foreign Policy*, celui de Richard Ullman. Des accrochages répétés ont lieu dans le domaine commercial et industriel. Des conflits potentiellement encore plus graves se produisent à l'occasion de la réunification allemande. on peut y ajouter la publication en 1991 d'un livre tout à fait étrange du journaliste Louis Wiznitzer, *Le grand gâchis*, livre qui se présente presque explicitement comme un ouvrage inspiré par le département d'État, et qui est une attaque en règle, sur un ton souvent insultant, de l'ensemble de la politique étrangère française depuis le début du siècle²⁰⁶.

A côté de ces deux groupes qui dominent, du côté républicain, le foreign policy establishment, on trouve d'autres groupes qui ont une importance secondaire. Les néo-isolationnistes du Cato Institute sont peu influents. Les populistes nationalistes ont un poids électoral important, mais ne jouent qu'un rôle très limité au sein de l'exécutif. Plus intéressant est le problème posé par Kissinger et les kissingerien, comme Alexander Haig ou Peter Rodman. on a tendance à insister sur ce qui oppose les kissingerien aux reaganien. Les premiers sont en général perçus comme plus conciliants à l'égard de l'Union soviétique, plus respectueux du principe metternichien de l'équilibre des forces entre grandes puissances. Nous croyons que cette opposition -que les reaganien ont utilisée à leur profit sur le plan électoral- est très exagérée, voire tout-à-fait artificielle. Les kissingerien sont fondamentalement anti-soviétiques -on ne peut que rappeler à ce sujet la purge de l'Arms Control and Disarmament Agency en 1973, après la signature de SALT 1, l'anti-soviétisme de Haig en 1981-1982, ou les positions de Peter Rodman à la tête du Policy Planning Staff. Ils sont au contraire assez favorables à Pékin. En Europe, ils sont également partisans d'une coopération étroite avec la France. Les kissingerien appartiennent en fait à la nébuleuse reaganienne, et ceci est de plus en plus manifeste quand on avance dans le temps, surtout au moment de la signature du traité INF de 1987. Il

²⁰⁴ Rodman rédige ce discours avec William Hyland.

²⁰⁵ Voir sur ce point le chapitre de *Years of Upheaval*, Boston, Little Brown, 1982 qui est consacré à l'Année de l'Europe. Kissinger indique clairement que son initiative vise à déstabiliser l'Ostpolitik de Willy Brandt. Son incompréhension et sa stupéfaction devant la réaction de Jobert et de Pompidou ne sont pas feintes. L'Europe future telle que la conçoit Kissinger est une Europe solidaire, voire une Europe unifiée, mais non pas une Europe dominée par l'Allemagne. La permanence de cette conception est attestée de la publication de *The Troubled Partnership*, en 1965, jusqu'aux dépositions de Kissinger devant les commissions du Congrès dans les années 1980 et au-delà. Dès 1965, il écrit ceci: "A united Europe is likely to insist on a specifically European view of world affairs -which is another way of saying it will challenge American hegemony in Atlantic policy. This may well be a price worth paying for European unity; but American policy has suffered from an unwillingness to recognize that there is a price to be paid." Voir *The Troubled Partnership*, New York, McGraw Hill, 1965, p. 40.

²⁰⁶ Voir Wiznitzer (Louis), *Le grand gâchis ou la faillite d'une politique étrangère*, Paris, First, 1991.

n'est pas surprenant dans ces conditions qu'Eric Alterman, dans un livre publié en 1992, fasse de Kissinger non seulement un reaganien, mais même un néo-conservateur, en l'assimilant ainsi à Jeane Kirkpatrick ou à Richard Perle²⁰⁷.

Les deux grands courants qu'on trouve au sein de l'exécutif républicain pendant ces deux décennies sont également présents au sein du Congrès. Mais ils n'y sont pas aussi influents, puis qu'ils y sont globalement minoritaires. Et surtout leur rapport de force n'est pas le même.

Le Congrès

Le poids du Congrès dans les choix de politique extérieure est beaucoup plus important que ne le laisse penser certaines images traditionnelles qui font de l'exécutif le maître à peu près exclusif de la politique étrangère, soumis au seul contrôle du sénat pour les traités -mais non pour les "executive agreements"- et pour les nominations de certains diplomates. Et quand on parle du sénat, dans ce cas, on pense souvent à la seule commission des relations étrangères. En fait plusieurs commissions des deux chambres exercent une influence en politique étrangère, et ce ne sont pas nécessairement les deux commissions spécialisées dans les relations internationales qui ont toujours le plus de poids. Et, en dehors des commissions, la hiérarchie du parti dominant au sein de chaque chambre -pour notre période il s'agit presque toujours du parti démocrate- a une influence qui est en définitive, au sein de la chambre considérée, déterminante. L'influence globale du Congrès, qui est importante, ne doit pas non plus être exagérée, comme cela a été parfois le cas dans un certain nombre d'études parues depuis les années 1970. Certains facteurs tendent à la limiter. Le fait que la formation universitaire des membres de l'exécutif est habituellement plus poussée que celle des membres du Congrès et que leur compétence est souvent beaucoup plus évidente, au moins dans leur domaine particulier, introduit un élément d'intimidation qui est souvent sensible lors des auditions des commissions. La dépendance de certains membres du Congrès par rapport à l'exécutif est par ailleurs forte. C'est particulièrement clair dans les commissions des forces armées. L'accès aux informations les plus sensibles n'est pas toujours aisé, même lors des "executive sessions" des commissions, et ceci malgré les moyens dont s'est doté le Congrès au fil des années, comme le Congressional Research Service.

Des éléments de complexité supplémentaires existent dans les relations entre l'exécutif et le Congrès. D'abord le fait que les démocrates dominent le second pendant la période concernée. Le fait ensuite que le poids relatif des différents courants qui composent la minorité républicaine n'est pas identique à celui qu'il est au sein de l'exécutif. Les républicains du courant populiste et nationaliste y sont relativement nombreux, alors qu'ils sont à peu près inexistant dans l'exécutif. Ceux qui peuvent s'identifier sans difficultés aux administrations Ford et Bush sont également assez nombreux. Les nixoniens et reaganien sont nettement minoritaires, et ne peuvent avoir un certain poids qu'en prenant appui sur les autres courants républicains. Pendant la présidence de Reagan, ils prennent surtout appui sur le courant populiste. Les deux grands courants républicains de l'exécutif peuvent aussi -et doivent- trouver des appuis parmi les différents courants démocrates présents au Congrès.

En ce qui concerne les relations avec la France, les commissions du Congrès se montrent particulièrement sensibles à plusieurs problèmes. Le premier est celui des relations commerciales,

²⁰⁷ Voir Alterman (Eric), *Sound and Fury*, New York, Harper Collins, 1992, p.147-167. Eric Alterman appartient au World Policy Institute.

notamment dans le domaine agricole -mais ceci concerne d'une certaine façon les relations avec l'ensemble de la Communauté européenne. Un second problème important est celui de la coopération dans le domaine des industries de défense, et notamment le rachat d'entreprises américaines par des entreprises françaises. Un troisième problème est constitué par le rôle de la France sur le plan militaire en Europe, dans le cadre de l'UEO ou de l'Eurocorps, rôle qui est jugé déstabilisant pour l'Alliance atlantique.

C'est la coopération dans le domaine des industries de défense qui soulève apparemment le plus d'inquiétudes au Congrès. La passivité du département de la défense devant les rachats d'entreprises américaines de haute technologie par des entreprises françaises est dénoncée. L'affaire la plus grave est la tentative de rachat par Thomson, en 1992, de la division des missiles de LTV. Thomson affronte à la fois Martin Marietta et Lockheed. La société française s'appuie sur le Crédit Lyonnais, sur la banque Citicorp de New York, et sur un certain nombre d'anciens membres de l'administration Reagan, dont Frank Carlucci, secrétaire à la défense de 1987 à 1989. Thomson se heurte à une coalition qui rassemble, sous la direction de Norman Augustine, alors président de Martin Marietta, quelques membres du département de la défense, d'autres responsables de l'exécutif, et surtout des membres du Congrès. L'affaire est l'occasion d'un déchaînement de passions anti-françaises dans certaines commissions du Congrès. Cette affaire LTV est exactement contemporaine de la création de l'eurocorps, et suit de quelques mois la signature du traité de Maastricht²⁰⁸.

Lors de toutes les auditions consacrées à l'affaire LTV, comme dans un grand nombre d'auditions des commissions, on voit déposer des représentants des entreprises concernées, des représentants des lobbies officiellement enregistrés, des chercheurs de think-tanks, ou parfois des universitaires spécialistes des problèmes abordés -universitaires qui ont eux-mêmes habituellement des liens avec des think-tanks. Le rôle que les uns et les autres jouent est important. Il l'est d'autant plus qu'il ne se limite pas à ces dépositions, et que des liens plus permanents existent entre eux et certains membres du Congrès.

Entreprises, lobbies et think-tanks

Les grandes entreprises interviennent de multiples façons dans la vie politique et notamment dans la conduite de la politique extérieure. Une forme de relation entre les entreprises et l'exécutif est représentée par les nominations de dirigeants d'entreprises à des postes gouvernementaux. on pense ici à Shultz et à Weinberger et à leurs liens avec Bechtel, à Donald Regan qui vient de Merrill Lynch, à Norman Augustine qui a exercé en alternance des responsabilités au sein de l'exécutif et dans le

²⁰⁸ On a au cours des années 1980 et au début des années 1990 une série d'auditions consacrées entièrement ou partiellement aux acquisitions de sociétés américaines par des sociétés étrangères dans les secteurs de haute technologie, devant les commissions des activités bancaires, du logement et des affaires urbaines de la chambre et du sénat, devant la commission des forces armées de la chambre, devant la commission de l'énergie et du commerce de la chambre, et devant la commission du commerce du sénat. Plusieurs auditions sont consacrées à l'affaire LTV elle-même. Voir *Sale of LTV Missile and Aircraft Divisions. Hearing Before the Defense Policy panel and the Subcommittee on Investigations. Committee on Armed Forces. House of Representatives. May 14 and June 25 1992.* Voir *Foreign Acquisition of U.S.-Owned Companies, Hearing Before the Committee on Banking, Housing and Urban Affairs, United States Senate, June 4, 1992.* Voir *Defense Department's Role in Reviewing Foreign Investment in U.S. Defense Companies, Hearing Before the Subcommittee on Investigations, Committee on Armed Forces. House of Representatives, August 12, 1992.* Sur l'eurocorps, voir *Defense Planning, Guidance and Security Issues, Hearing Before the Committee on Armed Services, United States Senate, June 3, 10, 16 and 18, 1992.*

privé, et à beaucoup d'autres qui sont moins connus. Une autre forme de relation s'établit à travers l'action des lobbies -et ceci concerne aussi le Congrès. Certains d'entre eux défendent des intérêts strictement américains. D'autres, qui incluent parmi leurs mandants des multinationales ou des entreprises fortement dépendantes de marchés extérieurs, peuvent représenter des intérêts plus larges. Quelques uns de ces lobbies sont dotés de structures de recherche qui les apparentent à des think-tanks. Les think-tanks proprement dits -ou plus exactement et plus formellement les "public policy research institutes"- sont beaucoup plus que de simples instruments au service de lobbies, au moins pour les plus grands d'entre eux. Mais ils constituent également un lien entre les entreprises d'une part, l'exécutif et le Congrès d'autre part.

Les lobbies sont invités à déposer très régulièrement dans toutes les affaires qui concernent le commerce international et les investissements étrangers aux États-Unis. Les principaux lobbies industriels sont beaucoup moins protectionnistes qu'on l'imagine d'ordinaire. En règle générale, et en particulier dans toutes les auditions consacrées aux investissements étrangers que nous avons examinées, ils défendent -au moins formellement- des principes favorables à la liberté des échanges et des investissements. Dans le cas de l'affaire LTV, par exemple, Martin Marietta et Lockheed ne peuvent obtenir le soutien -au moins officiel- des grands lobbies industriels, qui sont trop soucieux de ménager les intérêts de leurs membres à l'extérieur des États-Unis, et dans ce cas spécifique en Europe. Martin Marietta et Lockheed s'appuient donc sur les dépositions de petits think-tanks, d'universitaires, de syndicalistes et de membres du Congrès, qui peuvent tenir un discours beaucoup plus nationaliste sans trop se soucier de ses conséquences à l'étranger.

Le secteur des industries de défense -qui se révèle au cours des années 1980 de plus en plus protectionniste en matière d'échanges et d'investissements- constitue un cas d'espèce parmi les secteurs industriels fortement tournés vers les marchés extérieurs, dont il fait partie. Dans ce cas, il est clair que les intérêts strictement commerciaux et industriels n'expliquent pas tout. Une sensibilité particulière -et parfaitement justifiée- aux impératifs de sécurité nationale est un facteur explicatif important. Mais il faut parfois y ajouter une composante plus nettement idéologique -un nationalisme affirmé avec une vigueur très particulière, qui est manifeste chez certains des responsables des entreprises de ce secteur. L'exemple le plus connu de ces cadres très nationalistes est Pat Choate, l'auteur d'*Agents of Influence*, qui a longtemps été l'un des responsables de TRW.

Le rôle des think-tanks se rapproche parfois de celui des lobbies. Mais il s'agit pourtant d'institutions très différentes. Certains ont une histoire ancienne, des ressources propres importantes et une longue tradition d'indépendance. C'est le cas de la Brookings Institution et du Carnegie Endowment for International Peace du côté démocrate, ou de la Hoover Institution du côté républicain. D'autres dépendent pour leur financement de donateurs suffisamment nombreux et divers pour leur garantir une certaine autonomie. Comme pour les lobbies, il est utile de distinguer les think-tanks financés en grande partie par les grandes entreprises fortement tournées vers l'extérieur, et ceux qui sont financés par des entreprises moins importantes, qui n'ont pas -ou peu- d'activités à l'étranger. Dans la première catégorie, on trouve l'American Enterprise Institute (AEI) et le Center for Strategic and International Studies (CSIS). Dans la seconde catégorie on trouve principalement la Heritage Foundation.

En matière de politique extérieure, un sorte d'internationalisme standard est la référence commune à tous les grands think-tanks. on retrouve toutefois parmi eux les courants présents au sein de l'exécutif et du Congrès. L'AEI est proche des reaganien et particulièrement des néo-conservateurs. Il compte parmi ses membres Jeane Kirkpatrick, Richard Perle, Constantine Menges, Michael Novak. Il est financé par de grandes entreprises présentes notamment en Amérique latine et Asie -entreprises qui

comptent souvent elle-mêmes des Latino-Américains et des Asiatiques parmi leurs cadres et leurs dirigeants. Il a une attitude généralement favorable aux pays asiatiques et à la Chine, à Israël, aux pays latins. Le CSIS, financé lui aussi en grande partie par des entreprises de ce type, est également proche des réaganiens, bien que son recrutement soit plus diversifié que celui de l'AEI. La Heritage Foundation au contraire, financée par des entreprises qui sont beaucoup moins fréquemment implantées à l'étranger, et dont l'horizon est en général plus limité, est plus proche des amis de Bush et de Baker, voire du courant populiste du Congrès. Barry Goldwater par exemple en fait partie. La Brookings Institution et le Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), tout en étant proche du parti démocrate, ont des positions qui, parce qu'elles s'inspirent largement des idées de Kennan, s'harmonisent assez bien avec celles des partisans de Bush et de Baker.

Pendant la période étudiée, les grands think-tanks consacrent l'essentiel de leurs ressources, en politique extérieure, aux relations avec l'Union soviétique, aux problèmes d'Amérique centrale et aux relations avec la Chine et l'Asie orientale. L'Europe occidentale et la France occupent une place beaucoup plus limitée dans leurs préoccupations. Les publications consacrées spécifiquement à la France sont rares. Parmi les plus connues figure notamment l'article de Richard Ullman dont nous avons déjà parlé, publié en 1989 par le CEIP. Avec la réunification de l'Allemagne, puis le traité de Maastricht, les publications sur l'avenir de l'Europe deviennent plus nombreuses. Elles soulignent en général le caractère positif de la réunification allemande, mais émettent des doutes sur la solidité des projets européens tels qu'ils ont pris forme à Maastricht. L'AEI et le CSIS sont en règle générale plus favorables aux positions françaises que les autres think-tanks. Dans la foulée de la réunification allemande et de Maastricht, le CSIS a commandité une étude consacrée à la France, intitulée *Does France Still Count?*, publiée en 1994. Ce livre s'efforce de montrer que, en dépit de tout ce qui se dit alors à Washington, la France continue effectivement à compter²⁰⁹. Inversement les études de la Brookings Institution, du CEIP et de la Heritage sont moins favorables. La création de l'Eurocorps en 1992 soulève des inquiétudes particulièrement vives, qui font écho à celles exprimées au Congrès. Un retour de la France au sein de l'Alliance atlantique est souhaité, ainsi qu'un rôle accru de l'Allemagne au sein de celle-ci. Les grands think-tanks ne jouent en revanche aucun rôle direct dans l'affaire LTV²¹⁰.

La lente transformation du foreign policy establishment et l'évolution des relations avec la France

Nous avons vu que l'initiative prise par Kissinger et Nixon en 1973 en lançant l'Année de l'Europe s'explique en grande partie par les craintes suscitées par l'Ostpolitik de Willy Brandt et ses dérives possibles. L'administration Nixon -elle l'a montré d'autres façons- est globalement favorable aux positions de la France, et cherche à s'appuyer sur Paris.

Près de vingt ans plus tard, une autre administration républicaine, qui s'appuie sur un courant tout différent du parti républicain, conduit une politique qui, malgré Paris et Londres, conduit rapidement à la réunification de l'Allemagne, et contribue à donner à celle-ci un poids plus important en Europe.

²⁰⁹ Voir Kramer (Steven Philip) *Does France Still Count?*, Washington, CSIS/Westport, Praeger, 1994.

²¹⁰ Il convient toutefois de signaler le rôle important joué dans l'affaire LTV de l'Economic Strategy Institute de Clyde Prestowitz. Et il est intéressant de noter que la personne qui y est particulièrement chargée de suivre l'affaire LTV est Linda Spencer, une ancienne collaboratrice de Pat Choate à TRW.

Toutefois un renforcement des liens franco-allemands intervient peu après la réunification -et malgré les différends nés de cette réunification. Les accords de Maastricht et la création de l'Eurocorps, qui symbolisent ce rapprochement, inquiètent et agacent l'administration en place à Washington. Tout se passe comme si des schémas trop simplistes sur le futur de l'Europe -c'est-à-dire une Europe où une puissance régionale clairement dominante se ferait le relais de l'influence américaine- ne pouvaient finalement ordonner une réalité européenne beaucoup plus complexe qu'elle n'est perçue dans certains cercles de Washington.

Opposer l'attitude favorable à la France de l'administration Nixon et l'attitude beaucoup moins favorable de l'administration Bush pour en conclure qu'il existerait sur le long terme une tendance à la dégradation des relations entre Washington et Paris serait par ailleurs profondément erroné. L'évolution du foreign policy establishment au cours de ces vingt années s'est faite avec lenteur, mais elle s'est pratiquement toujours faite dans la même direction: celle d'un recrutement plus diversifié, celle d'une culture plus ouverte que ne l'était la culture traditionnelle des groupes dirigeants issus de l'immigration de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest, qui avaient longtemps dominé presque exclusivement la politique extérieure américaine. Nous reprendrons à notre compte un passage de Charles Cogan:

"The generation of so-called Wise Men, rooted in the Anglo-American tradition and for the most part a product of the East Coast establishment, is no longer around. (...) The increasing ethnic and racial diversity of the United States is reflected, with some cultural lag but inexorably, in the American foreign policy establishment. (...) The more America's diversity is manifested and represented, the less America will be perceived by France as part of a monolithic Anglo-Saxon bloc competing with and threatening French interests, as so often has been the case in the past"²¹¹.

JULIE Julie Thermes, p. 135-161

[L'affirmative action : l'exemple de l'admission préférentielle pour les étudiants noirs à Harvard et Princeton, dans les années 1980,](#)

La nation américaine " doit envisager d'intégrer dans son projet une forme de compensation pour les préjudices que (les Noirs) ont hérité du passé"²¹². Ces mots ont été écrits par Martin Luther King en 1964. Depuis, les paroles du pasteur ont été entendues. L'Amérique de Johnson a inventé l'*affirmative action*.

Dès 1965, les Noirs américains bénéficient d'un traitement préférentiel à l'entrée à l'université et sur le marché de l'emploi. Rapidement, l'administration fédérale fournit des directives. A partir de 1968, les Noirs doivent être représentés dans les entreprises et les universités, en fonction de leur pourcentage dans la population locale. Cette étape est fondamentale. Elle marque un tournant dans l'évolution de la pensée politique américaine sur la question raciale. La notion classique d'égalité des

²¹¹ Voir Cogan (Charles), *Oldest Allies, Guarded Friends*, Westport et Londres, Praeger, 1994, p.205.

²¹² Traduction de: "must incorporate into its planning some compensatory consideration for the handicaps (the Negro) has inherited from the past", cité dans King (Martin Luther, Jr.), *Why We Can't Wait*, New York, New American Library, 1964, p. 134.

chances est abandonnée au profit de celle d'égalité de résultats. Le projet d'intégration raciale laisse la place à celui de diversité et de société multiculturelle.

Dans les années 1980, l'*affirmative action* fait naître de violentes controverses. Aujourd'hui, son démantèlement est en cours. Pourtant, malgré la place qu'elle a occupée pendant près de trente ans, l'*affirmative action* a fait l'objet de peu d'études historiques. Tandis que politologues, philosophes et juristes ont multiplié les travaux sur les questions idéologiques, morales ou légales posées par le concept d'*affirmative action*²¹³, peu d'historiens ont étudié la nature et l'évolution de cette politique. Les programmes mis en place sur les campus américains sont particulièrement mal connus. On sait peu de choses sur la nature exacte du traitement préférentiel accordé aux étudiants noirs. Comment les universités développent-elles un environnement et un enseignement plus adaptés aux besoins de ces derniers? Quel est l'impact de l'*affirmative action* sur les relations interraciales? Autant de questions auxquelles les réponses font défaut. Cette lacune s'explique en grande partie par les difficultés d'accès aux sources. Dans la crainte d'être accusées de discrimination à rebours par les non-bénéficiaires de l'*affirmative action*, les universités protègent leurs archives.

Dans cet article, nous aborderons le problème particulier de l'admission préférentielle accordée aux étudiants noirs, dans les années 1980. Plus précisément, nous tenterons de déterminer l'ampleur de la préférence qui leur est accordée durant cette période. Notre étude porte sur Harvard, Yale et Princeton. Par leur poids historique et leur rôle de formation des élites, ces trois prestigieuses universités de Nouvelle-Angleterre représentent un enjeu considérable. Ce choix permet en outre de recentrer l'histoire de l'*affirmative action* vers la côte Est, à un moment où les médias américains ont fixé leur attention sur les universités californiennes telles que Stanford ou Berkeley. Les années 1980 constituent quant à elles une période privilégiée. L'occupation de l'espace idéologique par les conservateurs fait naître une nouvelle image de l'*affirmative action*. Celle-ci est désormais perçue comme une pratique discriminatoire, une politique inefficace et un favoritisme injustifié. Pour de nombreux observateurs, la préférence dont bénéficient les étudiants noirs durant cette période est considérable. Ils seraient admis sur les campus avec des notes anormalement basses, loin derrière celles des autres concurrents. C'est ce que soulignent notamment Richard J. Herrnstein et Charles Murray dans *The Bell Curve*, ouvrage portant sur les liens entre intelligence, race et hérédité qui suscite un débat tumultueux aux États-Unis, depuis sa parution en 1994. "La marge préférentielle est exagérément importante et produit des écarts de niveau d'une telle ampleur entre les groupes ethniques étudiants", précisent Herrnstein et Murray, "qu'ils ne bénéficient à personne"²¹⁴. Nous tenterons de voir si cette thèse se confirme pour Harvard, Yale et Princeton.

L'outil statistique

²¹³ Voir par exemple Cahn (Steven), *Affirmative Action and the University. A Philosophical Inquiry*, Philadelphia (Conn.), Temple University Press, 1993; Rosenfeld (Michel), *Affirmative Action and Justice. A Philosophical and Constitutional Inquiry*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 1991; Kahlenberg (Richard D.), *The Remedy: Class, Race, and Affirmative Action*, New York, Basic Books, 1996.

²¹⁴ Traduction de: "The size of the premium is unreasonably large, producing differences in academic talent across campus ethnic groups so gaping that they are in no one's best interest", cité dans Herrnstein (Richard J.) et Murray (Charles), *The Bell Curve. Intelligence and Class Structure in American Life*, New York, Free Press Paperbacks, Simon Shuster, 1994, p. 451. Cette thèse est également reprise dans D'Souza (Dinesh), *L'éducation contre les libertés. Politiques de la race et du sexe sur les campus américains*, Paris, Gallimard. Le messager, 1991, chapitres 1 et 2.

Pour déterminer la nature exacte et l'ampleur du traitement préférentiel, l'outil statistique s'impose. D'abord parce que les données chiffrées constituent les seules informations objectives dont on dispose. Contrairement à certaines de leurs concurrentes, Harvard, Yale et Princeton refusent de rendre publique leur politique d'*affirmative action*. Ni la presse, ni les candidats, ni les familles concernées ne sont informés des procédures d'admission mises en place pour les candidats noirs. Sur le campus, l'administration garde une position extrêmement floue. Au sein de la presse universitaire, c'est seulement ici ou là qu'il est fait allusion en termes vagues à la prise en compte du facteur racial, lors du processus de sélection. Restent les archives administratives. Nous avons pu consulter les rapports annuels des doyens des admissions. Ces derniers stipulent à de nombreuses reprises que les candidats noirs sont favorisés. Mais, il est difficile d'interpréter le texte plus avant. Tandis que l'expression "*affirmative action*" n'est jamais employée, périphrases et allusions rendent le texte opaque. Même s'ils ont toujours été voués à un usage interne, ces documents sont traditionnellement restés prudents sur tout ce qui touchait aux questions ethnico-raciales, depuis les années 1920 où l'administration fixait des quotas d'étudiants juifs pour limiter leur nombre sur le campus, jusqu'à l'introduction de l'*affirmative action*, en passant par toute la période de discrimination et de ségrégation raciale contre les Noirs.

Mais surtout, l'utilisation de données chiffrées apparaît comme une étape incontournable, comme le seul moyen de dépasser le stade des simples conjectures, de donner un contenu précis à des notions vagues, comme celles de "préférence" ou de "qualifications". Comme le soulignait Tamar Jacoby dans un article paru dans *The New Republic* en 1994:

«Imaginez que vous essayiez de parler du système national de santé sans savoir que des millions de personnes ne sont pas assurées. Pire encore, imaginez que vous discutiez du budget sans savoir qu'il existe un déficit de plusieurs milliards de dollars. Impensable, n'est-ce pas? Mais, débattre sans connaître les chiffres est exactement ce que nous faisons quand nous parlons d'*affirmative action*. (...) Après des années d'exagération (...) des deux côtés, les chiffres pourraient nous surprendre. Et ils permettraient, au moins, le début d'un débat sensé.»²¹⁵

Quelques données chiffrées ont été publiées concernant les années 1980. En 1973, le candidat blanc Allan Bakke accuse l'Université de Californie à Davis de pratiquer une discrimination à son encontre, en admettant des candidats de minorités ethniques moins qualifiés que lui. Le procès est porté devant la Cour suprême. En 1978, celle-ci rend son arrêt. Les universités sont autorisées à prendre en compte le facteur ethnique lors de l'admission, mais ne peuvent fixer de quotas ethniques²¹⁶. Aussitôt, naît un véritable débat national sur l'*affirmative action*. Partout, les craintes concernant l'existence de quotas s'intensifient. En Californie, les étudiants asiatiques s'estiment victimes d'une arithmétique raciale qui les pénalise. Ils accusent les universités de limiter leur nombre par des quotas exclusifs, tout en favorisant des étudiants noirs moins qualifiés. Avocats, militants pour les droits civiques, étudiants et chercheurs multiplient les initiatives pour que les universités publient leurs statistiques, et que le public américain connaisse la nature exacte des programmes d'*affirmative action*. Quelques-unes aboutissent²¹⁷. En 1989, la presse publie ainsi quelques chiffres sur

²¹⁵ Traduction de: "Imagine trying to talk about national health care without knowing that millions of people are uninsured. Worse still, imagine discussing the budget without knowing that there is a multi-billion-dollar deficit. Crazy, right? But debating without knowing the numbers is exactly what we do when we talk about affirmative action. (...) After years of exaggeration (...) on both sides, the numbers might surprise us. And they would permit, at last, the beginning of a meaningful debate", cité dans Jacoby (Tamar), "Stat-Free", in *New Republic*, 17 oct. 1994, p. 35.

²¹⁶ *Regents of the University of California v. Bakke*, 438 U.S. 265 (1978).

²¹⁷ Bunzel (John H.) et Au (Jeffrey K.D.), "The Asian Difference", in *The Public Interest*, n°87, printemps 1987, pp. 49-62; Salhoz (Eloise), "Do Colleges Set Asian Quotas?", in *Newsweek*, vol. 109, n°6, 9 févr. 1987, p. 60; Jaschik (Scott), "Asian Americans Call for Further Federal Inquiries into College Policies that Result in Discrimination", in *Chronicle of Higher Education*, vol. 37, n°7, 17 oct. 1990, p. A26; Nakanishi (Don T.), "A

l'appartenance ethnique des étudiants inscrits à Berkeley²¹⁸. En 1994, Herrnstein et Murray publient *The Bell Curve*. Ils y donnent pour une année donnée, l'écart entre les résultats au SAT des Noirs, des Blancs et des Asiatiques inscrits dans 26 universités américaines²¹⁹.

Méthodologie

Pour évaluer l'ampleur de la préférence accordée aux Noirs, nous aurons recours à plusieurs types de données. En premier lieu, nous utiliserons le taux d'admission des Noirs et de l'ensemble des étudiants. Ce taux correspond au rapport entre le nombre d'étudiants admis sur le campus et le nombre de candidats qui se présentent. Il a été calculé à partir des chiffres fournis dans les rapports annuels des doyens des admissions. Globalement, ces données sont fiables. Certes, le classement des candidats par catégories ethniques suppose quelques approximations, ces derniers n'étant pas obligés d'indiquer leur affiliation ethnique dans leur dossier de candidature. Mais, le bureau des admissions a d'autres recours. Il peut entre autres utiliser l'essai biographique du candidat, dans lequel les origines familiales sont mentionnées, ainsi que le quartier d'habitation et l'école fréquentée. Généralement, la marge d'erreur est donc très réduite. La comparaison du taux d'admission des Noirs et du total des étudiants nous permettra de voir si les candidats noirs sont admis plus facilement que les autres et, ce faisant, s'ils bénéficient d'un statut préférentiel.

Mais, il nous faudra également prendre en compte d'autres paramètres, car le taux d'admission est loin d'être une donnée suffisante pour évaluer l'ampleur de l'admission préférentielle. Il faut tout d'abord préciser que la valeur du taux d'admission dépend du type de recrutement mis en place par les universités. Le recrutement est un concept étranger à l'observateur français, qu'il faut distinguer de l'admission, et qui a une fonction fondamentale. Sous cette appellation, on désigne l'ensemble des activités de prospection qui permettent à l'université d'identifier les lycéens ayant le profil souhaité, à travers tout le pays, et de les encourager à déposer un dossier de candidature. Autrement dit, ce concept regroupe toutes les activités en amont de l'admission. Il s'apparente en quelque sorte au travail de chasseur de têtes des entreprises privées. L'université doit partir à la recherche des talents qui s'ignorent ou qui l'ignorent. Le recrutement est fondamental, car la réputation, si grande soit elle de l'université, ne suffit pas à attirer un nombre suffisant de candidats. Certains lycéens, par exemple, ne déposent pas leur dossier de candidature, au vu des frais de scolarité exigés. D'autres, résidant dans un État éloigné, préfèrent tenter leur chance dans une université plus proche. La qualité des activités de recrutement a donc une incidence directe sur celle des promotions. Plus l'université est sélective, plus le recrutement a d'importance. En pratique, celui-ci recouvre des visites dans les lycées, l'organisation de conférences sur l'université, l'envoi de documentation, etc... On l'aura compris, le recrutement a un effet direct sur la valeur du taux d'admission, car il effectue une présélection des candidats.

Quota On Excellence?", in *Change*, vol. 21, n°6, nov. 1989, pp. 38-47; Biemiller (Laurence), "Asian Students Fear To Colleges Use Quota Systems", in *Chronicle of Higher Education*, vol. 33, n°12, 19 nov. 1986, pp. 1, 34 et ss; Tsuang (Grace), "Assuring Equal Access of Asian Americans to Highly Selective Universities", in *Yale Law Journal*, janv. 1989, p. 659.

²¹⁸ Voir par exemple Hacker (A.), "Affirmative Action, the new look", in *The New York Review of Books*, n°36, 12 oct. 1989, pp. 63-68.

²¹⁹ Herrnstein (Richard J.) et Murray (Charles), *The Bell Curve*. Intelligence and Class Structure in American Life, *op. cit.*, p. 452.

En second lieu, pour déterminer la nature exacte du traitement préférentiel, le taux d'admission doit impérativement être mis en perspective avec le score au SAT. Le *Scholastic Aptitude Test (SAT)* est le principal test d'aptitude standardisé pour les lycéens américains. Il se déroule un an, au moins, avant de déposer un dossier de candidature dans une université. Généralement, les candidats le passent deux ou trois fois, au cours de leurs dernières années de lycée. Le test est composé de deux sections: le *Verbal SAT* qui mesure la qualité d'expression et la richesse de vocabulaire des candidats, et le *Math SAT* qui évalue leurs connaissances mathématiques. Chacune des deux parties est notée de 200 à 800. Par score au SAT, nous entendons la somme des points obtenus dans les deux sections. Ces chiffres sont cités chaque année dans les rapports annuels des doyens des admissions. Les erreurs sont inexistantes. Les doyens reçoivent tous les ans les scores obtenus par les candidats à chaque passage de l'examen, et en retiennent le meilleur (*highest SAT score*). Le score au SAT est un paramètre fondamental, qu'il faut mettre en parallèle avec le taux d'admission. En effet, qu'un groupe soit admis avec un taux d'admission supérieur à la moyenne des autres candidats prend une signification totalement différente selon que ce groupe possède des scores inférieurs, égaux ou supérieurs à ceux des autres concurrents.

Enfin, le dernier paramètre à prendre en compte pour évaluer l'importance de l'admission préférentielle, est le poids accordé au SAT par l'administration, lors de la sélection des candidats. Selon l'importance que l'université confère à ce test, les écarts de résultats obtenus par les différents groupes ethniques prennent une signification totalement différente. Plus l'administration utilise de critères de sélections différents, plus les écarts de scores entre groupes ethniques auront une importance relative.

Taux d'admission des candidats noirs

La première donnée que nous examinerons est le taux d'admission des étudiants noirs²²⁰. Pour évaluer son ampleur, nous l'avons mis en comparaison avec celui du total des étudiants²²¹. Dans les graphiques qui suivent, nous retraçons l'évolution de ces deux taux, dans les années 1980, à Harvard, Yale et Princeton.

*Graphiques n°1, 2 et 3 : Taux d'admission comparés des candidats noirs et du total des candidats*²²²

²²⁰ Pour définir la catégorie des étudiants noirs (Afro-American students ou African-American students), les universités reprennent la définition du Bureau of Census. Celle-ci regroupe "les individus ayant une filiation avec n'importe quel groupe racial noir d'Afrique" (traduction de: "A person having origins in any of the black racial groups of Africa", cité dans "Affirmative Action Plan", in *Harvard University Gazette* (supplément), 20 mars 1992, p. 5). Seules sont considérées les personnes ayant la citoyenneté américaine. Les étudiants africains résidant aux États-Unis n'entrent pas dans cette catégorie, mais dans celle des "étudiants étrangers" (Foreign Students).

²²¹ Nous avons préféré faire une comparaison entre les Noirs et le total plutôt qu'entre les Noirs et les Blancs. En effet, contrairement au gouvernement fédéral, les universités n'identifient aucune population sous l'appellation de Whites. Elles répertorient uniquement les Noirs (African-Americans), les Asiatiques (Asian-Americans), les Hispaniques (Hispanics) les Amérindiens (American Indians), et le total. Pour calculer le nombre de Blancs, il faudrait donc faire la somme du total moins les minorités ethniques. Mais, que faire des étudiants étrangers, non répertoriés dans les minorités ethniques?

²²² Sources : *Graphiques effectués à partir du nombre annuel de candidats et admis (Noirs et total), cité dans Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Reports to the President (1980-1991); Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee, Reports to*

En moyenne sur les trois campus, les candidats noirs possèdent un taux d'admission presque deux fois supérieur à celui de l'ensemble des étudiants. Sur la période couverte par le graphique ci-dessus, le taux d'admission moyen des candidats noirs qui se présentent à Harvard est de 27% contre 16,5% pour l'ensemble des étudiants. A Yale, l'écart entre les deux taux d'admission est encore plus important. De 1980 à 1992, celui des Noirs est de 39% contre 19,7% pour le total des candidats. Les choses sont à peu près semblables à Princeton. De 1980 à 1991, les taux sont respectivement de 35% contre 17,3%. Cette différence est considérable. Chaque année, les Noirs ont quasiment deux fois plus de chances d'être admis que les autres étudiants. Les cartes semblent faussées. A première vue, ces chiffres laissent donc supposer que l'admission préférentielle est très importante.

Le recrutement

Mais, en réalité, l'ampleur du taux d'admission des candidats noirs s'explique par le recrutement très ciblé auquel procèdent Harvard, Yale et Princeton. Sur les trois campus, les lycéens noirs qui déposent un dossier de candidature ont, en quelque sorte, été présélectionnés par les recruteurs. Dans les années 1980, les universités n'essaient pas d'avoir l'éventail le plus large possible de candidats noirs, quitte à encourager des lycéens médiocres à déposer un dossier. Elles ne tentent d'attirer à elles que les plus qualifiés, éliminant du même coup les candidatures irréalistes. Les candidats recrutés comptent donc parmi les meilleurs lycéens noirs du pays. Lorsque l'administration procède à la sélection, leurs chances d'être admis deviennent importantes.

Dans les années 1980, le réservoir national de lycéens noirs "qualifiés" est restreint. En 1988, par exemple, seuls près de 5000 lycéens noirs obtiennent un score total au SAT compris entre 1000 et 1600 points²²³. Dans le même temps, nombreux sont les lycéens noirs qui renoncent à entamer des études supérieures, pour obtenir rapidement un emploi. C'est ainsi qu'en 1985, seuls 38,5% d'entre

the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1980-1986); Yale University. Office of Institutional Research. Yale University Undergraduate Minority Admission Statistics, Class of 1976 Through Class of 1996, pp. 2-3.

²²³ Tous scores confondus, ils sont 97.500 Noirs à passer le SAT cette année-là sur un total d'un million de lycéens américains. Chiffres cités dans Ramist (Leonard), Morgan (Rick), Affleck (Arthur), "An Analysis of Score Gains for Black SAT Takers, 1978 to 1988", *rapport présenté à la Conférence Nationale de la National Association of College Admission Counselors*, College Board, 7 oct. 1989, p.13.

eux s'inscrivent à l'université, contre 55,9% pour les lycéens blancs²²⁴. Pour les recruteurs des universités élitistes, la tâche est donc rude et les candidats potentiels peu nombreux. D'autant que le temps où quelques campus avant-gardistes, soucieux de pratiquer une politique d'*affirmative action*, se partageaient le réservoir national est révolu. Dans les années 1980, tout le monde cherche à augmenter ses effectifs noirs. La concurrence est désormais acharnée, et les lycéens noirs littéralement courtisés²²⁵.

Dans ce contexte, beaucoup d'universités n'hésitent pas à utiliser des méthodes radicales, pour élargir à tout prix l'éventail de leurs candidats noirs. Parmi ces méthodes, on retiendra l'utilisation de bourses ethniques (*ethnic scholarships*), accordées uniquement aux minorités quels que soient leurs revenus familiaux, et de bourses au mérite (*merit scholarships*) qui récompensent les qualités scolaires des étudiants, également sans considération de leurs besoins financiers. University of Miami réserve ainsi 50 bourses uniquement aux étudiants noirs²²⁶. University of Louisville et University of Alabama se partagent quant à elles 100.000 dollars de bourses ethniques en échange de leur participation en décembre 1990 au Fiesta Bowl, un concours de football organisé en Arizona²²⁷. D'autres universités vont encore plus loin, employant parfois les méthodes les plus folkloriques. Dartmouth (New Hampshire), met ainsi en place un budget de 20000 à 30000 dollars pour payer des billets d'avion aux Noirs, afin qu'ils visitent le campus. En 1990, University of Pennsylvania envoie une poignée de ses recruteurs faire une visite de courtoisie au père d'une lycéenne se remettant à l'hôpital d'une opération chirurgicale. Au même moment à l'autre bout du pays, Tom King, associé du doyen des admissions de University of Southern California emmène un candidat potentiel visiter les studios Universal à Los Angeles, et lui paie un voyage d'une journée à Mexico²²⁸.

Rien de tel à Harvard, Yale et Princeton. Malgré la concurrence des autres campus, les trois universités restent sur leur réserve. Elles ne sont pas prêtes à tout pour accroître leur réservoir de candidats noirs. Concrètement, elles n'utilisent que les méthodes classiques de marketing et se cantonnent aux lycées où se concentre la classe moyenne noire.

Pas question de faire comme ces "institutions qui achètent les candidats". Les trois universités refusent de mettre en place des bourses ethniques ou bourses au mérite. "Je ne pense pas qu'il faille accorder ce type de bourses", précise en 1983 Fred Hargadon, doyen des admissions de Princeton²²⁹. Seules les techniques classiques de marketing sont adoptées, et c'est déjà beaucoup, comme le note Fred Jewett, son collègue d'Harvard:

«Certains s'interrogeaient sur la nécessité et la dignité d'avoir recours au marketing et aux relations publiques. Mais, étant donnée l'évolution des problèmes de cette décennie, et la concurrence

²²⁴ Altbach (Philip G.) et Lomotey (Kofi), *The Racial Crisis in American Higher Education*, Albany (NY), State University of New York Press, 1991, p. 26. Si l'on ne retient que ceux qui optent pour le college et un cycle de quatre années d'études, seuls 27% des lycéens noirs s'y inscrivent en 1985, contre 35% de lycéens blancs (cf: Nettles (Michael), *Toward Black Undergraduate Student Equality in American Higher Education*, New York, Greenwood Press, 1988, p. 3).

²²⁵ Caroll (M.J.), "Education", in *Encore*, n°10, janv./févr. 1981, pp. 46-47; Marriott (Mitchel), "Intense College Recruiting Drives Lift Black Enrollment to a Record", in *The New York Times*, 15 avril 1990, p. 1.

²²⁶ Marriott (Mitchel), "Move Against Minority Aid Is Debated", in *The New York Times*, 14 déc. 1990, p. B 6.

²²⁷ Marriott (Mitchel), "Colleges Basing Aid On Race Risk Loss Of Federal Funds", in *The New York Times*, 12 déc. 1990, p. A 1

²²⁸ Celis (William 3d), "Campuses Find New Ways To Recruit As Fight For Good Students Gets Fierce", in *The New York Times*, 15 avril 1992, p. B 11

²²⁹ Traduction de: "institutions who buy candidates", et de: "I do not believe that we should make comparable awards", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1982-1983)*, p. 20.

grandissante des autres universités pour les meilleurs étudiants (...), c'était sans doute inévitable»²³⁰.

On travaille à "construire une image" de l'université. Brochures, catalogues, cassettes vidéo, tous les supports sont mis à contribution pour vanter les mérites du campus. En 1981, Princeton monte un film sur la vie de ses étudiants²³¹. Huit ans plus tard, elle conçoit une brochure pour les candidats noirs. Les membres de l'Association of Black Princeton Alumni²³² y font un résumé de leur expérience à Princeton et de la carrière qu'ils ont entreprise ultérieurement²³³. Ensuite, on contacte tous les lycéens noirs qualifiés du pays, même s'ils n'ont montré aucun intérêt pour l'université. Pour cela, on a recours aux véritables sous-traitants que sont les organismes privés qui répertorient leurs coordonnées sur fichiers informatiques. Le Student Search Service²³⁴ est le plus fréquemment utilisé. Harvard, Yale et Princeton profitent également de la publicité qui leur est faite par des organismes comme Prep for Prep. Depuis 1978, cette organisation privée fournit aux minorités des programmes intensifs de préparation scolaire avant d'entrer à l'université. Située non loin de Columbia à Manhattan, elle travaille étroitement avec cette dernière, et plus largement avec l'Ivy League²³⁵. En 1992, elle a envoyé 57 lycéens à Harvard, Yale et Princeton²³⁶. A Harvard, on organise enfin des *Call-a-Thons*, grâce auxquels tous les lycéens noirs finalistes des concours nationaux comme le National Achievement Scholarship Program sont personnellement contactés par téléphone²³⁷. Quant aux recruteurs, ils ont totalement intégré les techniques d'agent commercial. C'est à eux que revient la charge de promouvoir l'image de l'université. Rien n'est laissé au hasard. En 1982, Princeton organise une série de conférences pour les candidats noirs et leurs familles à Washington (D.C.), Newark, Los Angeles et Philadelphie²³⁸. A Harvard, on met sur pied des journées d'information sur le campus pour les plus indécis²³⁹.

Alors que dans les années 1960 et 1970, les trois universités ont envoyé leurs recruteurs dans les ghettos des grandes villes pour aller chercher des lycéens noirs défavorisés²⁴⁰, dans les années 1980, elles se concentrent sur les lycées de quartiers aisés. L'idéalisme des années 1960 n'a plus cours. A

²³⁰ Traduction de: "Marketing and public relations were questioned by some as being unnecessary and undignified, but given the changing issues of the decade and the increasing competition from other universities for the best students (...), they were probably inevitable", cité dans *Harvard University Archives. Annual Reports, President's Report (1984-1985)*, p. 111

²³¹ *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1980-1981)*, p. 18

²³² Nom de l'association des anciens étudiants noirs de Princeton

²³³ *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1989-1990)*, pp. 4-5.

²³⁴ Organisme créé en 1971. Pour dix cents par personne (en plus des 100 dollars d'inscription), le SSS envoie aux universités le nom, l'adresse, l'appartenance ethnique, le sexe, les centres d'intérêts, et le score obtenu au SAT de centaines de lycéens américains.

²³⁵ Prep for Prep, *Leaders just don't happen*, brochure annuelle de l'organisation, 1993, 16 p. L'Ivy League regroupe les universités de Harvard, Yale, Princeton, Columbia, Dartmouth, Cornell, Brown et Columbia

²³⁶ Ces chiffres nous ont été fournis par le secrétariat de Prep for Prep en mars 1993.

²³⁷ Cohen (Adams), "Minority Recruitment a Major Weapon In struggle for Diverse Student Body", in *Harvard Crimson*, 19 avril 1982, p. 1.

²³⁸ *Idem* (1981-1982), p. 19

²³⁹ Cohen (Adams), "Minority Recruitment a Major Weapon In struggle for Diverse Student Body", *loc. cit.*

²⁴⁰ Yale University. Y 31 A 135. Office of Admissions and Freshman Scholarships. Annual Report to the Dean of Admissions (1969-1970), p. 5; "Freshmen and the numbers game", in *Yale Alumni Magazine*, nov. 1968, p. 44; Dippel (John V.), "On Recruiting Black Students", in *Princeton Alumni Weekly*, 15 oct. 1968, p. 13; *Princeton University. Office of the President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1968-1969)*, p. 184; *Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee, Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1971-1972)*, pp. 108 et 111; Jewett (Fred L.), "Black Students at Harvard", in *The New York Times Magazine*, 14 oct. 1973, p. 23

l'image d'un pays qui met fin à l'ère des droits civiques, et sonne le glas du libéralisme pour instaurer le retour des valeurs conservatrices, Harvard, Yale et Princeton se retirent du champ social. A l'ouverture des portes du campus aux lycéens noirs en difficulté des quartiers noirs de New York ou Chicago, les universités préfèrent le recrutement de lycéens qualifiés, issus de la classe moyenne noire.

Étant donné la relation existant -écrit ainsi le doyen des admissions de Princeton- entre avantage économique et éducatif, est-il bien responsable d'admettre un grand nombre d'étudiants sérieusement défavorisés?²⁴¹

C'est l'efficacité qui l'emporte. Les recruteurs doivent toucher le plus de candidats en un seul voyage. Plus question de sillonner un par un les lycées des ghettos noirs, ou ceux des zones rurales de l'Alabama ou du Mississippi²⁴². Au mieux, cette méthode ne permettait de recruter qu'un candidat par école. Le nom d'Harvard, Yale et Princeton y est inconnu des élèves. L'administration et les enseignants savent qu'ils n'ont que peu de chances de revoir le recruteur l'année suivante. Pourquoi alors pousser les étudiants à y poser leur candidature? Comme le note William R. Fitzsimmons, directeur du programme de recrutement à Harvard en 1982: "ils veulent un engagement. (...) Ils ne me l'ont pas dit ainsi, mais je sais qu'ils se demandaient: 'va-t-il revenir?'"²⁴³. Quant au prix des études, il semble exorbitant à tous. Fitzsimmons raconte ainsi l'expérience d'un recruteur dans l'un de ces lycées. Pour répondre à la question d'un élève, celui-ci mentionne le prix de l'inscription à Harvard: "la salle entière éclata d'un rire hystérique", se souvient-il, "c'était plus que la plupart de leurs parents gagnaient en un an. Ils ont pris le recruteur pour un grand comique"²⁴⁴.

Abandonnant leur idéalisme et l'engagement politique des années 1970, Harvard, Yale et Princeton envoient leurs recruteurs là où la tâche est plus facile: dans les *magnet schools*. Littéralement "écoles-aimant", ces lycées furent créés dans les années 1970, comme alternative au *busing*. Par la qualité de leur enseignement, elles permettaient en effet d'attirer spontanément dans la même école, enfants noirs et blancs. A la fin des années 1980, on en compte près de 5 000 aux États-Unis. 20% des lycéens, parfois même 40% dans certaines villes comme Birmingham en Alabama, y suivent leurs études. Elles sélectionnent les meilleurs élèves, embauchent les enseignants les plus qualifiés, et bénéficient d'une part disproportionnée des ressources publiques²⁴⁵. Les trois universités stipulent qu'elles y ont de plus en plus recours. En 1985, le *New Journal* de Yale précise ainsi que Don Hancock, membre du bureau des admissions, "s'en tient à une liste informelle de *magnet schools*

²⁴¹ Traduction de: "Given the relationship of economic and educational advantage, would it be responsible to admit many seriously disadvantaged students?", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1986-1987)*, p.9

²⁴² "'Diversity': Does Yale's Rhetoric Reflect Reality?", in *Yale Daily News*, 28 févr.1986, p. 4.

²⁴³ Traduction de: "they look for commitment. (...) They didn't say this to me, but I know they were thinking 'Is he coming back?'" , cité dans Cohen (Adams), "Minority Recruitment a Major Weapon In struggle for Diverse Student Body", *op. cit.*, p. 3.

²⁴⁴ Traduction de: "the entire room broke up in hysterical laughter", et de: "it was more than most of their parents earned in a year. They thought the recruiter was a great stand-up comedian", cité dans Cohen (Adams), "Minority Recruitment a Major Weapon In struggle for Diverse Student Body", *loc. cit.*

²⁴⁵ Cohen-Steiner (Olivier), *L'enseignement aux Etats-Unis*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1993, pp. 95-97; Metz (Mary Haywood), "The Life Course of Magnet Schools", in *Education Digest*, déc. 1984, pp. 20-23; "Magnet Schools: Busing Without Tears?", in *New Republic*, 7 nov. 1983, pp. 18-19.

dans une région donnée, généralement des lycées privés, des lycées publics compétitifs et des lycées de quartiers assez aisés²⁴⁶.

Ce recrutement ciblé a une influence directe sur l'ampleur du taux d'admission des étudiants noirs. Celui-ci ne serait pas aussi élevé, si les candidats noirs n'avaient pas été présélectionnés.

Résultats au SAT des étudiants noirs

Après avoir vu que la valeur du taux d'admission était partiellement expliquée par un recrutement ciblé, nous allons maintenant étudier un autre paramètre, pour évaluer l'ampleur de l'admission préférentielle dont bénéficient les étudiants noirs: leur score au SAT.

Dans le graphique ci-dessous, nous retraçons l'évolution des résultats obtenus au SAT par les étudiants noirs et l'ensemble des étudiants admis à Harvard et Princeton, dans les années 1980.

Graphiques n°4 et 5 : Scores au SAT comparés des admis (Noirs et total) ²⁴⁷

Sur les deux campus, le score des Noirs est inférieur à celui du total. De 1980 à 1987, les candidats noirs sont sélectionnés à Harvard avec une moyenne de 1242 points contre 1351 pour l'ensemble des étudiants, soit une différence de 109 points. A Princeton, la situation est tout à fait comparable, puisqu'ils sont admis avec un score total de 1226 contre 1349, soit un écart de 123 points. On ne dispose pas de statistiques complètes sur Yale²⁴⁸. Mais, les chiffres que nous avons obtenus pour l'année 1985 confirment ceux d'Harvard et de Princeton. Cette année-là, les étudiants noirs sont admis sur le campus avec un score moyen de 1212 points contre 1350, soit un écart de 138 points²⁴⁹. Si l'on examine l'évolution de cet écart années après années, on observe qu'il se réduit

²⁴⁶ Traduction de: "stick to an informal list of 'magnet' schools in an area, usually private schools, competitive public high schools and schools in wealthier neighborhoods", cité dans "Admissions and Financial Aid: Getting into Yale, Paying to Stay", in *The New Journal*, 19 avril 1985, p. 28.

²⁴⁷ Sources: courbes effectuées à partir des moyennes annuelles du score au SAT (highest SAT-V et highest SAT-M) fournies dans: Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Reports to the President (1980-1988). Pour les années 1980, les doyens de Princeton ont rassemblé dans leurs rapports des statistiques sur leurs concurrents directs. Parmi elles, figurent les scores au SAT des étudiants d'Harvard.

²⁴⁸ Les rapports administratifs du Bureau des admissions de Yale ne sont pas répertoriés dans les archives de la Sterling Memorial Library pour les années 1980. Ils sont conservés dans les Bureaux administratifs concernés et non accessibles aux chercheurs.

²⁴⁹ Chiffres cités dans Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1985-1986), pp. 27 et 31. Les doyens des admissions de Princeton ont également rassemblé quelques statistiques sur Yale

progressivement. Ainsi, en 1987, il n'est plus que de 110 points à Harvard et de 90 points à Princeton²⁵⁰.

Comment analyser ces chiffres? Signifient-ils que les Noirs sont admis avec un niveau anormalement bas? Comment qualifier l'écart qui les sépare des autres étudiants? En moyenne sur les trois campus, les résultats des Noirs sont inférieurs d'environ 10% à la moyenne totale. Si l'on se réfère à Richard J. Herrnstein et Charles Murray, une différence de cette ampleur²⁵¹ n'a rien d'un "coup de pouce", mais constitue bien "un avantage extrêmement important"²⁵².

On peut nuancer cette interprétation. Il suffit pour cela de se replacer dans un contexte national. De 1980 à 1990, l'ensemble des lycéens noirs américains qui passent l'examen du SAT obtiennent en moyenne un score total de 719 points. Cela signifie que ceux qui sont admis à Harvard, Yale et Princeton forment le peloton de tête, l'élite de cette population lycéenne noire. En outre, ils se placent nettement au-dessus du niveau moyen du total des lycéens américains, tous groupes ethniques confondus, puisque celui-ci n'est que de 898 points²⁵³. Comme le précise dans son rapport annuel de 1982, le doyen de Princeton, les Noirs admis sur son campus "ont une moyenne au SAT qui les place parmi les 15% les plus qualifiés des étudiants de ce pays"²⁵⁴.

Par rapport aux critères de sélection d'Harvard, Yale ou Princeton, les résultats obtenus par les étudiants noirs restent-ils dans la fourchette communément admise par les trois campus? Qu'est-ce qu'un bon score au SAT pour entrer à Harvard, Yale ou Princeton? Bien que les universités n'exigent pas de score minimal et qu'aucun ne garantisse l'admission automatique des candidats, on peut dire qu'avec un score total supérieur à 1500, ceux-ci sont très bien placés. Avec un score total compris entre 1200 et 1500, ils ont de bonnes chances d'être admis. Entre 1000 et 1200, le score est considéré comme bas. Enfin, un total de 800 est absolument insuffisant²⁵⁵. Les étudiants noirs sont admis à Harvard, Yale et Princeton avec une moyenne supérieure à 1200. Ils ont donc un niveau moyen conforme aux exigences des trois universités. A titre comparatif, leur score est à peu près similaire à celui des candidats blancs au début des années 1960²⁵⁶.

Compte tenu des sources disponibles, il est impossible de savoir si sur cette moyenne, certains étudiants noirs sont admis avec un score total aussi bas que 800 ou 700. Il faudrait pour cela être en possession d'une distribution des scores obtenus par les étudiants noirs. Si les rapports annuels des doyens des admissions fournissent de telles distributions pour l'ensemble des promotions, ils ne le

²⁵⁰ En 1987, le score total au SAT des Noirs admis à Princeton est de 1271 points contre 1361 points pour l'ensemble des admis. A Harvard, les chiffres sont respectivement de 1260 et 1370 points

²⁵¹ Cette différence correspond environ à un écart-type (calculé à partir de la distribution des scores au SAT). Cette grandeur statistique représente l'étalement de la distribution.

²⁵² Traduction de: "nod" et "extremely large advantage", cité dans Herrnstein (Richard J.) et Murray (Charles), *The Bell Curve*, op. cit., p. 447.

²⁵³ Moyennes calculées à partir des scores annuels fournis dans *National Center for Education Statistics, Digest of Education Statistics 1992, Washington D.C., U.S. Department of Education, Office of Educational Research and Improvement*, U.S. Governing Printing Office, nov. 1992, p. 125

²⁵⁴ Traduction de: "have mean SAT scores that place them in the top 15% of the college bound population in this country", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1981-1982)*, p. 14.

²⁵⁵ Voir par exemple: "To all Princeton Alumni, from James W. Wickenden, Jr. '61, Director of Admission", in *Princeton Alumni Weekly*, 22 oct. 1979, pp. 19-20; Kilson (Martin), "Blacks at Harvard: solutions and prospects", in *Harvard Alumni Bulletin*, juin 1973, p. 41.

²⁵⁶ En 1960, par exemple, le score au SAT des candidats blancs (soit 99% des étudiants) admis à Princeton était de 1221 points (cf. *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1960-1961)*, p. 316).

font pas pour les différents groupes ethniques qui les composent. Les seules affirmations qu'il est possible d'apporter sont les suivantes. Il est mathématiquement possible mais non prouvé, que sur l'ensemble des étudiants noirs, certains aient un score total au SAT de 800 ou 700. Si tel était le cas, ces étudiants ne seraient absolument pas représentatifs de l'ensemble et ne constitueraient qu'un phénomène marginal, compte tenu du score obtenu par la moyenne²⁵⁷.

L'étude comparée des résultats au SAT des Noirs et l'ensemble des étudiants apporte donc les informations suivantes. Les étudiants noirs ont en moyenne un niveau inférieur à celui des autres étudiants. Cependant, leurs résultats restent conformes aux critères de sélection des universités. S'il est possible que sur la moyenne des étudiants noirs, un petit nombre ait un niveau anormalement bas, ce n'est pas le cas de la majorité. Enfin, la différence qui les sépare de l'ensemble des étudiants s'amenuise à la fin des années 1980. Si les Noirs bénéficient d'un statut préférentiel, ils restent cependant qualifiés.

L'importance relative du SAT

Enfin, pour évaluer l'ampleur de l'admission préférentielle, il convient d'ajouter que les trois universités n'accordent qu'une importance relative aux notes obtenues aux examens nationaux, et qu'elles se basent sur d'autres critères pour sélectionner leurs candidats. Pour comprendre l'importance relative accordée au SAT par l'administration d'Harvard, Yale et Princeton, il nous faut nous arrêter sur leur système d'admission. Tel qu'il fonctionne dans les années 1980, celui-ci a été défini au début des années 1960. La raison en est simple. Avec l'arrivée des classes d'âge du *baby-boom*²⁵⁸, les trois universités voient alors le nombre de leurs candidats augmenter. En 1959, Princeton en compte 4757, l'année suivante 5615, et en 1963, 5882²⁵⁹. A Harvard, la progression est similaire. En 1957, 3470 candidats se présentent. Ils seront 4155 en 1959 et 5085 en 1961²⁶⁰. Dans le même temps, leurs qualifications s'améliorent²⁶¹. Mais, Harvard, Yale et Princeton ne peuvent élargir leurs promotions. La sélectivité s'accroît donc considérablement. Alors qu'auparavant, les universités n'avaient le choix qu'entre un petit nombre de candidats issus de l'élite sociale de Nouvelle-Angleterre, elles font désormais face à une masse de lycéens issus de tous les milieux sociaux, de toutes les régions du pays, et extrêmement qualifiés. Harvard, Yale et Princeton se trouvent donc face à un problème évident. Comment choisir parmi cette masse de candidats? Un grand nombre de promotions totalement différentes pourraient être sélectionnées, en fonction de critères complètement opposés, et

²⁵⁷ Nous nous basons ici sur l'hypothèse suivante: la courbe de distribution du score au SAT de l'ensemble des étudiants admis est similaire à celle que l'on peut faire pour les admis noirs. Cette courbe a la forme d'une gaussienne (cloche). Les scores les plus bas et les plus élevés forment les extrémités.

²⁵⁸ En 1950, on comptait 24,2 millions d'Américains âgés de 14 à 24 ans. Ils sont 26,7 millions en 1960, soit une augmentation de 10% (cf: *Harvard University. Admissions and Scholarships Committees. Annual Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1971-1972)*, pp. 98-99).

²⁵⁹ *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1966-1967)*, p. 225..

²⁶⁰ *Harvard University. Admission and Scholarship Committee. Annual Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1961-1962)*, p. 210.

²⁶¹ En 1959-1960, la moyenne obtenue au SAT par les candidats qui se présentent à Harvard est encore de 632 en anglais, et de 654 en mathématiques. En 1962, elle atteint respectivement à 679 et 701 (cf: *Harvard University. Admissions and Scholarships Committees. Annual Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1961-1962)*, p. 220; idem (1966-1967), p. 103). A Princeton, on observe la même évolution. La moyenne passe en effet respectivement de 604 et 647 en 1958; à 589 et 632 en 1961; et à 614 et 666 en 1964 (cf: *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1966-1967)*, p. 238).

elles seraient toutes composées d'excellents étudiants²⁶². Redéfinir la mission éducative et les critères de sélection de l'université devient donc une priorité²⁶³.

L'option choisie est la suivante. Les universités décident de fonder leurs critères de sélection sur le mérite, mais le bureau des admissions fera également intervenir des critères non méritocratiques. On a là, le premier indice du poids relatif accordé au SAT. Parmi les critères non méritocratiques dont les universités tiennent compte, on retiendra tout d'abord l'origine géographique et sociale des candidats. Concrètement, l'administration accordera une préférence aux étudiants originaires de certains États. Elle sera sensible aux difficultés économiques auxquelles certains auront fait face, ou au contraire à leur appartenance à une grande famille des milieux industriels ou financiers²⁶⁴. C'est que les universités se sont fixé une mission: la diversité. Elles doivent rassembler "des jeunes gens représentant une variété d'intérêts, de talents, et de milieux"²⁶⁵. En somme, chaque promotion doit être un échantillon prestigieux de la société américaine, tout à la fois la reproduction de sa diversité et un concentré de ses meilleurs éléments. La prise en compte de ces deux critères produit des résultats très nets. Chaque promotion est ainsi savamment composée pour rassembler la plus grande diversité géographique, avec une relative constance d'année en année, comme le montre le graphique ci-dessous²⁶⁶.

*Graphique n°6: Origine géographique des étudiants à Harvard*²⁶⁷.

²⁶² *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1961-1962)*, p. 357; *ibid.* (1962-1963), p. 143; *ibid.*, (1967-1968), p. 374; DUNHAM (Alden), "A Look at Princeton Admissions", in *Princeton Alumni Weekly*, 19 janv. 1965, p.7; Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee."Report to the *Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1966-1967)*", p. 104.

²⁶³ *Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee*, "Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1964-1965)", p. 100; *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1962-1963)*, pp. 146-147; *ibid.* (1963-1964), p. 1.

²⁶⁴ *Yale University. YAR, YRG 2-A-16, Presidential Records, A. Whitney Griswold Files (1960-1963)*, boîte n°5, dossier n°36, "Report of the Dean of Admissions and Student Appointments to the President and Fellows of Yale University, 1959-1960", 22 nov. 1960, p. 2; *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1962-1963)*, pp. 156-157.

²⁶⁵ Traduction de: "men representating a variety of interests, talents, backgrounds", cité dans Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee, "Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1964-1965)", p. 100. Voir également "The Admissions Scramble", in *Yale Alumni Magazine*, oct. 1966, p. 28; Dunham (Alden E.), "A Look at Princeton Admissions", in *Princeton Alumni Weekly*, 19 janvier 1965, p.6.

²⁶⁶ On observe le même phénomène à Princeton et Yale. Pour la première, voir *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1973-1974)*, p. 243. Il y est fait allusion à la politique de diversification géographique développé sous Alden E. Dunham, au début des années 1960. Pour Yale, voir YAR, YRG 2-A-16, Presidential Records, A. Whitney Griswold Files (1960-1963), boîte n°6, dossier n°44, Arthur Howe, Dean of Admissions, Yale College, "Yale Admissions Policy", 17 mai 1961, p. 1. Voir aussi les paragraphes intitulés "Geographical Distribution of Matriculants by Residence", dans le chapitre "Statistics on Admissions and Financial Aid", in Y 31 A 135. *Yale University. Office of Admissions and Freshman Scholarships. Annual Reports to the Dean of Admissions (1960-1965)*.

²⁶⁷ Sources: *Graphique effectué à partir des pourcentages annuels de répartition géographique des candidats cités dans Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee, Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1964-1965)*, p. 93 et *idem (1969-1970)*, p. 85.

Dans le même temps, le choix des promotions assure une importante diversité sociale. Comme l'explique Chase N. Peterson, doyen des admissions d'Harvard, en 1969:

«_ Nous avons une diversité économique unique, qui expose trois groupes les uns aux autres. Au cours des années récentes, plus de 15% de chaque promotion sont issus de familles éligibles pour une aide financière (...). Nous avons un large élément de classes moyennes (...). Et nous avons un groupe qui va des classes aisées à très aisées. (...) Dans les universités américaines en général, seule la classe moyenne est représentée, accompagnée d'une représentation symbolique d'étudiants riches ou pauvres, mais rarement les deux.²⁶⁸»

A la prise en compte de l'appartenance géographique et sociale du candidat, s'ajoute celle de son appartenance familiale. Tous les étudiants dont l'un des parents a fait ses études sur le campus bénéficient d'une préférence. Chaque année, un nombre fixe de places leur est réservé. A Princeton, par exemple, ils forment 20,6% de la promotion en 1960; 20,8% l'année suivante; 19,4% en 1963; et 20% en 1965²⁶⁹. Les fils d'anciens élèves constituent en effet une des parties vitales de l'université. Ce sont eux qui, par l'exemple de leurs carrières professionnelles, assurent le rayonnement de l'institution, et ce sont eux qui financent une partie importante du budget de l'université. Le traitement de faveur accordé à leurs enfants est donc en quelque sorte le juste retour de leur soutien financier²⁷⁰.

Deuxième indice de l'importance relative du SAT, afin de mesurer le mérite des candidats, Harvard, Yale et Princeton procèdent à une alchimie complexe. Elles tiennent bien évidemment compte des qualités scolaires. Mais, elles prennent également en considération la motivation, les capacités de *leadership*, les talents de musicien, ou encore les qualités de sportif du candidat²⁷¹. C'est qu'elles ont appris que de bons résultats scolaires ne garantissaient rien. "Pour ce qui est de la réussite ou de l'échec dans la vie future", souligne ainsi le doyen de Princeton, "le peu que nous savons semble montrer qu'il y a peu de relations entre les performances scolaires et les succès ultérieurs, même dans une carrière académique!"²⁷². Mais surtout, la mission d'Harvard, Yale et Princeton n'est pas de former les étudiants les plus brillants à la recherche ou à l'enseignement, pour produire une élite du savoir. Leur but consiste à former les futurs *leaders* du pays, dans des domaines aussi variés que les professions libérales, l'industrie, ou la politique²⁷³. C'est ce que résume Fred Glimp, doyen des admissions d'Harvard, dans son rapport annuel:

²⁶⁸ Traduction de: "We have an economic mix which exposes uniquely three economic modules to each other. In recent years more than 15 per cent of the entering class has come from families who qualify for poverty programs (...). We have a broad middle class element (...). And we have an affluent and superaffluent group. (...) In American colleges as a whole there is little but middle class representation, leavened by not more than a token representation of rich or poor and rarely both.", cité dans *Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee, Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1969-1970)*, pp. 96-97.

²⁶⁹ Pourcentages calculés à partir des chiffres cités dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1960-1961)*, p. 321; idem (1962-1963), p. 181; idem (1964-1965), p. 158. Voir également HUA, HUC 960, University News Office, "Release: Picking a College Class", 25 févr. 1960, p.9. Le rapport précise: qu'"Harvard prend un peu plus de 200 enfants d'alumni chaque année, et (que) le comité maintiendra ce nombre" (Traduction de: "Harvard takes somewhat more than 200 alumni sons each year and the committee would maintain that number").

²⁷⁰ Family Continuity is Vital", in HUA, HUC 960, University News Office, "Release: Picking a College Class", 25 févr. 1960, p.9.

²⁷¹ Voir par exemple: *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1962-1963)*, p.156.

²⁷² Traduction de: "As for success or failure in later life, what evidence there is suggests little relationship between academic performance and subsequent success - even in academic pursuits!", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1965-1966)*, p. 254.

²⁷³ Voir YAR, YRG 2-A-16, Presidential Records, A. Whitney Griswold Files (1960-1963), boîte n°6, dossier n°41, "Report of the President's Committee on the Freshman Year", 3 août 1962, p. 1; Harvard University. HUA,

«En plus de la poignée de jeunes gens dont le potentiel intellectuel est considéré par les enseignants comme étant extraordinaire "(...), nous avons essayé d'inscrire des candidats qui paraissaient de façon vraisemblable, prometteurs et efficaces à long terme, dans des secteurs variés -le Droit, les services publics et la politique, l'enseignement et la recherche, le commerce, (...) les métiers artistiques, la médecine, etc."»²⁷⁴

A Princeton, Alden Dunham reprend exactement les mêmes termes, expliquant que le but du *college* est de "former des jeunes gens qui assureront des positions de *leadership* et de responsabilité, dans une multitude de domaines"²⁷⁵. Pour évaluer la motivation et les divers talents des candidats, le bureau des admissions se base sur la liste de ses activités extra-scolaires, sur des lettres de recommandation, sur un essai personnel biographique, et sur des interviews²⁷⁶. Pour recevoir une bonne appréciation, le candidat doit avoir fait preuve, durant sa scolarité de "contributions à la vie de l'école et de la communauté par l'exercice d'un sport, la participation à des organisations étudiantes, des publications, pièces de théâtre, etc."²⁷⁷. Toute la spécificité de ce système d'admission vient du fait qu'un candidat qui possède un niveau scolaire correct mais fait preuve de dynamisme et de talents très remarquables, peut aussi bien être sélectionné qu'un concurrent ayant un niveau scolaire hors du commun, mais ayant développé peu de qualités extra-scolaires. D'après Dean Whitla, un des administrateurs familiers du processus de sélection d'Harvard, les qualités personnelles l'emporteraient même pour déterminer les chances d'admission²⁷⁸.

Enfin, troisième indice, même pour évaluer les capacités purement scolaires, les universités estiment qu'un test ne suffit pas. En pratique, elles n'ont pas uniquement recours aux notes obtenues au SAT. Elles tiennent également compte d'autres facteurs comme le bulletin scolaire et le rang du candidat au sein de sa classe²⁷⁹.

Dans les années 1980, un autre paramètre vient encore relativiser l'importance du SAT. Le test fait alors fait l'objet d'une bruyante controverse. Au sein de la communauté noire et du monde universitaire, nombreux sont ceux qui dénoncent sa partialité²⁸⁰. Parmi les arguments avancés²⁸¹,

HUC 960, University News Office, "Release: Picking a college class", 25 févr. 1960, p.4; HUA, HUC 960.5A, Faculty of Arts and Sciences. "Admission to Harvard College. A Report by the Special Committee on College Admissions Policy", Févr. 1960, p. 7; "The Admissions Scramble", in *Yale Alumni Magazine*, oct. 1966, p.26; *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions*, Annual Report to the President (1965-1966), p. 4.

²⁷⁴ Traduction de: "In addition to the relative handful of men whose intellectual potential will seem extraordinary to the Faculty (...) we have tried to admit men who seemed likely to be promising and effective in the long run in a variety of areas - law, politics and public services, teaching and research, business, (...) creative arts, medicine and so on.", cité dans *Harvard University Archives. Annual Reports. Admission and Scholarship Committee*, Report to the Dean of the Faculty of Arts and Sciences (1966-1967), pp. 104-105.

²⁷⁵ Traduction de: "to educate young men who will assume positions of leadership and responsibility in many different walks of life", cité dans DUNHAM (Alden E.), "A Look at Princeton Admissions", in *Princeton Alumni Weekly*, 19 janvier 1965, p.6.

²⁷⁶ *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions*, Annual Report to the President (1961-1962), pp. 356-357

²⁷⁷ Traduction de: "contributions to the life of the school and community whether through athletics, student government, publications, dramatics...", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions*, Annual Report to the President (1962-1963), pp. 156-157.

²⁷⁸ Klitgaard (Robert), *Choosing Elites*, New York, Basic Books, 1985, p.7

²⁷⁹ *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions*, Annual Report to the President (1961-1962), p. 356.

²⁸⁰ D'Souza (Dinesh), *Liberal Education: The Politics of Race and Sex on Campus*, New York, Free Press Mc Millan, 1991, pp. 43-44, et p. 267, note 71. L'auteur mentionne notamment comme détracteur du SAT, l'organisation Fair Test qui regroupe plusieurs associations de minorités ethniques et de femmes, dont le NAACP et le National Political Congress of Black Women.

David Owen dénonce le fait que certains énoncés pénalisent les lycéens noirs. C'est la section *verbal* qui est en cause. L'exercice se présente sous forme de questions à choix multiples. Trop souvent, le champ lexical employé dans les problèmes de vocabulaire se réfère à un héritage culturel que les lycéens noirs ne possèdent pas. Concrètement, un candidat noir ayant passé son enfance dans un ghetto sera moins familier avec des termes tels que "régate" ou "sonate", qu'un lycéen blanc issu d'une banlieue aisée²⁸². On a là une des ironies de l'histoire. En 1926, le SAT est créé dans le but de remédier à l'injustice du système d'admission des universités américaines. La sélection, basée alors uniquement sur des lettres de motivations, des entretiens, une série d'informations sur le milieu familial, et une photographie du candidat, était trop subjective. Dans les faits, elle favorisait les lycéens aisés, rompus aux bonnes manières et à l'éloquence verbale. Pour les candidats juifs, catholiques ou noirs, exclus de Deerfield Academy, Choate et autres prestigieuses *prep schools*, la tâche était plus rude. Le SAT devait mettre fin à cette sélection sociale et promouvoir la méritocratie. Dans les années 1980, les critiques ont changé de camp²⁸³. Sur les campus d'Harvard, Yale et Princeton, les doyens des admissions ont conscience des critiques opposées aux SAT. "Un profond désaccord existe sur la façon d'interpréter ces tests"²⁸⁴, reconnaît ainsi celui de Princeton dans son rapport de 1982, ajoutant l'année suivante que l'examen est "un instrument controversé"²⁸⁵.

On le voit, Harvard, Yale et Princeton disposent d'un système d'admission complexe, au sein duquel le SAT n'a qu'une importance relative. D'abord, ce test n'est pas le seul paramètre utilisé pour déterminer les qualités scolaires. Ensuite, le niveau scolaire n'est pas l'unique critère sur lequel est fondé le mérite. Enfin, le mérite ne constitue pas le seul facteur pris en compte pour choisir un candidat. Les universités font également intervenir des critères non méritocratiques. Si les étudiants noirs sont admis avec des scores inférieurs à la moyenne, cette différence n'a donc qu'un poids relatif. D'autres critères entrent en jeu pour les sélectionner. La préférence qui leur est accordée n'en apparaît que plus réduite.

L'examen des statistiques révèle que les candidats noirs bénéficient d'un traitement préférentiel important, mais que ce sont des étudiants qualifiés. Ils possèdent un taux d'admission presque deux fois supérieur à celui des autres candidats, et des résultats au SAT inférieurs d'environ 120 points à ceux de l'ensemble des étudiants, ce qui laisse penser qu'ils bénéficient d'une préférence importante. Il faut cependant nuancer cette conclusion par le fait que l'ampleur de leur taux d'admission s'explique en partie par le fait qu'ils sont présélectionnés par un recrutement ciblé. S'ils bénéficient d'une préférence importante, leurs scores au SAT ne sont pas anormalement bas, mais conformes aux exigences des trois universités. L'administration n'abaisse pas le niveau pour les admettre sur leur

²⁸¹ Pour une catégorisation des arguments avancés, voir Green (Robert L.) et Griffiore (Robert J.), "Standardized Testing and Minority Students", in *Education Digest*, n°46, févr. 1981, pp. 25-28.

²⁸² Owen (David), *None of the Above: Behind the Myth of Scholastic Aptitude*, Houghton Mifflin, New York, 1985, p. 222. Pour d'autres arguments, voir Vera (Ronald T.), "Protecting Minority Access in Higher Education: Minimizing Unfairness Through Legislative Protection", in *Measures in the College Admissions Process, a College Board Colloquium*, College Board, 1986, pp. 94-95 et Howard (Jeff) et Hammond (Ray), "Rumors of Inferiority", in Nieli (Russell), *Racial Preference and Racial Justice. The New Affirmative Action Controversy*, Washington, D.C., Ethics and Public Policy Center, 1991, pp. 367-381. Jeff Howard et Ray Hammond expliquent notamment la faiblesse des scores obtenus par les lycéens noirs par le phénomène psychologique suivant: beaucoup de lycéens noirs ont intériorisé l'image de l'infériorité intellectuelle noire projetée par la société, et se mettent en situation d'échec devant l'examen.

²⁸³ Orlans (Harold), "Affirmative Action in Higher Education", in *The Annals of the American Academy*, AAPSS, n°523, sept. 1992, p. 146.

²⁸⁴ Traduction de: "considerable disagreement exists about how these scores should be interpreted", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1981-1982)*, p.14.

²⁸⁵ Traduction de: "controversial instrument", cité dans *Princeton University. Office of The President Records. Office of Admissions, Annual Report to the President (1982-1983)*, p.18.

campus. Les universités ne bradent pas leur principe d'excellence et de méritocratie. L'exemple d'Harvard, Yale et Princeton permet donc de nuancer la thèse de Herrnstein et Murray.

Si l'on se place d'un point de vue qualitatif, l'importance de l'admission préférentielle peut encore être relativisée. On l'a vu, Harvard, Yale et Princeton ne souhaitent pas sélectionner leurs étudiants uniquement sur les capacités de ces derniers à répondre à un test standardisé. Telle qu'elle a été définie dans les années 1960, la mission des trois institutions n'est pas de produire une élite du savoir. Leur objectif consiste avant tout à produire des *leaders* dans tous les domaines, à former les gens qui compteront dans l'Amérique de demain, aussi bien dans les milieux intellectuels, qu'artistiques, financiers, politiques, sportifs, ou autres. Dans cette perspective, elles façonnent la composition de leurs promotions, pour que soit rassemblée à la fois la plus grande qualité et la plus grande diversité d'étudiants. Tous les profils doivent être représentés, de l'élève brillant d'un lycée privé de Californie, au sportif de l'Ohio, en passant par le fils d'ancien élève musicien, ou encore l'élève énergique et charismatique d'un lycée de quartier difficile. Parmi ces différentes catégories, figurent les étudiants noirs. Les universités ne peuvent en effet laisser de côté 12% de la population noire américaine. On le voit, à la différence du système de sélection des élites françaises, Harvard, Yale et Princeton utilisent des critères quantitatifs tels que le SAT, mais font également intervenir des critères qualitatifs. Lorsqu'on évalue l'admission préférentielle à partir du SAT et du taux d'admission, on décale donc un filtre d'admission quantitatif sur un système d'admission qualitatif.

VIE DES CENTRES

Centre d'histoire nord-américaine, p. 165-169

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, p. 171-175

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves, p. 177-179

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, p. 181-185

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines, p. 187-195

LIEUX DE RECHERCHES

Jean-Michel Palayret, p. 199-209

Institut universitaire européen, archives historiques des Communautés européennes

pas de fichier en ligne

COLLOQUES, MANIFESTATIONS, CONFÉRENCES

Anne Deighton, p. 213-223

[Les États-Unis, une puissance européenne,](#)

Michel Trebitsch, p. 225-227
Les intellectuels et l'Europe

pas de fichier

ANNE DEIGHTON

Nous savons tous que les États-Unis sont nés en partie du processus de colonisation européen à partir du XVIIe siècle et furent par voie de conséquence dominés par la langue anglaise, les systèmes de croyances puritains ou protestants. Les liens des États-Unis avec la France furent importants parce qu'il s'agissait de deux pays républicains, ayant tout deux fait la preuve de leurs engagements dans les domaines des droits de l'homme et des principes politiques communs.

La manifestation de la puissance américaine en Europe remonte, au XXe siècle, avec l'entrée en guerre des États-Unis pendant la Première Guerre mondiale. Après ces événements les Américains refusèrent de jouer un rôle actif dans la politique européenne, le traité de Versailles était rejeté, et ils connurent une période de repli relatif. Cela a eu pour effet de détruire l'efficacité que l'on aurait pu attendre du système de sécurité collective et de la Société des Nations. On pense souvent que cet échec est la cause des ennuis des années Trente, qui furent caractérisées par une forte dépression économique et la montée du fascisme en Europe, qui culmina avec la politique agressive et expansionniste d'Hitler et l'entrée en guerre de l'Europe en 1939. Certains pensent que le refus des États-Unis de jouer un rôle central après la Première Guerre mondiale, contribua à la reprise de la guerre, vingt ans plus tard.

Puissance européenne ou empire ?

Je vais être maintenant contrainte de donner une définition, subjective peut-être, mais assez claire, je l'espère, de cette expression provocante: "puissance européenne". Le sujet de cette conférence ne porte pas directement sur la puissance économique des États-Unis en Europe, ni sur leur influence culturelle en Europe, la "coca-cola culture". J'aborderai plus précisément les aspects importants mais différents, complémentaires, de la place de l'Amérique dans l'Europe. Je me limiterai plutôt aux relations stratégiques, diplomatiques, de défense et de sécurité. J'expose la politique du pouvoir américain, la politique diplomatique des États-Unis en tant que partenaire de notre continent depuis 1945. Les États-Unis ont commencé à cette époque à s'intéresser à l'Europe, d'un point de vue stratégique, politique, militaire, économique, la considérant comme une zone d'une importance centrale, voire comme leur véritable frontière orientale. Un empire, peut-être? Geir Lundestad dit que l'Europe de la guerre froide était un "Empire sur invitation". Si l'on peut trouver à redire sur le mot Empire, le mot invitation en revanche me semble parfait. Ce n'était pas un empire comme l'empire anglais ni comme l'empire français. Sans doute était-ce une sorte d'Empire dans le domaine de la défense avec l'hégémonie américaine au sein de l'OTAN, mais non dans les domaines de la politique et de diplomatie. (Souvenons-nous du Viêt-nam, de l'Ostpolitik, et des différences entre les États-Unis et l'Europe pendant les années 1980-1984).

À cette époque on ne pouvait pas encore parler d'empire américain, mais plutôt de rapports et d'institutions très compliqués, subtils, toujours en voie de développement, souvent mal compris, tant par les Américains que par les Européens eux-mêmes. Doit-on les considérer comme des amis ou des parrains? L'Amérique est-elle un participant actif ou simplement un catalyseur? Est-ce que la différence entre le domaine de défense -les États-Unis étant le principal participant grâce à l'OTAN- et

"l'espace civil" de l'Europe durerait? Ces questions ne furent jamais complètement résolues pendant la période de la guerre froide.

D'un côté, les États-Unis apparaissent comme une puissance européenne dans les relations interétatiques avec le "trio" européen -ses grands partenaires européens, la France, l'Angleterre, et l'Allemagne. Dans le cadre de mon intervention, ce sont les relations bilatérales et multilatérales entre ces quatre États qui nous intéressent, caractérisées par la phrase de John Kennedy: "Ich bin ein Berliner"; ou, pour les Anglais "our special relationship".

On peut percevoir les États-Unis comme une puissance européenne dans le contexte des institutions internationales. Les institutions internationales sont sans doute un des phénomènes les plus marquants du monde de l'après-guerre. C'est surtout l'OTAN, mais aussi la fondation de la Communauté européenne (CE) qui démontrent le plus clairement l'expérience des États-Unis comme puissance européenne. L'Amérique était, et continue d'être le partenaire majeur de l'OTAN. Bien sûr, son influence sur la CE n'était pas, et n'est pas, celle d'un membre, mais celle d'un inspirateur, guide, ami, observateur, et, de temps en temps, celle d'un rival. C'est surtout avec les institutions que les Européens ont essayé d'impliquer les Américains, et dans le même temps, de contenir les Allemands.

Cette conférence se divise en deux parties: 1) les années 1945-1989, années de guerre froide; et 2) les années d'après-guerre froide. De plus, j'essaierai, le plus souvent possible, de me placer dans une perspective européenne. Le thème de cette conférence ne sera pas la politique extérieure américaine. Je me suis placée dans une perspective européenne parce que je souhaite vous démontrer que ce sont les Européens qui ont toujours encouragé les Américains à devenir une puissance européenne.

Les années 1945-1989, années de Guerre froide

La période d'intense engagement des États-Unis commença dès après la Seconde Guerre mondiale, et se développa ensuite dans le contexte de la guerre froide. Mais en 1945, personne n'était en mesure de dire si les États-Unis tireraient les leçons du passé. Le souvenir des années 1919-1941 était encore très vif dans les mémoires. Une fois encore, les États-Unis allaient-ils abandonner l'Europe et retourner à la tentation du repli de l'entre-deux-guerres? Ils auraient pu, à nouveau, se retirer du continent, après avoir joué le rôle du "pompier", pour reprendre l'expression d'Anton de Porte, un célèbre historien américain, c'est-à-dire, éteindre les feux en Europe avant de s'éloigner de la scène des incendies. A Yalta (février 1945), la crainte était réelle -que les Américains quittent l'Europe après deux ans. Leur attitude, aux réunions des ministres des Affaires étrangères tenues pour préparer les traités de paix avec les pays vaincus, avant l'automne de 1946, laisse transparaître une intention de pas participer plus avant à la surveillance des nouveaux régimes européens.

Les Européens, quant à eux, souhaitaient voir les États-Unis s'impliquer davantage en Europe, et se donnèrent beaucoup de peine pendant la période de la guerre froide pour s'assurer de leur présence continue sur notre continent. Ils savaient, en premier lieu, que les fonds américains constituaient la pierre angulaire de la reprise économique. Le soutien des États-Unis était, en deuxième lieu, essentiel à l'émergence d'une nouvelle Allemagne. L'Allemagne, comme nous le savons, fut divisée en quatre zones d'occupation après la guerre: zones américaine, anglaise, française et russe. On le comprend, le problème allemand dépassait largement les frontières du vieux continent. Cette occupation fut

confirmée à la réunion tenue à Potsdam en juillet 1945. Les Américains s'étaient alors engagés à trouver une solution concernant l'Allemagne qui puisse être acceptable car les États-Unis étaient une des forces d'occupation dans l'Allemagne vaincue. La présence militaire et politique américaine était absolument essentielle pour compenser la puissance militaire et idéologique de l'Union soviétique: l'Allemagne était sur la ligne de front si un conflit se déclarait avec l'Union soviétique. En troisième lieu, les Européens encourageaient les intérêts américains dans l'intégration de l'Europe, pour aider à créer une Europe de paix -les guerres entre les divers États européens avaient dominé la première moitié du vingtième siècle.

Les Européens souhaitaient également que les États-Unis se plient aux conditions européennes. Ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, n'étaient préparées à faire exactement ce que les Américains voulaient. Tous espéraient pouvoir tirer profit de la présence américaine pour leurs intérêts nationaux. Les relations entre les États-Unis et les grandes puissances européennes étaient, et sont encore fondées sur l'espoir de faire de bonnes affaires, pas seulement sur la bienveillance. L'objectif des Européens est clair: "to lead the Americans by the nose" (mener les Américains par le bout du nez).

Voyons maintenant, la position des Anglais dans ce contexte. Entre 1945 et 1949, les Anglais avaient le leadership européen en matière de diplomatie. Ils se rendirent compte très rapidement que, malgré leurs craintes à l'égard de la puissance allemande, la nouvelle menace à la stabilité en Europe était, bien sûr l'Union soviétique. Le point de vue anglais de l'équilibre des puissances en Europe fut toujours d'essayer d'élaborer des coalitions formelles et informelles, afin d'empêcher qu'un pays ne devienne trop puissant en Europe -ce qui pourrait entraîner une guerre, une guerre dans laquelle ils seraient eux-mêmes entraînés. C'est ce que déclara le Premier ministre Clement Attlee: "ce qui restait de l'Europe, n'était pas assez fort pour s'opposer à la Russie. Il fallait créer une force mondiale pour contrebalancer une force mondiale... car sans la puissance d'arrêt des Américains, les Russes auraient pu facilement essayer d'envahir le reste du continent". Le point de vue anglais de ce nouvel équilibre ne s'arrêtait pas là. Non seulement les Américains devaient rester en Europe, mais les puissances de l'Ouest avaient besoin du contrôle de l'Europe centrale pour assurer un équilibre favorable des forces. Cela signifiait l'assurance que l'Union soviétique ne prendrait pas le contrôle de toute l'Allemagne. Nous, Anglais, pragmatiques par nature, avons très tôt réalisé qu'il ne serait pas possible d'avoir toute l'Allemagne comme puissance alliée, du côté de l'Ouest. Les Russes étaient déterminés à conserver leur zone d'occupation, et, si possible -gagner un peu de terrain vers l'ouest. Il était donc crucial, à la fois de conserver les Américains en Europe, d'obtenir qu'ils remplissent leurs obligations en tant que force d'occupation, et de reconstruire l'Allemagne de l'Ouest comme puissance du côté occidental. Même si cela impliquait d'accepter une Allemagne divisée, le redressement allemand était une des voies suivie par l'aide économique et politique américaine dans cette Europe de l'après-guerre.

Les Anglais furent donc très actifs et encouragèrent vigoureusement le rétablissement des zones occidentales. Cela fut fait en partie grâce à l'argent américain -le Plan Marshall- après avril 1948. Alors, de même que les Européens avaient dû prouver qu'ils pouvaient travailler ensemble pour assurer le Plan Marshall, les Anglais encouragèrent activement le concept de l'Union occidentale. Le traité de Bruxelles fut signé en février 1948 pour démontrer aux Américains que les puissances européennes étaient solidaires pour assurer autant que possible une défense collective. Le ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin, a très justement fait remarquer en décembre 1947 que, désormais l'Angleterre et la France devaient entraîner les Américains en Europe: "il fallait les persuader que nous étions tous alliés". Il voulait "une consolidation spirituelle de la civilisation occidentale, une pensée commune soutenue par le pouvoir de l'argent, des actions résolues, pour

arrêter les avances soviétiques. L'Allemagne et même l'Espagne devaient être incluses pour les protéger du communisme". Sa pensée alla même plus loin, car il envisageait aussi l'appui des Dominions. Les Anglais participèrent intensément aussi -avec les Français- aux "Pentagon Talks" qui aboutirent à la création de l'OTAN en 1949.

Mais en 1948 et dans les années suivantes, l'idée se développa en Angleterre qu'une intégration supranationale ne pouvait pas à elle seule contenir la puissance allemande, à moins que les Allemands eux-mêmes n'eussent souhaité la contenir. (La perte de notre souveraineté, comme c'est bien connu, était un autre problème). Les Anglais avaient peur du supranationalisme, et de leur partenaire principal -l'Allemagne- dans leur lutte contre l'Union soviétique. Il me semble qu'un des principaux arguments, dans la politique européenne anglaise, fut que, bien qu'il fût très important d'avoir les Allemands de l'Ouest de notre côté, il était aussi inconcevable que, seules, les institutions européennes pussent protéger l'Ouest de la crainte d'un excès résiduel de la puissance allemande.

Mais on ne doit pas montrer une trop belle image de l'Angleterre! Ces idées allaient dans le sens de son intérêt national, et c'était le même cas avec la France et l'Allemagne. Tout d'abord, les Anglais n'avaient pas oublié que la présence des États-Unis rehausserait leur pouvoir. L'Angleterre était encore une grande puissance mondiale. Elle avait des intérêts économiques, politiques, stratégiques partout dans le monde. Elle pouvait négocier avec les États-Unis -dans d'autres sphères que l'Europe. L'Angleterre fut la première puissance européenne à développer sa propre bombe atomique, symbole d'une grande puissance. Bevin disait clairement que l'Angleterre occupait "le milieu de la planète" en tant que grande puissance aidée par les États-Unis. Les Anglais pensaient que leur habileté diplomatique pourrait persuader les Américains de suivre la politique anglaise -tout en acceptant qu'on l'appelle "politique américaine". Deuxièmement, les Anglais avaient établi une "relation spéciale" avec les États-Unis pendant la guerre -the Special Relationship- et en étaient très fiers durant la guerre froide. Cette relation spéciale était basée sur leurs expériences communes acquises pendant la guerre -en tant que puissances victorieuses- une langue commune (ou presque); les mêmes intérêts dans le monde; une relation proche en matière des services secrets et le sol de l'Angleterre comme une base militaire américaine.

Il serait possible d'analyser les relations politiques franco-allemandes sous le même jour. Les années cinquante étaient des années de supranationalité européenne, de "leadership" pour la France. On peut dire que Jean Monnet, le Français-Américain, a dominé les années cinquante, comme homme d'État important, surtout dans la création de la CECA et de l'Euratom. Et vers les années soixante, l'équilibre a changé encore une fois, après que l'Allemagne eut rejoint l'OTAN (1955), et avec la création de la CEE (1957). Aucune de ces puissances, la France y compris, n'avait sérieusement pensé à exclure les États-Unis d'une équation qui faisait contrepoids à l'Union soviétique, constituait une assurance contre l'Allemagne, s'érigait en partenaire et fournissait une aide économique à l'Europe. Tous se félicitaient de voir les États-Unis rester l'une des puissances d'occupation en Allemagne. Ils se réjouissaient également de la présence continue des troupes américaines sur le sol européen, de leurs énormes efforts pour encourager l'intégration européenne, et du fait que les États-Unis pensaient qu'une Europe intégrée ne serait pas une Europe belliqueuse, mais, au contraire, un bon partenaire économique.

Les années d'après-guerre froide

Après 1989, beaucoup pensaient que la présence des États-Unis en Europe était une conséquence de la guerre froide, et qu'avec la chute du mur de Berlin, le système européen-américain changerait. Trois scénarios d'avenir furent envisagés. Le premier, développé par Francis Fukuyama, penchait pour la fin de l'histoire. Il pensait que les valeurs de l'Ouest, et son système économique avait triomphé et que les grandes batailles du passé étaient révolues. Le deuxième scénario, imaginé par Samuel Huntington, prévoyait une nouvelle confrontation, cette fois-ci entre la civilisation occidentale et le monde musulman. La théorie du troisième scénario dont John Mearsheimer fut l'un des plus fervents supporters chez les anglophones, était que l'Ouest et l'Europe en particulier, retournerait au monde de 1919, que les institutions internationales se désintégreraient, que les conflits nationalistes et les rivalités nationales referaient surface. Ce qui était sûr, c'était que le type de distribution des puissances en Europe ne serait plus jamais le même. Pourquoi, se demandait-on, les États-Unis auraient-ils le même intérêt pour l'Europe, alors que le système communiste se désintégrait?

Entre 1989-1994 le rôle des États-Unis fut incertain. Ils eurent un rôle de "leader" en diplomatie qui amena l'unification de l'Allemagne en 1990. Ils eurent également un rôle de "leader" dans la guerre du Koweït. Mais, désormais, que pourrait donc être le rôle des États-Unis vis-à-vis de ses partenaires européens de la guerre froide? Les Européens eux-mêmes étaient optimistes sur leur futur, maintenant que la menace soviétique reculait. Les négociations de Maastricht devaient apporter une nouvelle cohésion à l'Europe. L'agrandissement de la CE compléterait une vision qui avait seulement été esquissée par les fédéralistes à partir des années quarante et l'Europe trouverait alors, sa nouvelle identité, unie et libre.

Mais les événements évoluèrent différemment. Il n'est pas encore possible, pour les historiens, de dépeindre avec précision ce qui s'est passé au début des années quatre-vingt-dix, et le rôle respectif des États-Unis et des Européens. Mais le rêve de Maastricht tourna plutôt au cauchemar. L'intégration européenne était menacée, juste au moment où l'on semblait pouvoir faire un grand pas en avant. Le coût de la reconstruction en Europe de l'Est monta en flèche. L'élargissement à l'Est serait donc un procédé lent et très difficile. La poussière des quarante dernières années ne s'était pas encore bien déposée en Europe de l'Est. La guerre dans l'ancienne Yougoslavie exposa la fragilité du consensus européen: une nouvelle situation effrayante apparut lorsque les États-Unis décidèrent de ne pas jouer un rôle de premier plan, quand la République des Balkans se déchira en raison de la pression des nationalistes, des intérêts régionaux et d'une mauvaise diplomatie en Europe. Pendant ce temps, le monde entier semblait changer -la vitesse de la mondialisation augmentait, avec, notamment, la montée en puissance des pays d'Asie et du Pacifique. La vieille Europe de la guerre froide semblait devenir à la fois plus pacifique mais aussi plus facile à mener.

Il est intéressant de constater qu'à ce stade, les Européens recommencèrent à jouer le jeu qu'ils jouent le mieux: à savoir coopérer avec les États-Unis en Europe. "L'Empire sur invitation" dont Geir Lundestad parlait était encore bien présent. Les Européens appartenaient-ils encore à une culture de dépendance en matière de sécurité? Des discussions sur un rôle modifié de l'OTAN amenèrent à la création du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord, suivi par un forum de l'OTAN en vue de la coopération avec les pays de l'Europe de l'Est. En 1994, le Partnership for Peace fut établi. En 1995 l'Association transatlantique qui liait les États-Unis à l'Europe dans le futur, fut signée. En même temps, les Français décidèrent de revenir à l'OTAN, même s'ils affirmèrent avec force qu'ils rejoignaient non pas l'ancien OTAN mais bien une nouvelle organisation. De plus, les Américains commençaient à penser que l'Europe constituait encore un terrain essentiel pour leurs intérêts. La nomination de Madeleine Albright, partisane de l'élargissement de l'OTAN sous le commandement américain, et la signature de traités d'amitiés avec les Russes à Paris en mai 1997 étaient aussi

importantes. Comme les Américains aiment à le dire désormais, l'OTAN est un cadre pour le futur - "The only game in town" (le seul jeu en ville). De nos jours, il semble que l'Europe souhaite rester une puissance dépendante, contingente. Pendant la guerre froide, l'intégration européenne n'intégrait jamais les notions de défense: la Coopération Politique Européenne était très faible. Bien que ceux qui désirent continuer l'intégration soient encore nombreux, les poussées en faveur d'une intégration européenne ont été affaiblies depuis 1991. Les Européens jouent toujours le même jeu pour maintenir le rôle des États-Unis en Europe, mais désormais dans un paysage et un contexte différents.

Pourtant, les deux grandes énigmes de la sécurité de la guerre froide, restent identiques: qu'est-ce qui retiendra les États-Unis en Europe, et dans quelles conditions? C'est-à-dire, les États-Unis continueront-ils d'être le principal soutien, le "leader" et le principal financier de l'OTAN? La deuxième énigme réside dans la question de savoir si les Européens veulent vraiment faire une politique de défense indépendante et intégrée? Cela démontre le perpétuel dilemme de l'intégration européenne. Quelles seront les conséquences d'une Europe unie avec sa propre politique de défense et sécurité: deviendra-t-elle un rival ou restera-t-elle un partenaire pour les États-Unis ?

Étudions ce problème du point de vue des trois grandes puissances européennes.

1) La Grande-Bretagne est sans doute un des seuls pays en Europe à s'être rendu compte qu'une base européenne de défense remettait en cause l'existence de l'OTAN et la présence américaine comme puissance européenne. La défense a toujours été un domaine dans lequel les Anglais ont eu une influence importante, et il est par conséquent impossible de mettre en cause leur attachement pour l'OTAN après la guerre froide.

2) Comme je l'ai dit auparavant, pendant les années de guerre froide, la France fut poussée par un désir d'autonomie nationale et par son désir d'être en tête de l'Europe, surtout pour équilibrer la puissance allemande. Mais la France désirait aussi protection, argent et technologie américaine. On peut trouver une continuité dans l'équilibre qui avait prévalu pendant la guerre froide. La thèse selon laquelle la France est retournée dans l'OTAN, et a abandonné ses objectifs traditionnels et nationaux, reste encore à démontrer, surtout si les grandes lignes du système international de l'après-guerre froide (et la charte OTAN-Russie) se trouvent en difficulté. De plus, il n'y a pas de raison valable pour que le retour de la France dans l'OTAN, soit moins compliqué que le débat sur le tripartisme au sein de l'OTAN de 1949 à 1966. Les rapports de la France dans l'OTAN ne furent pas faciles, même pendant les moments les plus tendus. Désormais, la présence de l'Espagne, et de l'Allemagne réunifiée -et même de la Pologne- pourrait plonger la politique française dans des difficultés encore plus grandes.

3) Notons que les contradictions inhérentes au fédéralisme européen et à l'atlantisme, sont moins perçues en France qu'en Angleterre, et encore moins en Allemagne. La fin de la guerre froide a eu, inévitablement, un effet peut-être plus grand en Allemagne que dans tout autre pays occidental. Malgré la politique officielle, il existe un débat constant et profond au sujet des orientations futures entre l'Ouest et l'Est et son intégration au sein de l'Europe. Les politiciens allemands (comme en Italie) continuent d'être attachés à l'Union. Cela implique, par exemple, que l'Union européenne occidentale (UEO) fasse partie à l'avenir du processus de défense de l'UE quand une "finalité politique" émergera. L'inconsistance de cette thèse avec l'attachement parallèle de l'Allemagne à l'OTAN n'a pas encore été ni discuté ni élaboré jusqu'à ce jour. Le déséquilibre qui existe en Allemagne entre les intérêts nationaux, européens et atlantiques n'est pas encore apparu au grand jour, en raison de l'influence personnelle du chancelier Kohl.

Conclusion

Cette analyse suppose que l'Europe souhaite rester comme "a dependant power", une puissance "contingente" des États-Unis, et que les États européens continuent d'avoir foi en la présence des États-Unis en tant que principale puissance européenne, plutôt que foi en eux-mêmes dans le domaine de la défense et la sécurité. Si la suite des événements se déroule comme les Américains et les Européens l'envisagent maintenant, gageons que nous assisterons, selon toute possibilité, avant la fin de ce siècle:

- à l'entrée en vigueur de la charte -pleine de rhétorique- entre la Russie et l'OTAN ;
- à une présence de sécurité européenne assez faible avec la PESC et l'UEO (l'UEO elle-même n'a pas de forces armées, ni d'équipement) ;
- à une Union européenne non encore élargie.

Tout cela suppose que les Européens souhaitent vraiment rester une puissance "contingente", qu'ils savent qu'ils dépendent de l'intérêt continu des États-Unis à rester en Europe, et qu'ils entrent en compétition avec d'autres régions dans le monde. Les régions du Pacifique et de l'Asie présentent une bonne chance pour l'investissement économique américain, et il pourrait surgir dans ces régions des conflits nécessitant l'intervention des États-Unis pour les résoudre. Les Européens devront donc oeuvrer pour que les Américains conservent un intérêt en Europe et il leur semble que l'OTAN en soit le meilleur gage.

Mais ce scénario pose des problèmes lorsque l'on en vient à réfléchir au futur des institutions européennes et plus particulièrement à celui de l'UE. Nous savons que les institutions internationales ont besoin d'une forte implication des États au moment de leur création, puis, de s'affranchir de la tutelle de ceux-ci pendant leur existence. Il arrive également que les institutions internationales s'affaiblissent dans les périodes de perturbation du système international (problèmes de la monnaie unique, de l'élargissement, du caractère de "flexibilité" au sein de l'UE). Il est bien possible que, dans ce contexte, une nouvelle politique des grands États, les États-Unis et l'Allemagne, se dessine; l'Allemagne est la puissance de l'Ouest la plus grande en population et en importance géostratégique, et déjà, le premier partenaire des États-Unis en Europe. De plus, ce nouveau bilatéralisme, ou même un triangle avec les trois puissances, pourrait très facilement saper l'équilibre délicat de l'UE ainsi que celle de l'OTAN.

Coda... Cela impliquerait un affaiblissement certain des positions françaises et anglaises, écartées par l'Allemagne. Quelle ironie cela serait, si l'Angleterre et la France, qui furent les acteurs principaux pendant la guerre froide des années quarante et cinquante, avec tous leurs efforts faits pour attirer les États-Unis en Europe pour protéger l'Europe de la double menace de l'Allemagne et de l'Union soviétique, devaient voir leur propre continent dominé par un nouveau trio dont elles ne feraient pas partie.